

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ACCUEILLIR, VÊTIR, NOURRIR, INSTRUIRE, ÉDUIQUER ET SOIGNER : LA
PROTECTION DE L'ENFANCE À L'HOSPICE SAINT-JOSEPH DES SOEURS
GRISES DE MONTRÉAL (1854-1911)

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR
MARIE-CHRISTINE GIROUX

JUILLET 2011

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Sous le produit final d'un mémoire de maîtrise se cache un travail qui est rendu possible non pas par une seule personne, l'auteur, mais également par celles qui l'entourent. Ainsi, je tiens à remercier plusieurs personnes pour le soutien qu'elles m'ont apporté. D'abord, je remercie le Centre d'histoire des régulations sociales (CHRS), son directeur Jean-Marie Fecteau et son coordonnateur Luc Desrochers, qui ont collaboré à ce travail en m'engageant comme assistante de recherche et en me donnant le privilège d'accéder à de riches archives numérisées sur les institutions charitables. Merci également à Lucie Quevillon de ce même Centre pour le soutien technique qu'elle m'a apporté. Ce travail m'a également permis, par ricochet, d'obtenir la bourse d'excellence FARE (Fond à l'accessibilité et à la réussite des études) de l'UQAM envers laquelle je suis également reconnaissante. Je remercie aussi les Soeurs de la Charité de Montréal (Soeurs Grises) qui ont su démontrer une grande ouverture en permettant au CHRS de numériser leurs archives et en me donnant le privilège d'aller leur rendre visite à quelques reprises. Leur personne ressource aux archives, Mme Mylène Laurendeau, m'a fourni de judicieux conseils et a fait preuve d'une grande efficacité. Je remercie également mon directeur de maîtrise, Martin Petitclerc, à qui je dois beaucoup. Il a su animer nos rencontres avec intelligence et dynamisme et m'a dirigée avec soin dans la recherche et la rédaction de mon mémoire.

Je remercie mes parents, Marcel et Marie Giroux, qui ont contribué à ce mémoire en me donnant le goût de poursuivre mes études et en m'appuyant tout au long de celles-ci. Je suis également reconnaissante envers mon frère Martin qui, avec Charlene, m'a ouvert grande la porte de chez lui, le temps de mon passage à l'UQAM. Ce passage n'aurait pas été le même sans mes amis montréalais et collègues du CHRS, particulièrement Annie et Vincent, avec qui j'ai eu des échanges toujours intéressants sur le parcours de maîtrise. Merci finalement à André, celui qui partage au quotidien ma vie, mes angoisses et mes joies.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	v
LISTE DES TABLEAUX	vi
RÉSUMÉ	vii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
HISTORIOGRAPHIE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE AU QUÉBEC DE LA SECONDE MOITIÉ DU XIX ^e SIÈCLE AU DÉBUT DU XX ^e SIÈCLE	8
1.1 L'approche de la régulation sociale.....	9
1.2 Sous l'optique des familles nécessiteuses	15
1.3 Les femmes et la charité institutionnelle.....	18
CHAPITRE II	
L'HOSPICE SAINT-JOSEPH DANS LE RÉSEAU D'ASSISTANCE MONTRÉALAIS	25
2.1 Le réseau d'assistance montréalais de la seconde moitié du XIX ^e siècle	25
2.2 Les rapports de pouvoirs dans le réseau charitable catholique	31
2.3 Les Sœurs Grises et l'Hospice Saint-Joseph	35
2.3.1 Les Sœurs Grises et l'assistance	36
2.3.2 Bref historique : l'Hospice laïque	37
2.3.3 L'Hospice aux mains des Sœurs Grises	41
2.3.4 Les clientèles diversifiées	44
Conclusion	52
CHAPITRE III	
LES ORPHELINES	54
3.1 Portrait général de la clientèle	55
3.1.1 Le nombre d'orphelines à l'Hospice Saint-Joseph	56
3.1.2 La sélection des orphelines admises à l'Hospice Saint-Joseph	60
3.1.3 Les différents types d'orphelines, les motifs de leur entrée et la durée de leur séjour à l'Hospice Saint-Joseph	64

3.1.4 Sortir de l'Hospice Saint-Joseph	76
3.2 La vie en institution	79
3.2.1 La formation	80
3.2.2 Les loisirs et les visites	86
Conclusion	89
CHAPITRE IV	
LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET HUMAINES.....	91
4.1 Les ressources matérielles	92
4.2 Les ressources humaines	102
4.2.1 Le personnel religieux.....	103
4.2.2 Le personnel laïque	107
4.3 Le changement de mission de l'institution	112
Conclusion	117
CONCLUSION	118
ANNEXE A	
MODÈLE DE FICHE UTILISÉ AUX FINS DE LA RECHERCHE.....	125
BIBLIOGRAPHIE.....	126

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
Figure 2.1 L'Hospice Saint-Joseph de Montréal.....	42
Figure 3.1 Les orphelines à l'Hospice Saint-Joseph (1874-1909).....	59
Figure 3.2 Les filles illégitimes à l'Hospice Saint-Joseph (1874-1890).....	59
Figure 4.1 Recettes et dépenses totales de l'Hospice Saint-Joseph (1860-1910).....	93
Figure 4.2 Recettes des « industries » de l'Hospice Saint-Joseph (1860-1910).....	95
Figure 4.3 Revenus de l'Hospice Saint-Joseph reliés aux pensions, de même qu'à la location et à la vente de biens immobiliers (1880-1910).....	102
Figure 4.4 Les « femmes et filles » et les « hommes pauvres » à l'Hospice Saint-Joseph (1874-1911).....	110
Figure 4.5 Le personnel laïque, le personnel religieux et les orphelines à l'Hospice Saint-Joseph (1874-1906).....	112

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
3.1 Métiers des pères des orphelines de l'Hospice Saint-Joseph de l'échantillon (1874-1911).....	63
3.2 Durée de séjour des orphelines de l'Hospice Saint-Joseph de l'échantillon selon leur type (1874-1911).....	68

RÉSUMÉ

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle à Montréal, la bourgeoisie montante s'intéresse de plus en plus à la misère quotidienne urbaine. Avec l'appui de l'élite cléricale, elle fonde quelques institutions destinées à certaines clientèles, comme les enfants, victimes de l'industrialisation et de l'urbanisation. C'est dans ce contexte qu'Olivier Berthelet, un bourgeois canadien-français, fonde l'Hospice Saint-Joseph de Montréal. Cette institution charitable, dont nous souhaitons ici faire l'histoire, est d'abord laïque de 1841 à 1854. Elle passe par la suite aux mains des Sœurs Grises qui, rapidement, la rendent conforme aux exigences de leur foi. Elles y accueillent des femmes âgées, des enfants pauvres et des orphelins, en plus d'offrir des services aux pauvres et aux malades. Toutefois, leur principale clientèle est celle des « orphelines », une catégorie qui regroupe autant les « vraies » orphelines que les orphelines de père, de mère, et même, souvent, des enfants dont les deux parents sont vivants.

Cet Hospice n'est pas une institution d'enfermement qui vise principalement à discipliner les familles pauvres, mais plutôt un lieu ouvert qui tente de s'adapter aux besoins matériels, familiaux, éducatifs et spirituels des familles. D'ailleurs, les raisons familiales pour placer les orphelines à l'Hospice sont variées. Certaines y prennent place pour des raisons de pauvreté, bien sûr, mais d'autres s'y retrouvent pour quelque temps à la suite de la crise familiale provoquée par la mort ou la maladie de l'un des deux parents. D'autres familles, souvent de la classe moyenne, placent leurs filles en ayant plutôt des visées éducatives. Pendant leur séjour, toutes ces orphelines restent en contact avec leur famille qu'elles pourront retrouver à leur sortie.

S'il ne s'agit pas d'une institution de « contrôle social » au sens strict, la vie à l'intérieur des murs de l'Hospice est tout de même réglée selon certaines valeurs. Ainsi, les Sœurs offrent, en plus d'un toit et de la nourriture, une vie disciplinée, réglée par la religion catholique et fondée sur une éducation qui respecte les valeurs associées au rôle « maternel » des femmes et à la hiérarchie de classes sociales. Ces valeurs, les Sœurs les subissent autant qu'elles les imposent. Dans le cadre de la société patriarcale, où les femmes sont généralement reléguées à la sphère privée, ces Sœurs parviennent néanmoins à administrer leur institution, bien qu'elles doivent rendre des comptes à la hiérarchie catholique et aux philanthropes laïques. L'Hospice va toutefois se heurter au fil des années à des problèmes de sous-financement et de manque de personnel récurrents. La recherche incessante de fonds mènera graduellement les religieuses à transformer la vocation charitable de l'institution. En 1911 l'Hospice Saint-Joseph deviendra l'École ménagère Saint-Joseph, une école qui en plus d'être appuyée par l'Église catholique, sera financée par les fonds publics. À cet égard, la fermeture de l'Hospice illustre bien les limites du réseau d'assistance catholique mis en place au milieu du XIX^e siècle.

Mots clés : assistance, Montréal, institution charitable, hospice, Sœurs Grises, protection de l'enfance.

INTRODUCTION

Préoccupé par les bouleversements sociaux apportés par l'urbanisation et l'industrialisation de Montréal, le bourgeois philanthrope Olivier Berthelet fonde en 1841 un hospice dans le but de venir en aide aux femmes et aux enfants pauvres du faubourg Saint-Antoine. En 1854, Berthelet consent à confier son oeuvre à la Communauté des Soeurs de la Charité (Soeurs Grises) de Montréal. Dès lors, l'institution catholique accueille, vêtit, nourrit, instruit, éduque, et soigne des orphelines majoritairement d'origine canadienne-française¹. Les Sœurs Grises y reçoivent, de plus, les enfants illégitimes, qui allaient jusque-là à l'Hôpital Général. Puis, en 1858, sous les conseils du Sulpicien Victor Rousselot, elles innovent en mettant en place la Salle d'Asile Saint-Joseph qui accueille de jeunes enfants pour la journée afin de permettre à leur mère de vaquer à certaines occupations, et parfois d'effectuer un travail rémunéré². L'Hospice entretient également quelques femmes âgées, fournit des services aux pauvres et aux malades, et, au tournant du siècle, éduque certains jeunes garçons dans son « Jardin de l'Enfance ».

Entre 1854 et 1911, années qui s'étendent de la prise de possession de l'institution charitable par les Soeurs Grises à sa transformation en une école ménagère, les Sœurs tentent de répondre à leurs visées éducatives au meilleur des moyens dont elles

¹ D'emblée, il importe de spécifier qu'à l'époque, le terme « orphelin » ne se rapporte pas qu'aux enfants dont les deux parents sont décédés, mais plutôt, et même dans la plupart des cas, à des enfants dont un seul parent est décédé ou à des enfants placés dont les deux parents sont toujours vivants. Encore en 1933, les orphelins qui ont toujours au moins un parent constituent une large majorité. Selon les données de la Commission des Assurances sociales de Québec, qui a été la première à relever ces statistiques de façon aussi complète, il a été révélé que dans la province, 21 % des orphelins avaient leurs deux parents vivants, 67 % avaient toujours leur père ou leur mère, alors que seulement 12 % étaient des « orphelins complets ». Données présentées dans : L'Abbé Charles-Édouard Bourgeois, *Une richesse à sauver : L'enfant sans soutien*, Trois-Rivières, Bien public, 1947, p.113.

² Tiré de ASGM, *Les salles d'asile tenues par les sœurs de la Charité de Montréal, dites vulgairement Sœurs-Grises, dans la ville et le diocèse de Montréal*, janvier 1878, p.1. Présenté dans Micheline Dumont, « Des garderies au 19^e siècle : les salles d'asile des sœurs grises à Montréal », In *Maîtresses de maison, maîtresses d'école : Femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, sous la dir. de Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, Montréal, Boréal Express, 1983, p.261-285.

disposent. Il va sans dire que ces moyens sont limités dans un contexte où elles doivent prendre soin d'un nombre considérable d'enfants. Inévitablement, entre la volonté de protection de l'enfance et la réalité quotidienne de l'Hospice Saint-Joseph, il y a un hiatus fascinant à analyser. Cette question se révèle à travers l'analyse historique de l'institution, que ce soit, à l'externe, dans la place qu'elle occupait dans le réseau d'assistance privé ou, à l'interne, dans les relations quotidiennes qu'il y avait entre le personnel, les enfants assistés et leur famille. Un second hiatus s'impose également : au-delà de sa mission charitable, l'institution s'est insérée dans des rapports sociaux auxquels elle ne pouvait échapper. En effet, les Sœurs qui géraient l'Hospice devaient composer avec des valeurs de genre et de classe qu'elles subissaient et qu'elles tendaient à promouvoir et à reproduire.

Nous croyons toutefois que cette institution pour enfant était particulière par rapport aux autres institutions « d'enfermement » de l'époque. Dans cette optique, nous sommes persuadés qu'elle ne s'est pas inscrite dans une logique de contrôle social qui visait à réformer les enfants de familles jugées inaptes, mais bien dans une vision éducative plus large qui s'adressait à la classe ouvrière et à la classe moyenne. Ainsi, les Sœurs n'auraient pas simplement cherché à « briser » les familles, mais bien à les soutenir lors d'un moment de crise, voire à offrir à certaines filles une éducation à bon marché dans un contexte où le système scolaire était peu développé. Le cas de certaines familles de la classe moyenne qui ont utilisé l'institution comme lieu éducatif pour leurs jeunes filles nous pousse donc à croire que l'Hospice n'était pas qu'un simple lieu de « réforme » pendant cette période. Ce qui ne veut pas dire, bien sûr, que l'institution ne promouvait pas certaines valeurs de genre et de classe comme nous l'avons souligné.

Le premier chapitre nous permettra d'explorer l'historiographie qui entoure la protection de l'enfance au Québec dans la seconde moitié du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Trois grandes approches permettent d'éclairer le rôle de trois « acteurs » fondamentaux du système d'assistance : celui de l'élite libérale qui cherchait à réguler la société en imposant son contrôle sur l'assistance, celui des familles appauvries, mais autonomes, qui usaient de l'assistance comme stratégie de survie et celui des administratrices des

institutions charitables qui avaient, également, leurs propres objectifs. Nous tenterons de puiser dans ces trois traditions historiographiques une série de questions qui devrait nous permettre de rendre compte de l'histoire complexe d'une institution comme l'Hospice Saint-Joseph.

Dans le second chapitre, un vaste questionnement permettra de mieux comprendre le rôle occupé par l'Hospice Saint-Joseph dans le système d'assistance de l'époque. Comment l'institution s'insérait-elle dans le réseau d'assistance catholique de Montréal au fil de la période étudiée? Quels étaient les rapports entre les dirigeantes de l'institution et les autorités cléricales? Grâce à l'étude du réseau d'assistance montréalais, des rapports entre l'État, l'institution et la hiérarchie catholique, nous serons en mesure de mieux cerner les rapports de classe et de genre qui structuraient la mission charitable des Soeurs Grises. Nous dresserons également dans ce chapitre un portrait de l'Hospice Saint-Joseph en nous penchant sur ses origines, son cadre bâti et l'ensemble de ses clientèles.

Dans le troisième chapitre, nous nous pencherons sur la clientèle principale de l'institution : les orphelines. L'étude des problèmes reliés à la société urbaine et industrielle, comme la pauvreté des familles et leur situation de monoparentalité, nous permettra d'expliquer en partie la popularité du service de l'orphelinat. Nous cernerons quels étaient les rapports entre l'institution et les enfants dans un contexte où la réalité des salles pleines faisait obstacle à la volonté d'éducation des Sœurs. Nous chercherons à voir comment les valeurs de genre et de classe ont influencé l'éducation qui était dispensée à ces clientèles enfantines. Nous définirons finalement les moyens pris par les Sœurs pour répondre aux besoins des familles, malgré les limites associées à leur vision du monde. Ce chapitre nous permettra donc de définir l'institution dans ses rapports avec les orphelines et leur famille.

Le quatrième chapitre nous permettra de nous pencher sur les ressources matérielles et humaines de l'Hospice. Le sous-financement de l'institution a poussé les Soeurs à faire des pieds et des mains pour trouver des fonds. En diversifiant les sources, elles sont parvenues à assurer la survie de l'institution pendant plusieurs années. Le fort roulement

du personnel laïque et religieux, son nombre restreint et ses qualifications manquantes ont également fait obstacle au travail des Soeurs. Nous verrons que ces conditions difficiles ont poussé les administratrices de l'Hospice à prendre un nouveau virage dans sa vocation au fil de la période à l'étude. Ainsi, nous constaterons que la mission charitable de l'Hospice Saint-Joseph a progressivement laissé place à celle de l'enseignement ménager destiné aux jeunes filles de milieux plus aisés.

Nous avons pu questionner l'Hospice Saint-Joseph à partir des sources institutionnelles³. Certaines données, tirées principalement de registres d'entrée et de sortie, de registres financiers, de l'annuaire municipal de Montréal (le *Lovell*) et de recensements, ont constitué la base de notre analyse quantitative. Ces documents nous ont permis de voir dans quelles circonstances les familles ont placé leur enfant en institution et de dresser un portrait global des types de clientèles qui ont fréquenté l'institution et du personnel qui les a accueillis. D'autres sources, de nature qualitative comme les *Constitutions* des Soeurs Grises, les chroniques de l'institution, le journal de la Salle d'Asile et des articles de journaux, nous ont permis de dresser un portrait de la vie institutionnelle et des valeurs qui y ont été transmises. Ce mémoire se retrouve donc à la jonction de l'analyse quantitative, tirée de compilation de données, et de l'analyse qualitative, tirée de récits et de documents, proposant des pistes d'analyse sur le contexte institutionnel. L'objet de cette recherche et la variété des sources qu'elle propose imposent ces différents types de méthodes qui nous ont permis, comme l'a souligné Yvan Comeau, d'accéder à différentes réalités sociales⁴.

Les registres d'admission de l'Hospice Saint-Joseph ont été les sources principales de ce mémoire. Ce sont des livres de prise de présence annuelle comportant une portion nommée « brouillard » qui informe davantage sur les nouveaux arrivants, et une liste des personnes présentes dans l'institution pendant l'année. Ainsi, pour les années 1874 à

³ Nous croyons essentiel de mentionner que la majorité de nos sources proviennent d'une numérisation massive qui a été faite par le Centre d'histoire des régulations sociales (CHRS) de l'Université du Québec à Montréal aux archives des Soeurs de la Charité de Montréal (Soeurs Grises).

⁴ Yvan Comeau, «L'analyse des données qualitatives », *Cahiers du CRISES*, no 9402 (1994), p. 9.

1911, ils nous ont permis d'obtenir plusieurs informations sur les orphelines, telles que leur date d'arrivée, leur date de naissance, leur lieu de naissance et de baptême, le montant de la pension payée, la salle qu'elles occupaient pendant leur séjour, leur date de sortie et certaines spécifications sur leurs conditions de sortie. D'autres personnes figuraient également à ces registres, sans toutefois que des détails soient donnés à leur sujet. Nous parlons ici des « femmes et filles », des « filles illégitimes », des filles et des hommes « à gages », des « hommes pauvres » ou des « écoliers » et des « garçons pensionnaires au Jardin de l'Enfance », dont la présence était également prise chaque année. Notons que le registre de présence annuel du personnel religieux a également été consulté afin de dresser un portrait des Sœurs qui y oeuvraient.

Étant donné l'ampleur de ces registres d'admission, nous avons sélectionné un échantillon de données. Afin de s'assurer du suivi des parcours individuels, cet échantillon a été composé des personnes figurant aux registres dont le nom de famille commençait par la lettre « L »⁵. Il comporte 221 cas d'orphelines et 25 cas de filles illégitimes, ce qui représente environ 10 % de l'ensemble de la population orpheline de l'institution. Ces données ont été compilées dans un fichier File Maker, dont nous pouvons voir le modèle dans l'Annexe A.

Ces registres nous ont également renseignés sur la situation des parents et de leur(s) enfant(s). Ils nous ont fourni leur nom et parfois leur adresse, données que nous avons dans certains cas pu compléter à partir de l'annuaire municipal le *Lovell* et des recensements de 1881, 1891, 1901 et 1911 ou d'autres documents comme des certificats de naissance ou de décès consultés à partir du site Internet *Ancestry.ca*⁶. Cette étude plus poussée des parents nous a permis d'approfondir le portrait familial des enfants placés à l'Hospice Saint-Joseph. Afin d'étudier plus en profondeur les conditions de sortie des

⁵ Dans le cas de l'Hospice Saint-Joseph, où la clientèle était essentiellement canadienne-française, le choix de la lettre « L », surreprésentée comme première lettre du nom de famille chez cette population, nous permettait de tirer des registres un échantillon plus volumineux, soit de l'ordre des 10% de la population de l'institution.

⁶ Pour en savoir davantage sur cette ressource généalogique, vous pouvez consulter son site Internet : <http://www.ancestry.ca/>

orphelines, nous avons bâti un second fichier File Maker de plus de 1500 fiches qui se rapportait à l'ensemble des orphelines dont les conditions de sortie étaient spécifiées aux registres.

Nous avons également utilisé le récit des Soeurs qui vivaient dans l'institution afin de saisir le climat institutionnel au quotidien. Dans les *Chroniques*⁷ rédigées par une Sœur œuvrant dans l'Hospice St-Joseph, on racontait au jour le jour les événements entourant, par exemple, les entrées, les sorties, les maladies, les visites reçues et les rapports avec la communauté religieuse en général. Ces 550 pages environ traitent, non sans sauter quelques périodes, des années 1892 à 1912. Ce sont quelques Sœurs, nommées « chroniqueuses », qui en écrivaient les pages à tour de rôle. La « chroniqueuse », à la demande de la Supérieure, devait y relater « [...] que les faits qui peuvent intéresser ou servir plus tard à l'histoire de la maison ». Bien que nous doutions que ces *Chroniques* aient été un véritable reflet de tout ce que pouvait comporter la vie quotidienne institutionnelle, nous considérons qu'elles pourront nous apporter de l'information relativement au fonctionnement de l'institution et, surtout, sur les valeurs qui y étaient prônées (et évidemment partagées par la chroniqueuse).

Nous avons également puisé dans le journal de la Salle d'Asile de Soeur Julie Gaudry. Dans le même principe que les *Chroniques*, ces récits du quotidien nous ont permis de saisir quels étaient les objectifs d'un tel service et de vérifier si les Soeurs qui y oeuvraient ont pu y répondre. Ce journal nous a permis de comprendre comment un service qui recevait près de 300 jeunes enfants par jour parvenait à fonctionner, et d'évaluer son impact sur les autres activités de l'Hospice.

Nous avons également étudié d'autres documents d'archives des Soeurs Grises concernant l'Hospice Saint-Joseph de Montréal. Dans ces archives de nature diversifiée,

⁷ Les chroniques abordées ici concernent les années 1892 à 1912. L'absence de chroniques entre les années 1854 et 1892 s'explique par leur perte dans l'institution. Nous avons toutefois pu retracer les événements des premières années de l'institution à partir d'un document d'une trentaine de pages rédigé par une Soeur au début du XX^e siècle (A.S.G.M., L10 C1 6, *Notice historique sur la fondation et le développement de l'Hospice Saint-Joseph, fondé en 1841*, non daté, 30 p.).

nous avons pu retrouver, par exemple, plusieurs documents dans lesquels les Soeurs ont relaté l'histoire de l'institution. Ces documents nous ont aidés à retracer les origines de l'Hospice. Quelques articles de journaux de l'époque portant directement sur l'institution ou sur le travail de la communauté (de *La Patrie*, du *Journal de l'Instruction Publique* ou de la *Revue canadienne*) ont également été consultés. En plus de consulter les articles de revues et de journaux compris dans les fonds d'archives des Sœurs Grises, nous avons mené une recherche dans la banque d'articles du CHRS, principalement à partir de mots clés du champ de la protection de l'enfance, entre les années 1850 et 1910. L'ensemble des articles répertoriés, qui louangeaient le plus souvent le travail des Soeurs, nous a permis de voir sporadiquement comment les services offerts étaient perçus par les personnes extérieures à la communauté.

Les documents d'archives portant sur des legs ou des demandes d'aide financière nous ont finalement aidés à comprendre comment les Soeurs ont administré leur institution et répondu à des problèmes financiers récurrents. En plus de ces documents administratifs, les Soeurs Grises de Montréal ont eu l'amabilité de nous laisser consulter les relevés budgétaires annuels de l'Hospice Saint-Joseph. Pour chaque année, nous avons ainsi pu noter les dépenses et les recettes de l'institution et voir, à partir d'un échantillon au cinq ans, quelle était la nature des revenus et des dépenses. Ainsi, nous avons pu observer quelles étaient les ressources matérielles nécessaires à la tenue d'une telle institution et déterminer par quelles stratégies les Soeurs de l'Hospice ont pu survivre financièrement.

CHAPITRE I

HISTORIOGRAPHIE : LA PROTECTION DE L'ENFANCE AU QUÉBEC DE LA SECONDE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE

Qu'est-ce que la protection de l'enfance? « C'est le problème du présent et de l'avenir des enfants qui, pour une cause ou une autre, tombent, en permanence ou temporairement, sous le secours de la charité publique ou privée » écrivait l'Abbé Bourgeois en 1947¹. Dans l'historiographie, nous avons distingué trois approches utilisées afin de traiter de la protection de l'enfance dans la seconde moitié du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Ces approches peuvent être caractérisées par trois points de vue, soit ceux de la régulation sociale, de la famille ouvrière et des femmes dirigeantes. Une étude consacrée à une institution comme l'Hospice Saint-Joseph doit donc tenir compte des perspectives développées par ces trois approches.

En général, les historiens de la régulation sociale présentent l'institution pour enfant sous l'angle principal d'une pratique disciplinaire, même si d'autres logiques peuvent jouer. Dans cette optique, ils insistent sur les formes nécessaires d'encadrement dans un système social fondé sur la liberté et la responsabilité individuelle. Les enfants, que l'on devait préserver du vice, auraient été protégés et bien formés, selon eux, pour assurer la reproduction de l'ordre social. Les historiens de la famille ouvrière mettent pour leur part l'accent sur l'idée que la famille était dans une lutte constante pour son autonomie. Leur approche replace par conséquent l'institution parmi les ressources disponibles pour les familles pendant qu'elles traversaient une situation de crise. La troisième approche présente le point de vue des administratrices qui, en formulant leur propre conception de la charité, n'étaient pas insensibles aux pressions relatives à l'encadrement des nécessiteux et à une volonté d'aider des personnes en détresse. Selon ces historiens, l'institution possédait, en quelque sorte, sa propre rationalité qui la poussait à s'adapter à

¹ L'Abbé Charles-Édouard Bourgeois, *Une richesse à sauver : L'enfant sans soutien*, Trois-Rivières, Bien public, 1947, p. 46.

la fois à une logique socio-économique particulière et à répondre à sa mission d'aider les familles dans le besoin.

1.1 L'approche de la régulation sociale

Plusieurs approches reliées aux modes d'encadrement en société découlent des thèses de Michel Foucault. Sa conception du pouvoir, qui donne à l'institution le rôle d'instrument de contrôle social, a inspiré des pistes de recherche en histoire qui ont prolongé sa réflexion, souvent en la nuancant considérablement. Dans le champ de la protection de l'enfance, où l'institution a largement été étudiée, l'influence de cet auteur est notable. Dans cette première partie, nous verrons comment les historiens de la régulation sociale abordent le problème de l'enfance en difficulté dans une perspective du maintien de l'ordre social, en étudiant principalement les institutions d'enfermement comme les prisons et les écoles de réforme.

Notre étude se situe dans une période où l'on commence à reconnaître l'enfance délinquante et en danger comme problème majeur de la société libérale. L'historien Jean-Marie Fecteau² replace ce moment à la suite d'une première phase de l'évolution de la problématique de l'enfance qui s'étale entre la fin du XVIII^e siècle et 1830. Il soutient que pendant cette première phase, la formation d'une catégorie spécifique à l'enfance au sein des groupes les plus pauvres a mené à un traitement de l'enfant qui était différent de celui de l'adulte. C'est sans trop heurter l'autonomie familiale et communautaire propre à la société traditionnelle qu'une série d'institutions supplétives à la famille aurait été mise en place à ce moment.

Nous nous intéressons avant tout à ce que Fecteau qualifie de seconde phase de l'évolution de la problématique de l'enfance. Pendant cette période, qui débute vers 1840 et s'achève à la fin du XIX^e siècle, l'intervention se serait élargie non seulement aux

² Jean-Marie Fecteau, *La liberté du pauvre : crime et pauvreté au XIX^e siècle québécois*, coll. « Études québécoises », Montréal, VLB Éditeur, 2004.

enfants délinquants, mais également aux abandonnés et bientôt à ceux dont les parents étaient jugés inaptes. Dans le contexte de la transition au libéralisme, nous rappelle-t-il, la famille ouvrière était tenue de plus en plus responsable des problèmes de l'enfance. Ses enfants « victimes » lui étaient par conséquent retirés et systématiquement pris en charge par le biais du placement ou de l'institutionnalisation afin de les « protéger » d'un milieu familial malsain.

L'historienne Marie-Sylvie Dupont-Bouchat replace le mouvement de réflexion global sur l'enfance en danger dans un mouvement qui se situe dans le dernier quart du XIX^e siècle. Dans ce mouvement qu'elle qualifie d'international, la logique pénale où l'enfant était à punir a dès lors été supplantée par une logique plus sociale, où il était à protéger³. Cette nouvelle conception de la problématique de l'enfance aurait débouché, selon l'auteure, sur un élargissement des concepts reliés à l'enfance tels qu'« enfants en danger », « enfants moralement abandonnés », « enfants incorrigibles » et « incorrigés » et « enfants martyrs ».

L'historien R. L. Schnell de l'Université de Calgary s'est également penché sur l'évolution de la problématique de l'enfance⁴. Selon l'auteur, la période de l'enfance s'est distinguée lorsque l'enfant a été considéré comme étant « dépendant » de ses parents. En ce sens, l'enfant a dû être écarté des risques et des responsabilités que comportait la vie adulte pour pouvoir « vivre l'enfance »⁵. Selon R.L. Schnell, les

³ Marie-Sylvie Dupont-Bouchat, « Le mouvement international en faveur de la protection à l'enfance (1880-1914) », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, no 5 (2003) p. 1-21. [En ligne] consulté le 4 décembre 2009.

⁴ R. L. Schnell, « Childhood as Ideology: A Reinterpretation of the Common School », *British Journal of Educational Studies*, vol. 27, no 1 (février 1979), p. 7-28.

⁵ Voir également Patricia T. Rooke et R. L. Schnell, *Discarding the Asylum, from Child Rescue to the Welfare State in English-Canada : (1800-1950)*, Lanham, University Press of America, 1983. Comme l'a remarqué l'historien John Bullen, bien que les auteurs se gardent d'être prisonniers des thèses entourant le contrôle social, leur étude démontre tout de même que les mesures de protection de l'enfance ont été désignées par des réformateurs conservateurs de la classe moyenne qui avaient pour intérêt de maintenir les structures de classe et les inégalités propres à la société industrielle. John Bullen, « Orphans, Idiots, Lunatics, and Historians: Recent Approaches to the History of Child Welfare in Canada », *Histoire sociale- Social History*, vol. 18, no 35 (mai 1985), p. 137-138.

réformateurs de la seconde moitié du XIX^e siècle ont mis l'accent sur l'incapacité des familles pauvres à donner les soins nécessaires à leurs enfants. Ainsi, pour que « chaque enfant ait une enfance », ils ont par conséquent mis sur pied des institutions comme les refuges, les orphelinats, les asiles et les écoles⁶.

La sociologue Danielle Laberge évoque également la conception de l'enfance comme étant un état spécifique, distinct de l'âge adulte, par l'entremise d'aspects psychosociaux, juridiques et économiques, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle⁷. Alors qu'avant cette période, les enfants étaient traités comme de « petits » adultes, et ce, même s'ils étaient indigents, orphelins ou marginaux, elle soutient qu'ils sont devenus à ce moment des composantes importantes des stratégies d'assainissement social des réformateurs libéraux. Dans cette « guerre aux vices sociaux » où la marginalité devait être gérée, les philanthropes étaient ceux qui disposaient du pouvoir de décider quels enfants nécessitaient d'être corrigés. L'auteure nous rappelle que sous une logique qui reflète le clivage de classe, les enfants marginaux étaient soumis à la règle de base : « une bonne éducation produit de bons enfants et, par conséquent, les mauvais enfants sont le fruit d'une mauvaise éducation »⁸. Ainsi, les réformateurs ont prôné l'idée que les enfants en difficulté devaient être sortis de leur cadre familial potentiellement « néfaste » pour être placés dans le nouveau monde purifié de l'institution.

Cette volonté de purifier la société en traitant les marginaux dans un cadre institutionnel aurait pavé la voie à une multitude d'institutions s'adressant à diverses catégories d'enfants. Les historiennes Véronique Strimelle et Sylvie Ménard nous rappellent que c'est le souci d'éviter la promiscuité entre enfants et adultes dans les prisons qui aurait été à l'origine de cette prolifération. Cette précaution, nous font-elles remarquer, a influencé non seulement la création des premiers orphelinats en territoire montréalais, mais également celle des quartiers de jeunes dans les prisons de France et de Belgique et

⁶ R. L. Schnell, « Childhood as Ideology: A Reinterpretation of the Common School », *loc. cit.*, p. 20.

⁷ Danielle Laberge, « L'invention de l'enfance : modalités institutionnelles et support idéologique », *Criminologie*, vol. 18, no 1 (1985), p. 73-96.

⁸ *Ibid.*, p. 82.

des premières maisons de refuge dans les villes de New York, Boston et Philadelphie⁹. Cette nouvelle volonté de protection de l'enfance s'inscrivait selon elles dans un processus de régulation de l'espace social par les réformateurs philanthropes qui faisaient de l'enfant un « objet de régulation »¹⁰.

Dans son ouvrage *Familles, institutions et déviances*¹¹, l'historienne Pascale Quincy-Lefebvre démontre le caractère préventif de la protection de l'enfance à travers l'étude des institutions françaises pour enfants entre les années 1880 et 1930. Les enfants, « moralement abandonnés », rappelle-t-elle, étaient perçus comme ayant un comportement plus à risque. L'auteure soutient que le père, autrefois idéalisé, a perdu progressivement le plein droit de correction sur son enfant qui lui était originellement accordé dans la société traditionnelle. C'est plutôt la discipline en institution qui permettait dans ce contexte que l'enfant soit « redressé » et « relevé » de ses mauvaises tendances. Selon Quincy-Lefebvre, les réformateurs étaient donc convaincus que cette vocation thérapeutique de l'institution permettait de diminuer les dangers que la famille dissolue pouvait avoir sur l'enfance, et donc la société.

Dans sa thèse de doctorat, Sylvie Ménard replace les institutions pour délinquants dans une volonté de contrôler les déviances de la part de l'élite ultramontaine¹². Certains philanthropes, dans ce combat d'immersion dans la vie des familles, ont cherché la collaboration de la justice pour parvenir à placer ces enfants qui pouvaient devenir des « problèmes sociaux » s'ils n'étaient pas réformés. Cela impliquait, soutient-elle, de passer outre le principe de l'autorité paternelle pour sauver ces enfants dans des institutions qui agissaient comme le prolongement de leur famille.

⁹ Sylvie Ménard et Véronique Strimelle, « Enfant sujet, enfant objet? L'enfant comme enjeu des nouvelles politiques pénales au Québec, de la seconde moitié du XIX^e siècle au début du XX^e siècle », *Lien social et politique-RLAC*, no 44 (automne 2000), p. 95.

¹⁰ *Ibid.*, p. 90.

¹¹ Pascale Quincy-Lefebvre, *Familles, institutions et déviances. Une histoire de l'enfance difficile : 1880 – fin des années trente*, « Coll. Économies et sociétés contemporaines », Paris, Économica, 1997.

¹² Sylvie Ménard, *Des enfants sous surveillance: La rééducation des jeunes délinquants au Québec (1840-1950)*, Montréal, VLB Éditeur, 2003, 247 p.

Tamara Myers, dans son ouvrage *Caught. Montreal's Modern Girls and the Law, 1869-1945*¹³, démontre que de jeunes adolescentes « modernes » se sont également vues protégées par un système judiciaire qui voulait, bien malgré elles, les contrôler pour protéger certaines valeurs familiales. Dans son étude centrée sur l'analyse du genre, elle démontre que l'institutionnalisation de ces jeunes filles et, plus tard, l'intervention du tribunal pour enfants visaient à réprimander leur « immoralité sexuelle » afin de renforcer certaines valeurs familiales traditionnelles. Cette forme de « délinquance » associée exclusivement aux jeunes filles, nous rappelle l'auteure, devait être réprimée avant que la « catastrophe » de la grossesse hors mariage ne se produise.

Certains enfants, malgré les conditions difficiles dans lesquelles le rejet de leur mère les plaçait, ont tout de même pu bénéficier d'une protection de la part des institutions charitables. Dans sa thèse de doctorat¹⁴, l'historienne Chantale Quesney replace le traitement des enfants illégitimes dans le mouvement de sensibilisation à l'égard de l'enfance nécessiteuse. Dans cette optique de reconnaissance des besoins spécifiques de l'enfant, ce sont les crèches qui servaient principalement à recueillir les bébés nés hors mariage. Comme le mentionne l'auteure, l'exclusion juridique de la famille élargie de ces « illégitimes » apparaissait comme une condition nécessaire à la conservation de l'institution familiale, dont la stabilité était assurée par le mariage des parents. Par ce rejet, ces enfants se retrouvaient sans tutelle, à moins qu'une institution charitable, souvent engorgée, ne les prenne à sa charge.

Bien sûr, une étude en termes de régulation sociale n'empêche pas de contraster les prescriptions sociales avec les stratégies des populations secourues. Ainsi, Peter Gossage n'a pas non plus écarté les contraintes du monde libéral pour expliquer le placement des

¹³ Tamara Myers, *Caught. Montreal's Modern Girls and the Law, 1869-1945*, coll. « Studies in Gender and History », Toronto, University of Toronto Press, 2006.

¹⁴ Chantale Quesney « De la charité au bonheur familial : une histoire de la société d'adoption et de la protection de l'enfance à Montréal, 1937-1972 », Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2010.

enfants illégitimes abandonnés en institution¹⁵. Selon l'auteur, les familles les plus pauvres ont subi des pressions sociales de la part de l'élite qui s'est acharnée à vouloir faire sortir les enfants illégitimes de la société afin de maintenir l'ordre social. Cette insistance témoignait de l'importance que l'on accordait à la famille traditionnelle, ce qui pouvait se faire aux dépens des droits individuels des mères « pécheresses » et de leur enfant. En accord avec ces normes familiales affirmées avec force, plusieurs parents « sans condition » se seraient ainsi sentis contraints de placer leurs enfants en institution. Cela dit, démontre Gossage, la famille nécessiteuse pouvait envisager ce placement selon ses propres termes, et y voir essentiellement un moyen pour répondre à une crise familiale temporaire ou même pour donner à leurs enfants une éducation, aussi rudimentaire soit-elle.

Somme toute, selon les historiens de la régulation sociale, le placement des enfants en institution était un moyen utilisé par les réformateurs préoccupés principalement par le maintien de l'ordre social. À leurs yeux, c'est principalement parce qu'ils représentaient à la fois une menace potentielle à cet ordre et l'espoir d'une réforme morale des masses¹⁶ que les enfants devaient être pris en charge. Chez les historiens de la famille ouvrière, comme nous le verrons, la survie des familles passera bien avant la volonté de prévenir le vice pour expliquer l'utilisation des institutions pour enfants.

1.2 Sous l'optique des familles nécessiteuses

Depuis les années 1980, les études « from the top down » sont remises en question dans plusieurs ouvrages qui mettent l'emphasis sur l'expérience des populations pauvres. Ces nouvelles études « from the bottom up » portent un intérêt aux stratégies mises de l'avant par ces populations pour tirer avantage des différentes ressources à leur disposition. Ces populations, comme le souligne l'historienne Louise Bienvenue, ne sont plus considérées

¹⁵ Peter James Gossage, « Abandoned Children in 19th Century Montreal », Mémoire de maîtrise, Montréal, McGill University, 1984.

¹⁶ Jean-Marie Fecteau, *La liberté du pauvre*, op. cit., p. 106.

comme des victimes du « système » suivant cette approche, mais bien comme des populations autonomes qui utilisaient stratégiquement des services offerts à d'autres fins qu'avaient prévues les élites sociales¹⁷. Les familles ouvrières auraient donc intégré, dans leur « culture de subsistance », des moyens tels que le placement des enfants en institution. C'est donc sur les historiens qui ont insisté sur le point de vue de ces familles nécessiteuses, dont l'objectif était davantage la survie que le maintien de l'ordre social, que nous proposons, dans cette seconde partie, de nous attarder.

Kathy C. Provost, dans son mémoire de maîtrise¹⁸, analyse le parcours d'enfants, élèves ou travailleurs, de certains quartiers de Montréal entre 1880 et 1890. L'auteure nous démontre à quel point la période de l'enfance pouvait prendre fin abruptement. Elle soutient que le fait d'être fils ou fille d'un ouvrier non-qualifié et catholique ou d'une veuve de la classe ouvrière faisait varier les conditions de vie que connaissaient les enfants. L'occupation des parents, soutient-elle, influençait clairement les activités de leurs enfants, et notamment le recours aux institutions. Dans ce contexte de misère, l'Église catholique s'efforçait de préserver la hiérarchie sociale alors que les familles cherchaient tout simplement à survivre.

L'historien Terry Copp rappelle pour sa part que pendant que les gens au pouvoir utilisaient les institutions pour contrôler et discipliner les moins nantis, la classe ouvrière utilisait les orphelinats pour des opportunités au plan éducatif ou pour se sortir d'une période de crise financière¹⁹. Ainsi, selon Copp, tout comme le fait d'envoyer leurs enfants à l'école jusqu'à la troisième année pour ensuite les faire travailler en usine, le placement en institution était une stratégie de survie pour les familles de la classe

¹⁷ Louise Bienvenue, « Pierres grises et mauvaises consciences. Essai historiographique sur le rôle de l'Église catholique dans l'assistance au Québec », *Études d'histoire religieuse*, no 69 (2003), p. 15.

¹⁸ Kathy C. Provost, « Blunted Lives: Working Children in East-End Montreal, 1880-1890 » Mémoire de maîtrise, Montréal, Concordia University, 2006.

¹⁹ Terry Copp, *Classe ouvrière et pauvreté : Les conditions de vie des travailleurs montréalais 1897-1929*, Montréal, Boréal Express, 1978.

ouvrière. Mais cette charité, rappelle-t-il, bien qu'elle empêchait de mourir de faim, n'était pas suffisante pour sortir les familles de la pauvreté.

Comment alors les hommes, les femmes et les enfants assuraient-ils leur subsistance quotidienne dans la seconde moitié du XIX^e siècle? L'historienne Bettina Bradbury présente l'enfant dans les méandres de l'économie familiale, où chaque membre de la famille était chargé de responsabilités spécifiques qui assuraient la survie quotidienne du groupe. L'auteure rappelle qu'à mesure que les enfants naissaient et grandissaient, les besoins de la famille changeaient. Les périodes de pauvreté les plus intenses se présentaient lorsque les enfants n'étaient pas en âge de travailler, ce qui poussait, selon l'auteure, une minorité de parents à confier temporairement ou définitivement leurs enfants à leur parenté ou, plus rarement, à des institutions comme les orphelinats.

Les parents, selon Bradbury, se tournaient vers ce type d'institutions seulement en dernier recours, lorsque le réseau familial ou d'autres types d'arrangements informels n'étaient pas disponibles²⁰. Selon elle, les familles de la classe ouvrière usaient donc de la charité pour traverser les temps les plus durs. Elles le faisaient par conséquent pour un court laps de temps, pendant lequel les enfants étaient nourris, logés et soignés.

La même auteure, dans le cadre de l'ouvrage collectif *Household Counts: Canadian Households and Families in 1901*²¹, pose un regard plus spécifique sur le cas des enfants qui n'avaient qu'un seul parent. Bien que la majorité des enfants au Canada en 1901 vivait avec leurs deux parents, les enfants à demi orphelins, pour cause de décès, de désertion, de séparation, etc., étaient nombreux. La vie de ces enfants, soutient l'auteure, était certes affectée par l'état de monoparentalité de leur famille. Ainsi, elle constate que l'enfant qui ne vivait pas avec ses deux parents risquait davantage d'être envoyé dans sa

²⁰ Bettina Bradbury, « The Fragmented Family: Family Strategies in the Face of Death, Illness, and Poverty, 1860-1885 », In *Childhood and Family in Canadian History*, sous la dir. de Joy Parr, Toronto, Mc Clelland and Stuart, 1982, p. 109-128.

²¹ Bettina Bradbury, « Canadian Children Who Lived with One Parent in 1901 », In *Household Counts: Canadian Households and Families in 1901*, sous la dir. de Eric W. Sager et Peter Baskerville, Toronto, University of Toronto Press, 2007, p. 247-301.

famille élargie, d'être adopté, placé en institution ou lancé directement sur le marché du travail.

L'historienne Joy Parr, qui s'est penchée sur le cas des enfants immigrants britanniques, insiste sur le fait que l'arrivée des enfants en institution se produisait après une série de décès, de querelles, de travail perdu ou de maladie, qui provoquait un état de crise au sein de la famille²². Dans ce contexte, la famille nécessiteuse optait donc pour le placement en institution. Elle nous rappelle que pour les orphelins immigrants sans parents, le marché du travail en campagne ou en ville à titre de domestique était souvent privilégié.

Si les historiens cités précédemment ont considéré l'expérience des enfants en institution comme un choix dicté par le malheur, d'autres ont tenté d'en démontrer l'expérience positive. Selon l'historienne Nurith Zmora de la Hamline University, les orphelinats ont injustement souffert des stigmates reliés aux autres institutions d'aide pour enfants. L'auteure affirme, dans son étude sur la *Progressive Era Baltimore*, que les orphelins qui y ont séjourné, et leurs parents percevaient pourtant positivement l'institution²³. Alors que les orphelins la voyaient comme leur propre maison dans laquelle ils recevaient une bonne éducation, leurs parents la percevaient comme une possibilité de mobilité sociale pour leurs enfants. Plus largement, l'institution permettait non pas de séparer les familles, mais bien de les garder intactes.

Cette expérience positive aurait poussé plusieurs familles pauvres à privilégier le placement de leur enfant en institution. Selon Judith Dulberger, qui critique la théorie de la régulation sociale, l'utilisation de l'institution par les familles ne s'est pas toujours

²² Joy Parr, *Labouring Children: British Immigrant Apprentices to Canada, 1869-1924*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 1980.

²³ Nurith Zmora, *Orphanages Reconsidered: Child Care Institutions in Progressive Era Baltimore*, Philadelphia, Temple University Press, 1994.

faite par choix désespéré²⁴. Selon l'auteure, c'est dans leurs propres intérêts que les parents des familles pauvres permettaient à leur enfant d'aller chercher les soins matériels et éducatifs, ainsi qu'une formation en institution. De plus, ces institutions, soutient-elle, étaient loin d'avoir pour objectif de séparer les enfants de leur famille pauvre. Dans le cas de l'*Albany Orphan Asylum*, sur lequel elle s'est penchée, l'institution visait bien davantage à préserver les familles durant les temps plus difficiles. Ainsi, bien plus que des lieux disciplinaires, les institutions ont été, selon elle, une alternative positive pour les familles qui en faisaient usage.

Tout comme l'école, l'usine et la résidence d'un parent, l'institution s'est avérée être, selon les historiens de la famille ouvrière, un lieu où les parents prenaient la décision d'envoyer leurs enfants. Bien qu'elles s'y trouvaient souvent contraintes, car sans autres moyens pour survivre, il n'en demeure pas moins que ces familles avaient la capacité d'imposer leurs propres besoins et intérêts à des institutions qui n'y étaient pas nécessairement hostiles. En ce sens, l'institution représentait pour elles un lieu de refuge temporaire pour leurs enfants. Entre ce rôle de véritable aide à l'enfance nécessaire et celui de réformer l'enfant en vue de l'adapter à la nouvelle société industrielle, que visaient vraiment les administratrices des institutions destinées à l'enfance?

1.3 Les femmes et la charité institutionnelle

Alors que certains historiens affirment que les institutions ont existé en vue de répondre aux besoins des familles nécessiteuses et que d'autres démontrent qu'elles répondaient davantage à une volonté de contrôle de la part de l'élite, certains auteurs arrivent davantage à la conclusion que les institutions ont pu poursuivre, malgré les pressions de toutes parts, des objectifs qui leur étaient propres. À cet égard, la forte présence féminine au sein du système d'assistance, et des orphelinats en particulier, joue un rôle essentiel dans ce cadre d'analyse. En plus des religieuses, notons que nombre de femmes laïques

²⁴ Judith Dulberger, « Refuge or Repressor: The Role of the Orphan Asylum in the Lives of Poor Children and Their Families in Late Nineteenth-Century America », Thèse de doctorat, Pittsburg, Carnegie Mellon University, 1988.

de l'élite ont fondé des œuvres et ont travaillé au côté des communautés dans le cadre d'actions philanthropiques.

Certaines historiennes féministes perçoivent les institutions d'assistance comme un lieu où les femmes, habituellement confinées dans la sphère privée, ont eu une réelle capacité d'action dans la sphère publique. En soulignant le rôle central des femmes dans le système d'assistance à l'époque, elles peuvent ainsi valoriser le travail accompli par les Sœurs. Bien plus, elles font une corrélation directe entre la réussite de l'institution et le travail des femmes qui y œuvraient pour le bien des familles populaires. Selon Micheline D'Allaire, par exemple, la hiérarchie catholique masculine a trop souvent fait ombrage au travail des communautés de femmes. Selon elle, les communautés autonomes et distinctes ont trop souvent été assimilées au « magistère de l'Église ». Pourtant, dit l'historienne, « elles ont formé jusqu'à une période relativement récente, un ensemble remarquable dans le domaine social et représentent une force extraordinaire avec laquelle on ne peut rivaliser »²⁵.

Micheline Dumont, pour sa part, nous présente des institutions qui répondaient avec réussite à un « besoin véritable » de la classe ouvrière²⁶. Elle s'est penchée plus spécifiquement sur les salles d'asile à Montréal, un projet pédagogique mis en place principalement pour remédier au problème des enfants laissés sans surveillance. Selon elle, les Sœurs, au cœur de l'action de ces institutions, ont protégé l'enfance nécessiteuse en lui ouvrant les portes et lui offrant une éducation²⁷.

Dans son ouvrage *Charité bien ordonnée : Le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au 19^e siècle*, Huguette Lapointe-Roy nous éclaire quant à l'aide apportée par

²⁵ Micheline D'Allaire, « L'originalité de l'oeuvre sociale des Congrégations religieuses de Montréal aux XIX^e et XX^e siècles », *S.C.H.E.C. Études d'histoire religieuse*, vol. 59 (1993), p. 24-41.

²⁶ Micheline Dumont, « Des garderies au 19^e siècle : les salles d'asile des sœurs grises à Montréal », In *Maîtresses de maison, maîtresses d'école : Femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, sous la dir. de Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 263.

²⁷ *Ibid.*, p. 265.

les communautés religieuses, les bénévoles regroupés en association et les philanthropes, dans un contexte où l'expansion démographique et l'augmentation de la pauvreté ont engendré d'importants problèmes sociaux à Montréal²⁸. L'Église, et tout particulièrement les communautés religieuses féminines, aurait constitué le cœur d'un impressionnant réseau d'institutions d'assistance. Ces institutions, qui se voulaient une réponse à des besoins pressants des enfants et de leur famille, sont ainsi traitées comme étant des réussites par Lapointe-Roy. Non seulement les femmes gestionnaires réussissent-elles à assurer le minimum vital aux familles éprouvées, mais elles y parviennent dans un contexte difficile²⁹. C'est donc, selon elle, dans des institutions surpeuplées et dans des conditions matérielles difficiles, que les institutions dirigées par les Sœurs sont parvenues à protéger « l'enfance malheureuse »³⁰ grâce à leur travail acharné et à leur grand sens de l'organisation.

Dorothy M. Brown et Elizabeth Mc Keown, de la Georgetown University, présentent également des institutions dirigées par les femmes sous cet angle « favorable ». En analysant les origines du développement local et national de la charité catholique américaine entre 1860 et 1940³¹, les auteures en sont venues à la conclusion que les motivations des Sœurs tournaient autour de deux visées principales, soit d'assurer leur salut par l'aide qu'elles apportaient et de permettre un minimum de sécurité sociale à la population. Les Sœurs ont ainsi créé une multitude d'institutions afin de s'adapter aux différents besoins des enfants en difficulté. Elles sont parvenues à réaliser ces oeuvres, selon les auteures, en résistant aux nouveaux standards du travail social qui s'imposaient.

En adoptant un point de vue similaire, l'historien Kenneth Cmiel de l'Université d'Iowa croit que les orphelinats partageaient globalement les mêmes valeurs que les familles de

²⁸ Huguette Lapointe-Roy, *Charité bien ordonnée : Le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au 19^e siècle*, Montréal, Boréal, 1987.

²⁹ *Ibid.*, p. 133.

³⁰ *Ibid.*, p. 157.

³¹ Dorothy M. Brown et Elizabeth Mc Keown, *The Poor Belong to Us : Catholic Charities and American Welfare*. Cambridge, Harvard University Press, 1997.

la classe ouvrière³². À travers l'étude du *Protestant Chicago Nursery* et du *Half-Orphan Asylum's Board of Managers*, il constate ainsi que les dirigeantes d'institutions ont (heureusement) ignoré le courant réformiste, bien plus « dur » à l'égard des familles, qui se développait dans le domaine de la protection de l'enfance. Il croit plutôt que ces institutions ont été un refuge temporaire, et apprécié, pour ces familles en difficulté.

Cette interprétation est partagée par l'historien américain John T. Cumbler. En commentant le développement des « charity organizations » dans les petites villes industrielles, Cumbler démontre que même si les institutions charitables étaient initialement contrôlées par l'élite masculine, elles ont été modifiées à mesure que les femmes en ont pris le contrôle³³. En effet, après s'être penché sur des institutions de Lynn et de Fall River, l'auteur affirme que les femmes laïques se sont mises elles-mêmes en position de contrôle, affectant ainsi les politiques et les orientations de leur organisation. En ayant ainsi le contact direct avec le pauvre, elles ont pu imposer leur propre conception de la charité qui visait davantage à protéger le pauvre qu'à le réformer.

L'historienne Janice Harvey nous rappelle que tôt au XIX^e siècle, la théorie des sphères séparées a justifié l'exclusion des femmes du monde du travail et de la vie publique avec un sentiment d'exaltation de leur sensibilité morale et de leurs responsabilités naturelles d'épouse, de mère et de maîtresse de maison. Selon cette doctrine, les femmes laïques de l'élite pouvaient exercer le rôle maternel de la charité, par tendresse « naturelle » ou par devoir religieux, mais seulement sous l'approbation des hommes. Dans l'analyse d'Harvey qui porte sur des institutions protestantes pour enfants³⁴, le genre occupe une place centrale puisqu'il influence les femmes bénévoles dans leur conception de la

³² Kenneth Cmiel, *A Home of Another Kind: One Chicago Orphanage and the Tangle of Child Welfare*, Chicago, University of Chicago Press, 1995.

³³ John T. Cumbler, « The Politics of Charity: Gender and Class in Late 19th Century Charity Policy », *Journal of Social History*, vol. 14, no 1 (automne 1980), p. 99-111.

³⁴ Janice Harvey, « The Protestant Orphan Asylum and the Montreal Ladies Benevolent Society : A Case Study in Protestant Child Charity in Montreal, 1822-1900 », Thèse de doctorat, Montréal, McGill University, 2001.

pauvreté et par ricochet, leur attitude envers les enfants. Cela a fait en sorte, selon l'auteure, que les femmes ont opté sur le terrain pour une approche conservatrice, centrée sur l'aide aux pauvres et la protection de l'enfant. Elles ont adopté en ce sens un comportement maternel traditionnel, ce qui était une limite évidente au traitement de l'enfance prôné par les élites.

Marginalisées par la doctrine des sphères séparées, ces femmes de l'élite ont néanmoins disposé d'une certaine autorité dans le domaine privé et, par extension, dans le domaine charitable. Dans ce contexte, leur tradition humanitaire centrée sur le bien-être de l'enfant s'est opposée à la « charité scientifique » de centralisation et de rationalisation qui se développait à l'époque. Alors que la charité scientifique misait sur le contrôle moral et la séparation des familles jugées inaptes, les institutions étudiées par Harvey se sont plutôt chargées simplement de leur offrir un refuge, de les protéger et de les éduquer pendant une période difficile. Dans leur vision plus traditionnelle de l'intervention, les Dames bourgeoises laïques ont donc promu, selon Janice Harvey, un climat familial durant le placement et ont favorisé un retour dans leur véritable foyer lorsque les conditions le permettaient.

Conclusion

Cette résistance des dirigeantes à l'égard des prescriptions des réformateurs de la charité scientifique illustre bien cette capacité des institutions à poursuivre leurs propres objectifs, mais toujours selon les contextes particuliers où s'entrecroisent les normes sociales et les attentes populaires. C'est ce que tente de saisir l'historien américain Timothy Hasci, qui a identifié trois « idéaux types » d'orphelinats, soit ceux qui sont *Isolating*, *Protective*, ou *Integrative*³⁵. Le premier type, souvent associé aux institutions protestantes, aurait isolé l'enfant en le coupant des contacts avec sa famille et en le gardant autant que possible entre les murs de l'institution, afin de remplacer de façon permanente ses parents. Le *protective* (le plus souvent catholique ou juif) aurait exercé un contrôle protecteur sur les enfants afin qu'ils préservent leurs héritages (culturels,

³⁵ Timothy Hasci, *Second Home: Orphan Asylums and Poor Families in America*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1997.

religieux ou ethniques), tout en permettant des contacts avec le monde extérieur. L'*integrative*, quant à lui, aurait privilégié un contact régulier des enfants avec leurs parents dans le monde extérieur (église, camps de vacances, etc.). L'auteur nous fait remarquer qu'entre 1870 et 1900, la majorité des orphelinats, toutes catégories confondues, sont devenus progressivement *integratives*³⁶.

Comme E. Wayne Carp l'a mentionné dans son étude historiographique, au XIX^e siècle, il y avait plusieurs types d'institutions pour enfants qui différaient en regard de leur mission, de leurs politiques et de leur clientèle. Dans l'optique où une dialectique s'opérait entre les acteurs et les agents de régulation, Carp souligne que l'institution était au coeur d'attentes contradictoires : « The working class has used orphanages to advance educational opportunities for its children and to mitigate economic catastrophe. The powerful have used orphanages to control and socialize the less fortunate »³⁷. L'historien Jean-Marie Fecteau nous rappelle également qu'une dialectique s'est opérée entre les agents de régulation et les acteurs. Si les réseaux d'institutions charitables ont été mis en place pour réguler la société, il n'en résulte pas moins, nous rappelle-t-il, que ce sont les familles pauvres qui les ont utilisés comme stratégie de survie. En ce sens, les institutions pour enfant se sont intégrées aux stratégies de survie des familles dans une relation d'interactions complexes entre les acteurs et les agents de régulation sociale³⁸.

Selon les trois approches abordées, les institutions charitables pour enfants, souvent gérées par des femmes qui cherchaient à défendre leur propre conception de la charité, se sont donc positionnées entre les exigences de régulation sociale et la demande de refuge des familles appauvries. Ainsi, les dirigeantes des institutions destinées à l'enfance ont

³⁶ En ce qui concerne les salles d'asile françaises, l'historien Jean-Noël Luc évoque les tensions entre la charité chrétienne et une conception du monde qui se voulait libérale. Luc nous rappelle que contrairement à d'autres institutions, ces salles consacrées à la petite enfance ne devaient pas supplanter l'éducation parentale qui demeurait au premier plan selon la vision traditionnelle de la famille. Jean-Noël Luc, *L'invention du jeune enfant au XIX^e siècle. De la salle d'asile à l'école maternelle*, Paris, Berlin, 1997.

³⁷ E. Wayne Carp, « Two Cheers for Orphanages », *Review in American History*, vol. 24, no 2 (1996), p. 6. [En ligne] consulté le 8 décembre 2009.

³⁸ Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey (dir. de publication), « Introduction ». *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005.

dû répondre à des besoins d'assistance tout en se conformant en partie à certaines exigences associées aux attentes de genres et de classes. Par le biais de l'éducation transmise et des valeurs véhiculées, l'enfant qui en ressortait devrait être à la fois un bon chrétien, un bon mari / épouse et un bon travailleur. Nous verrons dans quelle mesure cela s'est appliqué à l'Hospice Saint-Joseph de Montréal dans les prochains chapitres.

CHAPITRE II

L'HOSPICE SAINT-JOSEPH DANS LE RÉSEAU D'ASSISTANCE MONTRÉALAIS

Dans ce second chapitre, nous souhaitons nous pencher sur le système d'assistance montréalais afin de saisir quelle était l'importance de l'initiative privée auprès de certaines clientèles traditionnelles comme les vieillards, les malades, les femmes et surtout les enfants. En considérant la nature particulière du système d'assistance libéral, nous chercherons à saisir son impact sur des institutions charitables comme l'Hospice Saint-Joseph. Nous traiterons par la suite plus spécifiquement du réseau caritatif de l'Église catholique en nous penchant sur sa hiérarchie. Nous verrons que les Sœurs, au bas de celle-ci, disposaient tout de même d'une part d'autonomie dans leur exercice de la charité. Enfin, nous mettrons en contexte l'Hospice Saint-Joseph en présentant son historique, ses objectifs, son cadre bâti et les clientèles diversifiées qu'il a secourues.

2.1 Le réseau d'assistance montréalais de la seconde moitié du XIX^e siècle

Dans une société libérale où la responsabilité de l'individu constituait le fondement même de l'ordre social, l'État s'impliquait minimalement dans le système d'assistance. Les lois québécoises, différentes des *Poor Laws* anglaises (à partir de 1601) ou même du *Charity Act* de l'Ontario (1874), sont demeurées supplétives en matière d'assistance jusqu'en 1921 lorsqu'a été adoptée la *Loi sur l'assistance publique*¹. Cette non-

¹ « Cette loi étendra à l'échelle de tout le Québec le principe du financement public de tous les établissements d'assistance, à raison du tiers fourni par la province, d'un autre tiers par la municipalité impliquée, le dernier tiers relevant de la responsabilité de l'institution ». Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey, « Chapitre 17 : Le réseau de régulation sociale montréalais », dans Dany Fougères, Normand Perron et al., *Histoire de la région montréalaise*, Coll. « Les régions du Québec », Québec, Éditions PUL/IQRC — à paraître.

intervention de l'État au Québec s'appliquait également au domaine de l'enfance². Alors que l'État québécois se tenait ainsi à l'écart, plusieurs pays d'Europe adoptaient des lois qui visaient à protéger l'enfance entre les années 1889 et 1912³. Avant la loi de 1921, l'État québécois limitait son action à certaines catégories de personnes comme les malades mentaux, les criminels ou les jeunes délinquants⁴. Il laissait par conséquent la responsabilité des populations pauvres à la société civile. Les problèmes sociaux étaient ainsi relayés principalement au domaine privé, plus spécifiquement à des groupes confessionnels. L'État reconnaissait ainsi le travail des communautés religieuses à qui il confiait la tâche de secourir les nécessiteux⁵. Par le fait même, l'Église agissait, selon Jean-Marie Fecteau, « comme un corps social auquel on [avait] dévoué un contrôle au moins partiel de segments importants des institutions de régulation sociale »⁶.

L'élite occupait une place importante dans le réseau d'assistance montréalais du XIX^e siècle puisqu'elle y exerçait non seulement une influence à travers la philanthropie, mais également à travers la conception de la pauvreté qu'elle promouvait. Selon cette conception, la pauvreté relevait de la responsabilité de l'individu, et témoignait donc

² Éric Vaillancourt, « L'enfant et le réseau charitable catholique montréalais : le cas de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, 1848-1930 », *Le temps de l'histoire*, sous la dir. de Éric Pierre et Jean Trépanier, no 5 (septembre 2003), p. 173.

³ Jeroen J.H. Dekker, « The Will to Change the Children at Risk : The Transformation from Philanthropy into Social Policy in 19th-century Western Europe », In *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution*, sous la dir. de Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005, p. 327.

⁴ Jean-Marie Fecteau, « L'enfance en difficulté au 19^e siècle et dans les premières années du 20^e siècle : les implications d'un regard sur les cas limites », *Le temps de l'Histoire*, sous la dir. de Éric Pierre et Jean Trépanier, no 5 (septembre 2003), p. 246.

⁵ Tania Martin, « La mouvance de la culture canadienne-française vue à travers l'évolution d'une institution catholique en région », *The Canadian Historical Review*, vol. 88, no 1 (mars 2007), p. 55.

⁶ Jean-Marie Fecteau, « La construction d'un espace social : les rapports de l'Église et de l'État et la question de l'assistance publique au Québec dans la seconde moitié du XIX^e siècle », In *L'histoire de la culture et de l'imprimé. Hommages à Claude Galarneau*, sous la dir. de Yvan Lamonde et Gilles Gallichan, Québec, Presses de l'Université Laval, 1996, p. 68.

d'une inaptitude chez ce dernier⁷. De cette conception libérale de la pauvreté a découlé une distinction, qui a perduré pendant tout le XIX^e siècle, entre les pauvres « méritants » et les « non méritants ». Certains pauvres méritaient selon cette logique d'être secourus puisqu'ils étaient incapables de travailler (vieillards, mères, enfants, etc.), alors que d'autres ne le méritaient pas puisqu'ils pouvaient travailler au lieu de dépendre de l'assistance⁸. Parmi ces derniers, les hommes valides en âge de travailler étaient les plus ciblés, les plus réprimés et les plus écartés de toute forme de prise en charge. La charité devait leur être dégradante et humiliante afin de les contraindre à accepter n'importe quel travail plutôt que de demander de l'assistance⁹.

Certains hommes respectables, bons pères de famille et intégrés dans la communauté, ont toutefois eu droit à leur part d'aide, essentiellement pour soutenir leurs « dépendants ». Cette aide était, par définition, temporaire et leur permettait de traverser certaines périodes de crise familiale. Ainsi, des services externes aux institutions se sont mis graduellement en place pour servir ces familles dont le père se montrait travaillant et respectable. Pour leur venir en aide, la Société Saint-Vincent-de-Paul s'est implantée à Montréal en 1848¹⁰. Divisée en conférences pour secourir efficacement au niveau de la localité, cette société occupait une place majeure dans le réseau d'assistance montréalais¹¹. Les hommes laïcs de cette association charitable catholique allaient directement aux portes pour visiter les pauvres et les malades. Ces visites des membres actifs ainsi que celles des Sœurs qui se joignaient souvent à eux, offraient un appui moral

⁷ Marcela Aranguiz, « 'A Social Refuse !': L'assistance et la perception des vagabonds à Montréal à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle », Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1999, p. 2.

⁸ *Id.*

⁹ Jean-Marie Fecteau, *La liberté du pauvre : sur la régulation du crime et de la pauvreté au XIX^e siècle québécois*, Montréal, VLB Éditeur, 2004, p. 108.

¹⁰ Pour en savoir davantage sur la Société Saint-Vincent-de-Paul, consulter Éric Vaillancourt, « La Société Saint-Vincent-de-Paul de Montréal, reflet du dynamisme du laïcat catholique en matière d'assistance aux pauvres (1848-1933) », Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2005, 318 p.

¹¹ Huguette Lapointe-Roy, *Charité bien ordonnée : Le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au 19^e siècle*, Montréal, Boréal, 1987, p.100.

à la population et permettaient de mieux cerner ses principaux besoins¹². Par le biais de visites à domicile ou du patronage d'écoliers et d'apprentis, la Société Saint-Vincent-de-Paul portait également secours aux enfants. Bien que l'aide qu'elle apportait était le plus souvent d'ordre matériel, elle agissait également à titre d'intermédiaire entre les familles pauvres et les institutions charitables en référant des enfants à des institutions. Par cette mesure, la Saint-Vincent-de-Paul souhaitait préserver les enfants du vagabondage en leur offrant une éducation religieuse et morale qui en ferait de bons chrétiens¹³.

L'hospice, qui s'adressait à une clientèle hétérogène, a été « l'institution caractéristique du XIX^e siècle »¹⁴. À celui-ci, s'ajoutaient les hôpitaux et les orphelinats qui étaient mis à la disposition des familles. En raison notamment du passage de la société préindustrielle à une société industrielle, la situation de bien des familles est devenue précaire et a fait monter en flèche le nombre d'institutions destinées à l'enfance. Ainsi, selon le recensement de Sylvie Côté dans son mémoire de maîtrise, parmi les 117 établissements de charité catholique du Québec qui accueillaient des orphelins entre les années 1900 et 1945, 56 % avaient été fondées au XIX^e siècle et 70 % avant 1910¹⁵. Ces institutions charitables confessionnelles sont demeurées prédominantes dans le réseau d'assistance jusqu'aux années 1930¹⁶.

Avant l'avènement, vers le milieu du XIX^e siècle, de ces structures institutionnelles, les enfants étaient principalement considérés comme de « petits adultes » et subissaient le sort de leurs aînés. Quelle que soit la spécificité de leur problématique, ils étaient alors

¹² *Ibid.*, p. 227

¹³ Éric Vaillancourt, « L'enfant et le réseau charitable catholique montréalais : le cas de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, 1848-1930 », *loc.cit.*, p. 175-180.

¹⁴ L'étude de Sylvie Côté a été faite à partir du *Canada Ecclésiastique* et ne tient compte, par conséquent, que des institutions des congrégations religieuses catholiques. Sylvie Côté, « Les orphelinats catholiques au Québec de 1900 à 1945 », *Les cahiers de la femme*, vol. 7, no 4 (1986), p. 36.

¹⁵ *Ibid.*, p. 37.

¹⁶ Denyse Baillargeon, « Les politiques familiales au Québec. Une perspective historique », *Lien social et politique-RLAC*, vol. 36 (automne 1996), p. 22.

envoyés sans distinction à la prison commune, lorsqu'ils n'étaient pas mis en servitude ou vendus aux enchères¹⁷. Mises à part quelques écoles non obligatoires qui accueillait les enfants des familles pauvres, aucune institution destinée à l'enfance n'est apparue avant cette prise de conscience de la spécificité de l'enfance au milieu du XIX^e siècle¹⁸. Au constat des effets dévastateurs de la proximité entre adultes et enfants dans le cadre des prisons s'est ajouté celui du nombre d'orphelins en ville, enfants abandonnés dont les parents n'avaient pu s'adapter à la société industrielle¹⁹. C'est plus précisément le cas de l'épidémie de choléra, avec ses 16 000 morts en six mois pendant l'année 1832, qui aurait mis en évidence les limites des pratiques traditionnelles en ce qui a trait à la prise en charge des enfants²⁰. C'est d'ailleurs en réponse à ces bouleversements que l'Orphelinat catholique de Montréal a été mis en place la même année par la Société des Dames charitables.

Nous avons constaté que dans une large part, les élites canadiennes-françaises ont participé financièrement aux fondations des institutions catholiques. La place laissée vacante par les différentes instances gouvernementales dans le domaine de la charité durant le XIX^e siècle les a incitées à créer leurs propres services de charité. Elles se sont particulièrement attardées aux enfants négligés des quartiers ouvriers. Tout comme dans bien d'autres pays occidentaux²¹, cette attention particulière à leur égard découlait à la fois de la perception de plus en plus répandue de l'enfance comme une période sacrée de

¹⁷ Danielle Laberge, « L'invention de l'enfant : Modalités institutionnelles et support idéologique », *Criminologie*, vol. 18, no 1 (1985), p. 75.

¹⁸ Sylvie Ménard et Véronique Strimelle, « Enfant sujet, enfant objet? L'enfant comme enjeu des nouvelles politiques pénales au Québec, de la seconde moitié du XIX^e siècle au début du XX^e siècle », *Lien social et politique-RIAC*, vol. 44 (automne 2000), p. 89.

¹⁹ *Ibid.*, p. 90.

²⁰ Pierre Foucault, « Héberger, corriger et réadapter... Une histoire des mesures de protection pour les jeunes au Québec », *P.R.I.S.M.E.*, vol. 3, no 4, 1993, p. 464.

²¹ Les congrès internationaux sur la protection de l'enfance qui se sont tenus de 1880 à 1914 ont démontré cet intérêt porté envers les enfants vulnérables. Marie-Sylvie Dupont-Bouchat, « Le mouvement international en faveur de la protection à l'enfance (1880-1914) », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, no 5 (2003) p. 2. [En ligne] consulté le 4 décembre 2009.

la vie²² et des mouvements de réforme qui visaient à assainir la ville aux plans moral et social²³.

En dehors de leur rôle dans la mise sur pied des institutions, ces élites exerçaient-elles réellement une influence sur les institutions pour enfant? À l'encontre des élites protestantes, les élites canadiennes-françaises ont eu un rôle limité au sein des institutions. En effet, dans un contexte de libre concurrence entre les cultes²⁴, le système d'assistance privé s'est plutôt partagé entre un réseau catholique²⁵, dirigé par l'Église, et un réseau protestant, coordonné par la bourgeoisie anglophone²⁶. Que ce soit chez l'un ou l'autre de ces réseaux, entre lesquels il n'y a jamais eu de césure complète, la plus grande forme d'aide était de nature institutionnelle²⁷.

²² Janice Harvey, « Le réseau charitable protestant pour les enfants à Montréal : le choix des institutions », In *Le temps de l'histoire*, sous la dir. de Jean Trépanier et Éric Pierre, no 5 (septembre 2003), p. 194.

²³ Robert Gagnon, *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal : Le développement d'un réseau d'écoles publiques en milieu urbain*, Montréal, Boréal, 1996, p. 93.

²⁴ Jean-Marie Fecteau, « La construction d'un espace social : les rapports de l'Église et de l'État et la question de l'assistance publique au Québec dans la seconde moitié du XIX^e siècle », In *L'histoire de la culture et de l'imprimé. Hommages à Claude Galarneau*, sous la dir. de Yvan Lamonde et Gilles Gallichan, Québec, Presses de l'Université Laval, 1996, p. 65.

²⁵ Il importe toutefois de préciser que dans ce réseau catholique, deux sous-réseaux agissaient parallèlement, soit un premier, plus massif, pour répondre aux besoins de la population francophone et un second dédié à la population anglophone. Pour en connaître davantage sur cette distinction, consulter Amélie Bourbeau, « La réorganisation de l'assistance chez les catholiques montréalais : la Fédération des œuvres de charité canadiennes-françaises et la Federation of Catholic Charities, 1930-1972 », Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2009.

²⁶ Il est pertinent de rappeler que d'autres groupes religieux ont également mis sur pied des réseaux d'assistance à Montréal, bien qu'à de plus petites échelles. C'est le cas notamment des Juifs qui se sont regroupés en association afin de secourir les nouveaux arrivants dans le besoin. Pour en savoir plus sur le sujet, consulter : Gerald Tulchinsky, « Immigration and Charity in the Montreal Jewish Community before 1890 », *Histoire sociale*, vol. 16, no 32, novembre 1983, p. 359-380.

²⁷ Janice Harvey, « Le réseau charitable protestant pour les enfants à Montréal : le choix des institutions », *loc.cit.*, p.192.

Les ordres religieux catholiques se sont établis rapidement dans les milieux urbains et ont usé du « langage de la parenté » pour s'assurer de la fidélité de la population²⁸. Ainsi, l'Église catholique s'est imposée pour créer de nouvelles solidarités communautaires en vue de prendre le relais de la parenté²⁹. Chaque confession, rivale, cherchait à prendre soin des siens³⁰. Si l'initiative des anglo-protestants laïcs a pris de l'ampleur au XIX^e siècle dans le domaine de l'assistance, elle n'a certainement pas atteint l'immensité du réseau catholique qui agissait parallèlement.³¹ La main-d'oeuvre bénévole qui a caractérisé les oeuvres catholiques leur a donné un avantage marqué sur le réseau protestant.

2.2 Les rapports de pouvoirs dans le réseau charitable catholique

Dans la société occidentale de la seconde moitié du XIX^e siècle, les rôles attribués à l'homme et à la femme différaient. Cette différence entre les sexes était reliée à l'ordre patriarcal de la société qui confinait la femme à la sphère privée et laissait la sphère publique à l'homme. Comment ces rapports de genre se traduisaient-ils au sein de la hiérarchie catholique? Comment affectaient-ils, par exemple, une communauté comme celle des Sœurs Grises?

²⁸ Joy Parr, *Childhood and Family in Canadian History*. Toronto, McClelland & Stewart, 1982, p. 14.

²⁹ Lucia Ferretti, *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*, Montréal, Boréal, 1999, p. 56.

³⁰ Janice Harvey, « Agency and Power in Child Charity: A Study of Two Montreal Child Charities, 1822-1900 », In *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution*, sous la dir. de Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005, p. 340.

³¹ Notons cependant que si chacun répond aux besoins des leurs, il est normal que le réseau catholique, qui devait répondre aux besoins de la forte majorité de la population montréalaise, ait été plus imposant. Entre 1861 et 1891, les catholiques constituent le groupe religieux le plus important et représentent les trois quarts de la population montréalaise. Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal: Âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 1995, p.52.

À la tête de tout le réseau catholique montréalais d'assistance, les Sulpiciens du Séminaire de Saint-Sulpice constituaient l'instance suprême et assuraient le support financier des institutions. Seigneurs puissants de Montréal, ils accordaient des subventions à certaines communautés religieuses pour qu'elles accomplissent leur travail d'assistance³². Les Sulpiciens ont développé plus spécifiquement des liens avec les trois communautés fondatrices de Montréal, soit les Hospitalières de Saint-Joseph, la Congrégation Notre-Dame et les Soeurs Grises, en établissant avec elles des liens de directeurs ecclésiastiques, de confesseurs, d'aumôniers et de financiers³³.

Le Cardinal occupait également une place importante auprès des communautés. Comme l'ont souligné les Soeurs Grises, le Cardinal : « Protecteur, prend tout l'Institut sous son beau patronage, et il devient son appui pour le défendre et le soutenir dans ses droits légitimes. Il exerce une haute surveillance sur le gouvernement de la Supérieure Générale et elle en recourt à l'autorité de ses conseils [...] »³⁴.

En plus de se soumettre au Cardinal, les Soeurs Grises étaient sous la tutelle de l'Évêque de leur diocèse. En constante tension avec le pouvoir des Sulpiciens, l'Évêque, autre homme de pouvoir, occupait une place prépondérante au sein de ces communautés. De 1840 à 1876, Monseigneur Ignace Bourget, appuyé par le mouvement ultramontain, s'est affairé à transformer le domaine de la charité dans son diocèse. Fortement inspiré par le renouveau catholique en France, il souhaitait voir les Sulpiciens faire davantage et ne s'est pas privé de leur soumettre quelques conseils afin de moderniser le système caritatif³⁵. La réponse sulpicienne a été moins enthousiaste que Monseigneur Bourget ne

³² *Ibid.*, p.21.

³³ Dominique Deslandres, « Les Sulpiciens et les communautés religieuses de Montréal », In *Les Sulpiciens de Montréal : une histoire de pouvoir et de discrétion, 1657-2007*, sous la dir. de Jacques Des Roches *et al.*, Montréal, Fides, 2007, p. 306-307.

³⁴ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, MIC B524 13837 GEN, *Constitutions des Soeurs de la Charité, administratrices de l'Hôpital-Général de Montréal dites vulgairement Soeurs Grises*, non daté, Montréal, Imprimerie de l'Hôpital Général, non daté, p. 122.

³⁵ Jean-Marie Fecteau et Éric Vaillancourt, « La charité en ville », In *Les Sulpiciens de Montréal : une histoire de pouvoir et de discrétion, 1657-2007*, sous la dir. de Jacques Des Roches *et al.*, Montréal, Fides, 2007, p. 249-250.

l'avait souhaité. Cela n'a pas toutefois empêché l'Évêque de mettre sur pied un vaste réseau de charité en allant chercher de nouvelles communautés religieuses, comme les Soeurs de la Providence, sur lesquelles les Sulpiciens n'avaient aucun contrôle³⁶.

Le long règne de Monseigneur Bourget a donc été marqué par la mise sur pied d'un vaste système d'assistance afin d'asseoir son hégémonie dans une ville qui, au début de son règne, « [devenait] séculière et protestante »³⁷. En remaniant les organisations³⁸ et en multipliant le nombre de paroisses, il s'est ainsi assuré que l'Église pourrait s'étendre proportionnellement à la croissance de la ville. Son projet d'encadrement de la population urbaine a permis à la culture catholique de littéralement infiltrer les institutions, les pratiques sociales et les représentations du monde³⁹.

Cette tendance a engendré une augmentation considérable du nombre de personnels religieux. La nette augmentation de la vocation des femmes entre 1840 et 1890 a certainement contribué à étendre les pouvoirs de l'Église aux domaines de l'éducation et des services sociaux⁴⁰. Au Québec, le nombre de religieuses est passé de 650 en 1850 à 6 628 en 1901⁴¹. La vocation a été encouragée entre autres par les sociétés mariales qui mettaient de l'avant une conception de la pureté féminine⁴². En plus de ce sentiment de pureté, la discrimination sexuelle au sein de la société civile a poussé la gent féminine à

³⁶ *Ibid.*, p. 259.

³⁷ Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal : âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, op. cit., p. 52.

³⁸ Entre autres, il enlève la limite de 80 membres par communauté et fait des retraites une partie intégrante de la formation des Sœurs. Marta Denylewycz, *Profession: religieuse. Un choix pour les Québécoises (1840-1920)*, Montréal, Boréal, 1988, p. 56.

³⁹ Ollivier Hubert, « Ritualité ultramontaine et pouvoir pastoral clérical dans le Québec de la seconde moitié du XIX^e siècle », In *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution*, sous la dir. de Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005, p. 437.

⁴⁰ Marta Danylewycz, *Profession: religieuse. Un choix pour les Québécoises (1840-1920)*, Montréal, Boréal, 1988, p. 17.

⁴¹ Ferretti, op. cit., p. 65.

⁴² *Ibid.*, p. 54.

aller vers la vocation. À Montréal, plus qu'ailleurs dans la province, les femmes se sont faites religieuses pour répondre en grand nombre à la misère causée par l'industrialisation⁴³. En ce sens, Montréal est devenue « le plus grand centre de distribution caritative par les communautés religieuses au Canada »⁴⁴ pendant cette période.

Toute cette main-d'oeuvre féminine oeuvrait sous une structure bien particulière. Au-dessus d'elle se situait la direction conventuelle de l'autorité épiscopale qui unissait l'ensemble des communautés, l'ensemble des institutions⁴⁵. Ce n'est qu'en dessous de cette hiérarchie dominée par des hommes que les oeuvres pouvaient être coordonnées par les Supérieures des communautés et leur conseil, puis être exercées par les Soeurs. Les femmes participaient donc au domaine « public » de la charité, mais sous l'approbation des hommes qui supervisaient le système d'assistance⁴⁶. Les religieuses bénéficiaient de cette plus grande latitude puisqu'elles accomplissaient, dans le système d'assistance, des tâches associées étroitement à la maternité. Chez les Soeurs Grises, par exemple, les Soeurs étaient appelées au soulagement des pauvres « dont elles [devaient] se regarder [sic] comme les servantes et les mères »⁴⁷. Protégées par la vocation, elles pouvaient donc, comme l'a dit l'historienne Marta Danylewycz : « triompher du handicap d'être une femme dans un monde d'hommes »⁴⁸.

⁴³ Micheline D'Allaire, « L'originalité de l'oeuvre sociale des Congrégations religieuses de Montréal aux XIX^e et XX^e siècles », *S.C.H.E.C. Études d'histoire religieuse*, vol. 59 (1993), p. 38.

⁴⁴ *Id.*

⁴⁵ *Id.*

⁴⁶ Janice Harvey, « The Protestant Orphan Asylum and the Montreal Ladies Benevolent Society : A Case Study in Protestant Child Charity in Montreal, 1822-1900 », Thèse de doctorat, Montréal, McGill University, 2001, p. 271.

⁴⁷ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, MIC B524 13837 GEN, *Constitutions des Soeurs de la Charité, administratrices de l'Hôpital-Général de Montréal dites vulgairement Soeurs Grises*, non daté, Montréal, Imprimerie de l'Hôpital Général, p. 3

⁴⁸ Marta Danylewycz, *op. cit.*, p. 204.

Les Sœurs Grises qui œuvraient à l'intérieur de l'Église catholique ont donc composé avec la hiérarchie patriarcale tout en faisant leur propre place dans le champ social. Si ces femmes ont accepté de se conformer à un monde où l'homme dominait, elles ont néanmoins détenu une certaine autorité dans leur sphère d'activité⁴⁹. L'historien américain John T. Cumbler souligne en ce sens que si la charité dans les petites villes industrielles a été en théorie dirigée par les hommes de l'élite, ce sont dans les faits les femmes qui en ont pris le contrôle puisqu'elles agissaient sur le terrain⁵⁰. Somme toute, les Soeurs qui oeuvraient dans des communautés comme celles des Soeurs Grises se retrouvaient au bas de l'échelle d'une hiérarchie catholique dominée par un haut clergé masculin. Elles ont ainsi été confinées au rôle de « l'infanterie dans la lutte contre le paupérisme »⁵¹. Toutefois, à l'intérieur de leur communauté, elles avaient la possibilité d'agir plus ou moins librement.

2.3 Les Soeurs Grises et l'Hospice Saint-Joseph

*« Dieu habite réellement dans ces asiles de l'infortune.
Il vit dans le malade que l'on soulage,
dans le pauvre que l'on soutient,
dans l'orphelin que l'on instruit. »*⁵²

Les communautés religieuses catholiques abordaient leur travail avec des antécédents et des points de vue différents⁵³, chacune d'entre elles cherchait par conséquent à détenir un

⁴⁹ *Ibid.*, p. 269.

⁵⁰ John T. Cumbler, « The Politics of Charity : Gender and Class in Late 19th Century Charity Policy », *Journal of Social History*, vol. 14, no 1 (1980), p. 99.

⁵¹ Michael B. Katz, *In the Shadow of the Poor House: A Social History of the Welfare in America*, New York, Basic Books, 1996, p. 82.

⁵² A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, [copie dactylographiée] *Chroniques manuscrites (Octobre 1892 à octobre 1912)*, 5 janvier 1904, p. 224.

⁵³ Terry Copp, *Classe ouvrière et pauvreté : Les conditions de vie des travailleurs montréalais 1897-1929*, Montréal, Boréal Express, 1978, p. 121.

maximum d'institutions qui reflétaient leurs *habitus*⁵⁴. Ainsi, si l'Église a eu le monopole de l'initiative en charité, elle n'était certainement pas monolithique. En effet, les congrégations étaient différentes par leur histoire, leur identité et leur position dans la division du travail d'assistance⁵⁵.

2.3.1 Les Sœurs Grises et l'assistance

Chez les Sœurs Grises, l'aide aux pauvres, la protection de l'enfance et le soin aux malades constituaient les principaux objectifs⁵⁶. Selon leurs *Constitutions*: « [elles avaient] principalement pour fin le soin des infirmes dans les hôpitaux et celui des petites filles orphelines ou exposées et abandonnées, qu'elles recueill[ai]ent dans des hospices : ainsi que l'instruction des jeunes filles dans les éléments de la foi catholique et les ouvrages de main propre à leur sexe [...] »⁵⁷. Afin d'atteindre ces objectifs, elles ont mis en place des institutions charitables. En 1900, les Sœurs Grises de Montréal en administraient un nombre important, dont 24 orphelinats, 14 hospices, 10 hôpitaux, 4 dispensaires, 10 écoles paroissiales, 11 écoles industrielles pour les autochtones, 8 salles d'asile, 4 maisons de patronage pour les jeunes filles, 10 dépôts et une institution pour aveugles⁵⁸. Par chaque institution, elles cherchaient à répondre à un problème social particulier.

⁵⁴ Dorothy M. Brown et Elizabeth Mc Keown, *The Poor Belong to Us : Catholic Charities and American Welfare*, Cambridge, Harvard University Press, 1997, p.88.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 137.

⁵⁶ Micheline D'Allaire, *Les communautés religieuses de Montréal. Tome I*, Montréal, Éditions du Méridien, 1997, p. 85.

⁵⁷ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, MIC B524 13837 GEN, *Constitutions des Sœurs de la Charité, administratrices de l'Hôpital-Général de Montréal dites vulgairement Sœurs Grises*, non daté, Montréal, Imprimerie de l'Hôpital Général, p. VIII.

⁵⁸ Micheline D'Allaire, *Les communautés religieuses de Montréal. Tome I*, op. cit., p.83.

La division du travail a rendu la vie collective possible au sein de ces institutions. Chaque Soeur avait sa responsabilité spécifique que l'on qualifiait souvent « d'office »⁵⁹. Au dessus des Soeurs, à la tête de toute la Communauté des Soeurs Grises, se retrouvait la Supérieure Générale de la Communauté. La fondation des institutions et leur maintien se faisaient uniquement « dans une dépendance totale de la Communauté mère ». En d'autres mots : « La Supérieure de la Communauté [était] en même temps Supérieure Générale de toutes les maisons dépendantes [et] les gouvern[ait] avec la même autorité qu'elle gouvern[ait] l'Hôpital Général de Montréal [la Maison mère] »⁶⁰.

Selon l'autorité de la Supérieure Générale, les Soeurs se devaient de respecter les *Constitutions*. Lorsqu'elles faisaient le choix d'entrer chez les Soeurs Grises, elles devaient par conséquent se soumettre à un nouveau mode de vie et se contraindre à certaines conditions qui s'y appliquaient

[...] au jour de sa Profession, leur but en quittant le monde et en renonçant à tout, est de vivre dans une union et une charité parfaite entre elles et de consacrer sans réserve leur temps, leurs jours, leur industrie et leur vie même au service et au soulagement. En leur qualité de Soeur de la Charité, appelée à travailler avec dévouement au soulagement des malheureux, elles seront toujours prêtes à embrasser avec zèle les oeuvres de la charité auxquels la Supérieure viendra l'appliquer, soit au dedans, soit au dehors de la Maison [...] qu'elles s'attendent de leurs [les pauvres] misères, et qu'elles n'épargnent ni peines, ni travaux pour les soulager, sans se rebuter jamais de leurs défauts, ni de tout ce que leur emploi peut avoir de répugnant, d'humiliant et de pénible à la nature.⁶¹

2.3.2 Bref historique : l'Hospice laïque

Avant de nous pencher plus précisément sur le travail des Soeurs Grises à l'intérieur de l'Hospice Saint-Joseph, nous croyons pertinent de retracer plus en détail l'historique de

⁵⁹ Tania Martin, « Housing the Grey Nuns : Power, Religion, and Women in fin-de-siècle Montréal », In *Perspectives in Vernacular Architecture*, vol. 7, sous la dir. de Annmarie Adams et Sally McMurry, Knoxville, University of Tennessee Press, 1997, p. 218.

⁶⁰ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, M1C B524 13837 GEN, *Constitutions des Soeurs de la Charité, administratrices de l'Hôpital-Général de Montréal dites vulgairement Soeurs Grises*, non daté, Montréal, Imprimerie de l'Hôpital Général, p. 54-55.

⁶¹ *Ibid.*, p. 132-134.

cette institution fondée par un laïc. Olivier Berthelet, l'un des rares Canadiens français disposant d'une importante fortune⁶², en est le fondateur. Il a permis la mise sur pied de différentes institutions à Montréal au milieu du XIX^e siècle, parmi lesquelles on compte l'Asile de Providence, du Bon Pasteur, de la Maternité, du Collège de Sainte-Marie, de l'Hospice Saint-Antoine et de l'Hospice Saint-Vincent de Paul⁶³. En 1841, Olivier Berthelet a décidé de fonder l'Hospice Saint-Joseph puisqu'il: « [...] fu[t] touché par la misère des pauvres de ce faubourg et résolu[t] d'améliorer leur sort en élevant une grande maison où seraient reçues les femmes et les veuves qui n'auraient pas moyen de payer de loyer [...] »⁶⁴.

Afin de veiller à ce que les services qui y étaient offerts soient convenables, le donateur a cherché à mettre quelqu'un à la tête de cette maison⁶⁵. C'est une célibataire laïque du nom de Joséphine Laferté⁶⁶, accompagnée d'un Prêtre Sulpicien comme directeur de l'institution (d'abord le Prêtre Granjon, puis le Prêtre Arraud), qui ont pris d'abord les rênes de l'Hospice situé à l'angle des rues Cimetière et Bonaventure⁶⁷. Épuisée de jouer les gendarmes auprès de ces femmes pauvres laissées seules à l'Hospice, Laferté s'est plainte aux supérieurs des Sulpiciens. En réponse, ces derniers lui ont envoyé un nouvel aumônier des pauvres et directeur d'établissement, ainsi qu'un nouveau chapelain, qui ont rapidement remplacé cette clientèle jugée trop difficile par des orphelines et des

⁶² Huguette Lapointe-Roy, *Charité bien ordonnée : Le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au 19^e siècle*, Montréal, Boréal, 1987, p.114.

⁶³ A.S.G.M., L10 C1 6, *Notice historique sur la fondation et le développement de l'Hospice Saint-Joseph, fondé en 1841*, non daté, p. 1

⁶⁴ A.S.G.M., L10 CI 10, *Notices abrégées sur l'Histoire de la fondation de l'Hospice St Joseph*, non daté, p. 2.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 3.

⁶⁶ A.S.G.M., L10 CI 9, Notes extraites d'un mémoire des Archives du Séminaire de Saint-Sulpice, *Note sur la Maison dite Asile St Joseph, rue du Cimetière*, non daté, p. 1.

⁶⁷ *Le diocèse de Montréal à la fin du dix-neuvième siècle*, publié avec l'approbation de Mgr Paul Bruchési, Montréal, Eusèbe, Sénécal et cie, imprimeurs-éditeurs, 1900, p. 112.

femmes pauvres vieilles ou infirmes⁶⁸. Pour soutenir financièrement l'institution, une association de dames aisées, « l'Association des Dames de la Charité patronnesses » a été mise en place le 23 décembre 1842 avec pour présidente, la soeur du fondateur, Mademoiselle Thérèse Berthelet.

Malgré cette aide, l'établissement peu entretenu s'est délabré. Constatant cet état, la femme d'Olivier Berthelet a décidé de léguer 4000 \$ à l'Hospice pour la construction d'un nouveau bâtiment à sa mort en 1850⁶⁹. Ce nouveau bâtiment qu'elle souhaitait voir confier aux Sœurs Grises⁷⁰ était situé en face de l'ancien. Il était destiné à recevoir les 80 orphelines et 20 vieilles logées dans l'ancien Hospice lors du déménagement qui s'est fait à la hâte suite à l'incendie de juillet 1852.

À peine six mois après le déménagement, épuisée de diriger seule une institution dont la population ne cessait d'augmenter, et visiblement au bout de ses peines après maints conflits avec le Prêtre de Saint-Sulpice Léon-Vincent Villeneuve, le nouvel aumônier des pauvres et directeur de l'établissement, Mademoiselle Laferté s'est retirée de la direction de l'Hospice. Monsieur Villeneuve a donc été contraint de nommer une nouvelle directrice, Mademoiselle Benoît, qui n'a pas réussi à redresser la situation.

Malgré les difficultés, l'option de transférer l'institution aux mains des Soeurs Grises avait toujours été écartée par Monsieur Villeneuve⁷¹. Selon les Soeurs Grises,

⁶⁸ *Ibid.*, p. 112.

⁶⁹ A.S.G.M., L10 CI 14, Soeur Jean de la Croix, *Prise de possession de l'Hospice St Joseph*, p. 1-2.

⁷⁰ A.S.G.M., L10 C1 12, « Fondation de l'Asile (Hospice) Saint-Joseph, Montréal », présenté dans *L'Ancien Journal*, vol. II, 23 décembre 1853, p. 6.

⁷¹ Il nous est difficile d'expliquer pourquoi Monsieur Villeneuve des Sulpiciens s'est opposé au transfert de l'institution aux mains des Sœurs Grises, alors que normalement, Sulpiciens et Sœurs Grises travaillaient en étroite collaboration dans le domaine de l'assistance. Les sources nous permettent tout de même d'avancer que la forte personnalité de Monsieur Villeneuve aurait pu motiver son refus. Elles nous mentionnent également que les projets d'Olivier Berthelet n'étaient pas toujours approuvés par les Sulpiciens, ce qui pourrait aussi expliquer au sens plus large cette réticence dans le projet de prise de possession de l'Hospice par les Sœurs Grises. A.S.G.M., L10

[...] il [Monsieur Villeneuve] avait bien entendu parler déjà qu'on songeait à substituer les Sœurs Grises à ses chères filles, il avait même dit ouvertement son sentiment sur le sujet devant une assemblée des Dames de la Charité : 'Tant que j'aurai quelques pouvoirs, avait-il dit en frappant de la main une table qui était devant lui, jamais les Sœurs Grises n'y entreront'⁷².

Devant l'impasse, Olivier Berthelet est demeuré silencieux jusqu'à ce que Monsieur Billaudèle, le Supérieur du Séminaire de Saint-Sulpice, vienne lui demander s'il voulait donner la direction de l'Hospice aux Sœurs Grises⁷³. Il a alors accepté volontiers, soulagé de voir la pérennité de l'institution assurée. Le donateur disait quelques années plus tard : « Si le Séminaire n'était pas venu me faire ces offres, j'étais résolu d'aller remettre le tout entre les mains de Monseigneur [Bourget], car il ne m'était plus possible de vivre de la sorte »⁷⁴. Olivier Berthelet a lui-même été offrir à la Supérieure générale des Soeurs Grises son Hospice et le personnel qu'il contenait⁷⁵. Il posait une condition à cette éventuelle prise en charge : celle de « l'obligation de faire dire chaque mois à perpétuité, une messe basse à l'intention des donateurs vivants et trépassés »⁷⁶.

Chez les Soeurs Grises, l'acceptation a également été le fruit d'un long processus de décision. Parmi les Supérieures, il semblerait que « [...] toutes n'approuvaient pas toujours les projets de ce séculier [Olivier Berthelet] »⁷⁷. Selon les sources, c'est l'état déplorable des salles de l'Hôpital-Général, dépourvues matériellement et peu salubres,

C1 6, *Notice historiographique sur la fondation et le développement de l'Hospice Saint-Joseph, fondé en 1841*, non daté, p. 6-12

⁷² *Ibid.*, p. 14.

⁷³ A.S.G.M., L10 C1 6, « Rapport de Dlle [sic] Laferté sur les causes de son départ », retranscrit dans : *Notice historique sur la fondation et le développement de l'Hospice Saint-Joseph, fondé en 1841*, non daté, p. 14.

⁷⁴ A.S.G.M., L10 CI 10, *Notices abrégées sur l'Histoire de la fondation de l'Hospice St Joseph*, non daté, p. 6.

⁷⁵ A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, [copie dactylographiée] *Chroniques manuscrites (Octobre 1892 à octobre 1912)*, 5 janvier 1904, p. 226.

⁷⁶ A.S.G.M., L10 C1 11, *Remarque*, non daté, p. 4.

⁷⁷ A.S.G.M., L10 CI 10, *Notices abrégées sur l'Histoire de la fondation de l'Hospice St Joseph*, non daté, p. 20.

qui aurait principalement incité les Sœurs Grises à accepter la proposition de prendre sous leurs ailes cet établissement plus neuf. Ainsi, comme c'était souvent le cas chez les franco-catholiques, une institution à l'origine laïque passait aux mains des religieuses alors qu'elle commençait à prendre de l'ampleur⁷⁸.

2.3.3 L'Hospice aux mains des Soeurs Grises

Le 4 janvier 1854, les Soeurs Grises ont donc pris possession du bâtiment « en pierre de trois étages, plus le rez-de-chaussée et les mansardes »⁷⁹ (voir la figure 2.1). Elles ont dit trouver l'établissement dans un état lamentable

[...] tout le monde était presque nu et sans lit [...] Les premières soeurs y trouvèrent la misère extrême; les pauvres et les orphelines manquaient du strict nécessaire⁸⁰. Les plus petites n'avaient ni paillasse ni couchettes, elles couchaient à terre sur un peu de paille étendue⁸¹.

⁷⁸ Johanne Daigle et Dale Gilbert, « Un modèle d'économie sociale mixte : le dynamisme des services sociaux à l'enfance dans la ville de Québec, 1850-1950 », *Recherches sociographiques*, vol. 49, no 1 (2008), p.121.

⁷⁹ Plus précisément, le bâtiment a 111 pieds de long et 48 pieds de large, dans : A.S.G.M., L10/C1-13, « Fondation de l'Asile Saint-Joseph, Montréal », *Ancien Journal*, Vol. II. p. 7

⁸⁰ *Le diocèse de Montréal à la fin du dix-neuvième siècle*, op. cit., p. 114.

⁸¹ A.S.G.M., L10 C1 6, *Notice historique sur la fondation et le développement de l'Hospice Saint-Joseph, fondé en 1841*, non daté, p. 16.

Figure 2.1 : L'Hospice Saint-Joseph de Montréal en 1900⁸²



Étant donné que l'aménagement de l'espace était un élément essentiel de l'organisation institutionnelle, les Sœurs ont refait l'Hospice « d'après les oeuvres et usages » de leur communauté⁸³. En plus de la chapelle qu'elles ont fait construire, elles ont placé un point de contrôle à l'entrée afin de bien séparer la vie en institution de celle du monde extérieur.

Par la suite, le cadre bâti de l'Hospice s'est complexifié afin de regrouper les personnes qui y vivaient selon leur statut social, leur âge et leur sexe. Ainsi, les différents groupes qui y vivaient entretenaient des rapports différents au bâtiment⁸⁴. Les *Constitutions* des Sœurs nous éclairent quant aux lieux réservés au personnel religieux et aux autres résidents. On y mentionne que :

Il y aura dans chaque maison de l'Institut, autant que faire se pourra, des *lieux réguliers* pour tous les exercices de la Communauté; lesquels seront séparés des salles et des appartements,

⁸² Photo tirée des A.S.G.M. par Huguette Lapointe-Roy, dans : *Charité bien ordonnée : le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au 19^e siècle*, Montréal, Boréal Express, 1987, p. 171.

⁸³ A.S.G.M., L10 CI 14, Soeur Jean de la Croix, *Prise de possession de l'Hospice St Joseph*, p. 7.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 59.

destinés au logement [...] Les séculiers ne devront point entrer dans le lieu régulier, sans une vraie nécessité et sans une permission expresse⁸⁵.

Le cadre bâti a également été clairement délimité par la distinction sociale entre les enfants légitimes et illégitimes⁸⁶. En ce sens, comme partout dans la société, les enfants illégitimes étaient traités à part à l'Hospice Saint-Joseph, car la fille-mère, comme le souligne le psychologue Pierre Foucault : « n'[était] ni pauvre, ni abandonnée, ni déficiente : elle [était] 'pécheresse' ». ⁸⁷ Ainsi, si les orphelines de parents légitimes ont vécu dans une salle entre les murs du bâtiment principal, les enfants illégitimes vivaient d'abord dans un bâtiment séparé, la « Maison-Jaune », adossée à l'Hospice du côté de l'Église, puis dans les appartements situés au sous-sol de l'Hospice⁸⁸. Cette distinction entre les enfants légitimes et illégitimes n'a jamais été remise en question pendant toute l'existence de l'Hospice.

Les orphelines de parents connus étaient pour leur part séparées entre elles dans des salles de l'institution en fonction de leur âge. La Salle de l'Ange-Gardien, construite plus tardivement, accueillait les « petites orphelines », « afin de donner à celles-ci des soins plus tendres tels que le réclame ce jeune âge [...] »⁸⁹. La salle de l'Enfant-Jésus hébergeait « les moyennes orphelines », alors que la salle Sainte-Marie, plus grande, recevait les « grandes orphelines » qui devaient travailler à « l'Ouvroir », la salle de couture de l'institution. Somme toute, les orphelines étaient classées selon leur âge

⁸⁵ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, MIC B524 13837 GEN, *Constitutions des Soeurs de la Charité, administratrices de l'Hôpital-Général de Montréal dites vulgairement Soeurs Grises*, non daté, Montréal, Imprimerie de l'Hôpital Général, p. 147.

⁸⁶ Même le statut juridique diffère entre ces enfants à l'époque. Voir à ce sujet Renée Joyal, *Les enfants, la société et l'État au Québec : 1608-1989 Jalons*, Montréal, Hurtubise HMH, 1999, p. 54.

⁸⁷ Philippe Foucault, « Héberger, corriger, réadapter... Une histoire des mesures de protection pour les jeunes au Québec », *P.R.I.S.M.E.*, vol. 3, no 4 (automne 1993), p. 464.

⁸⁸ A.S.G.M., L10 CI 14, Soeur Jean de la Croix, *Prise de possession de l'Hospice St Joseph*, p. 3.

⁸⁹ A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, [copie dactylographiée] *Chroniques manuscrites (Octobre 1892 à octobre 1912)*, 4 novembre 1892, 30 janvier 1894, p. 38.

approximatif, chaque salle s'adressant respectivement aux groupes des deux à six ans, des sept à onze ans et des douze ans et plus.

2.3.4 Une clientèle diversifiée

Au fil du temps, les Sœurs ont intégré différents services à l'Hospice Saint-Joseph afin de répondre autant que possible aux besoins des populations pauvres qui se diversifiaient dans leur quartier. En plus des orphelines, des filles illégitimes et des vieilles femmes, les Sœurs Grises de l'Hospice Saint-Joseph ont offert les services de la Salle d'Asile, du Jardin de l'Enfance, du dispensaire, des visites des pauvres et des malades à domicile et du Dépôt des pauvres. Nous proposons ici de nous attarder sommairement à l'ensemble des services offerts avant de nous pencher plus en profondeur, au chapitre suivant, sur les orphelines (orphelines et filles illégitimes) qui ont constitué la clientèle principale de l'institution pendant la période à l'étude.

2.3.4.1 Les vieilles

Dans l'Hospice Saint-Joseph, une place a été accordée aux personnes âgées. En plus d'un dortoir attitré aux vieilles femmes autonomes, on retrouvait une infirmerie destinée à celles qui étaient malades et une grande salle pour les hommes âgés, qui comprenait un réfectoire, un dortoir et un fumoir⁹⁰. Comme nous l'avons mentionné précédemment, cette clientèle n'a toutefois pas été la principale de l'institution. Puisque l'on cherchait avant tout à y aider les enfants des familles en difficulté, les vieilles femmes infirmes,

⁹⁰ Bettina Bradbury, « Mourir chrétiennement : la vie et la mort dans les établissements catholiques pour les personnes âgées à Montréal au XIXe siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 46, no 1, 1992, p.158.

clientèle présente lors de la prise de possession de l'Hospice Saint-Joseph par les Soeurs Grises, ont rapidement été transférées à la Maison mère en échange d'orphelines⁹¹.

Les limites du réseau familial à l'époque expliquent principalement que des femmes âgées, surtout des veuves et des célibataires, se soient dirigées vers les institutions catholiques. En plus d'y être nourris, logés et soignés pendant leurs vieux jours, les vieillards s'assuraient ainsi d'une mort chrétienne. En ce sens, le « renouveau religieux » a accentué chez elles le besoin d'accomplissement que permettait la vie chrétienne en institution⁹². C'est donc, en plus de l'état de pauvreté et de solitude, la dimension spirituelle qui explique l'entrée des vieillards en institution dans la seconde moitié du XIX^e siècle à Montréal.

2.3.4.2 Les enfants de la salle d'asile

Les Sœurs de l'Hospice Saint-Joseph ont desservi d'autres enfants que les orphelines. En réponse principalement aux lourdes occupations et au travail sporadique des mères, les Sœurs ont mis sur pied la Salle d'Asile Saint-Joseph, la première en Amérique du

⁹¹ A.S.G.M., L10 CI 14, Soeur Jean de la Croix, *Prise de possession de l'Hospice St Joseph*, non daté, p. 4-6 et A.S.G.M., L10 C1 2, *Hospice Saint-Joseph Montréal, Chronologie de son histoire*, non daté, p. 1. Nous observons effectivement aux registres de l'institution qu'en 1858, leur nombre dans l'institution passe de 30 en 1857 à 10 en 1858. Il n'y en a plus que 7 en 1864. Quelques vieilles, principalement des veuves, demeurent néanmoins dans l'institution pendant la période à l'étude. Entre 1874 et 1888, il y a en moyenne 3 femmes veuves qui figurent aux registres. Certaines d'entre elles bénéficient des services d'infirmerie de l'institution. Entre 1874 et 1913, il y en a en moyenne 2 par année qui séjournent à l'infirmerie. Pendant certaines années, comme c'est le cas en 1877 et 1878, l'institution accueille un nombre plus élevé de 11 ou 17 femmes, alors que de 1899 à 1913, il n'en reste aucune à la fin de l'année. Quelques femmes résidant à l'Hospice sont pour leur part identifiées comme pensionnaires. Aux registres de l'Hospice Saint-Joseph, il est mentionné qu'elles paient des montants de pension entre 2,00 \$ et 5,00 \$ par mois au début du XIX^e siècle, alors que d'autres sont hébergées gratuitement. L'étude de Bettina Bradbury nous pousse à croire que ces femmes partageaient la vie spirituelle et communautaire de l'institution en échange de leur contribution financière ou de leur travail. Bettina Bradbury, « Mourir chrétiennement : la vie et la mort dans les établissements catholiques pour les personnes âgées à Montréal au XIX^e siècle », *loc. cit.*, p. 154.

⁹² *Ibid.*, p. 164.

Nord⁹³. Sous l'aile de Victor Rousselot, un Prêtre Sulpicien, les Sœurs Grises ont ouvert la Salle d'Asile Saint-Joseph en 1858⁹⁴. Cette salle d'asile était inspirée à la fois des *Infant School* anglaises et des salles d'asiles françaises⁹⁵. Cette première salle d'asile était située à l'Hospice, dans la Salle de l'Enfant-Jésus, et elle recevait principalement les orphelines de l'institution pendant la journée. Après ce « rodage », Victor Rousselot a fait construire à ses frais le nouveau bâtiment attenant à l'Hospice qui deviendrait la Salle d'Asile Saint-Joseph⁹⁶. Dès lors, d'autres enfants du quartier y ont été reçus quotidiennement.

Le principal objectif de cette oeuvre, selon Victor Rousselot, était de : « [...] prendre soin des enfants de la classe ouvrière, dès le plus bas âge, sans distinction de races ou de croyances religieuses. » Plus précisément, l'institution a été mise sur pied

1. pour les préserver des mille défauts qu'ils contracteraient nécessairement dans les rues si on les y abandonnait. 2. pour développer leur intelligence par la méthode d'instruction la plus ingénieuse. 3. pour former leur coeur à la vertu, en leur inculquant des principes d'obéissance, de politesse, de propreté, etc., etc. 4. [...] pour les entourer de tous les soins qui peuvent contribuer au développement de leurs forces physiques. 5. pour donner aux pauvres

⁹³ Les Soeurs Grises de Montréal mettent d'autres salles d'asile sur pied par la suite. En 1861, elles ouvrent celle de Nazareth et en 1868, celle de Bethléem. Jusqu'en 1880, il n'y a que ces trois salles d'asile qui opèrent à Montréal. Par la suite, à mesure que les quartiers ouvriers sont déplacés vers les faubourgs, les Soeurs Grises en ouvrent deux autres, soit la Salle d'Asile Saint-Henri en 1885 et la Salle d'Asile Sainte-Cunégonde en 1889. En 1900, il y a 5 salles d'asile au total sur l'île de Montréal qui sont tenues par les Soeurs Grises. S'ajoute à celle-ci la Salle d'Asile Saint-Vincent-de-Paul, tenue par les Soeurs de la Providence. Pour en savoir davantage, voir : Micheline Dumont, « Des garderies au 19^e siècle : les salles d'asile des sœurs grises à Montréal », In *Maîtresses de maison, maîtresses d'école : Femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, sous la dir. de Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 263.

⁹⁴ La Salle d'Asile Saint-Joseph, attenante à l'Hospice, est inaugurée en juin 1859. Depuis les débuts de l'oeuvre jusqu'à la fin, 9793 enfants ont été inscrits sur les registres, avec une moyenne de 242 enfants par jour. A.S.G.M., L10 CI 14, Soeur Jean de la Croix, *Prise de possession de l'Hospice St Joseph*, p. 4-5.

⁹⁵ Robert Gagnon, *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal : Le développement d'un réseau d'école publique en milieu urbain*, Montréal, Boréal, 1996, p. 45

⁹⁶ Ce bâtiment sur deux étages faisait 116 pieds de longueur et 40 pieds de largeur et pouvait accueillir jusqu'à 350 enfants. La salle principale était disposée sur 10 gradins où s'installaient les enfants. De façon générale, les enfants étaient accueillis dans un espace fonctionnel qui comprenait une salle d'exercice, un préau, une cour de récréation et des lieux d'aisances. Micheline Dumont, « Des garderies au 19^e siècle : les salles d'asile des sœurs grises à Montréal », *loc.cit.*, p. 263.

mères de famille le moyen de gagner plus facilement leur vie, soit en allant [sic] en journée, soit en vaquant plus facilement au travail dans l'intérieur de leurs maisons [...]⁹⁷.

Dans la Salle d'Asile, où les mères de la classe ouvrière confiaient à la journée leurs enfants de deux à sept ans, du matin à la fin de l'après-midi, les Sœurs offraient un repas et une surveillance constante⁹⁸. Chaque matin, des parents venaient porter leurs enfants avec leur « petit panier où se trouv[ait] proprement arrangé ce [qu'ils avaient] pu leur donner pour dîner »⁹⁹, petit panier que les Soeurs complétaient avec de la soupe et du lait¹⁰⁰.

Les enfants qui fréquentaient la Salle d'Asile Saint-Joseph étaient entassés dans un établissement distinct, mais rattaché à l'Hospice. L'espace y était organisé pour recevoir un grand nombre d'enfants dans des conditions d'hygiène et de sécurité jugées satisfaisantes à l'époque¹⁰¹. Comme Soeur Julie Gaudry, une des Soeurs pionnières de la Salle d'Asile Saint-Joseph, le dit dans son Journal à l'époque : « [...] on y trouve tout ce qu'il faut pour le bien-être spirituel et corporel de ces chers petits enfants »¹⁰².

⁹⁷ A.S.G.M., L10 G3 7 [Articles joints au journal de Soeur Gaudry] Victor Rousselot ptre, *Requête aux Honorables Membres du Conseil Législatif réunis en Parlement*, Province du Canada, Montréal, 22 février 1859, p. 1.

⁹⁸ Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal : âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, op. cit., p. 73.

⁹⁹ A.S.G.M., L10 N1 3, « Visite à la Salle d'Asile », *Journal de l'Instruction publique*, 1859, présenté dans : *Ancien Journal*, vol. I, p. 1.

¹⁰⁰ Micheline d'Allaire, *Les communautés religieuses de Montréal, Tome 1*, op. cit., p. 85-86.

¹⁰¹ Jean Noël Luc, *L'invention du jeune enfant au XIX^e siècle, De la salle d'asile à l'école maternelle*, Paris, Berlin, 1997, p. 190.

¹⁰² A.S.G.M., L10 G3 7, Soeur Julie Gaudry, *Brouillon du journal de la Salle d'Asile Saint-Joseph, Montréal, 1859 à 1902* [copie dactylographiée faite par Soeur Gabrielle Caron], 1972, p. 9.

Un grand nombre de familles envoyaient leurs enfants à la Salle d'Asile¹⁰³. Un tel service, qui permettait aux femmes de se libérer de leurs tâches d'épouse et de mère, n'a pas été sans susciter des débats dans un contexte où le modèle pourvoyeur/ménagère était le plus répandu. Les mères ouvrières se sont par conséquent vues confrontées aux valeurs de la culture dominante qui voulaient que leur place soit au foyer¹⁰⁴. Mais lorsque les revenus de leur mari étaient insuffisants, certaines d'entre elles n'avaient d'autres choix que d'aller sur le marché du travail¹⁰⁵. Le travail des mères est demeuré, malgré ces circonstances, sporadique et peu fréquent, principalement en raison de la lourdeur des tâches domestiques qu'elles avaient à accomplir.¹⁰⁶ Malgré certaines craintes à cet égard, le *Journal de l'Instruction publique* laisse croire que le service de la Salle d'Asile était socialement accepté

[...] Il est vrai qu'une telle institution est susceptible d'abus, en déchargeant les mères de famille des plus doux soins, et surtout de ceux qui tendent à former pour la vie un si étroit attachement entre la mère et son jeune enfant. C'est donc une oeuvre qui a besoin d'être limitée par la nécessité même, et qui ne doit point s'étendre au-delà. Aussi, n'admet-on à la Crèche [portion pour les plus petits à la Salle d'Asile] que les petits enfants dont les parents sont dans la plus grande pauvreté, et dont les mères sont forcément occupées à des travaux qui ne leur permettent [pas] d'en prendre soin.¹⁰⁷

Comme on le retrouve dans un article de *La Presse* faisant un compte rendu d'une fête religieuse à l'Hospice, le travail des Soeurs dans cette institution semble avoir été d'autant plus apprécié. Le journaliste en disait qu' : « [...] il n'est pas surprenant que ces excellentes gardiennes de l'enfance aient la réputation de parfaites en même temps que

¹⁰³ Suzanne Cross, « La majorité oubliée : le rôle des femmes à Montréal au 19^e siècle », In *Travailleuses et féministes : Les femmes dans la société québécoise*, sous la dir. de Marie Lavigne et Yolande Pinard, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 61-83.

¹⁰⁴ Tamara K. Hareven, « The History of the Family and the Complexity of Social Change », *The American Historical Review*, vol. 96, no 1 (1991), p. 117.

¹⁰⁵ Micheline Lalonde-Graton, *Des salles d'asile aux centres de la petite enfance : La petite histoire des services de garde au Québec*, Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2002, p. 4.

¹⁰⁶ Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal : âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, op. cit., p. 306.

¹⁰⁷ A.S.G.M., L10 N1 2, « Les premières Salles d'Asile et les premières Crèches en Canada », *Journal de l'Instruction publique*, 1858, présenté dans : *Ancien Journal*, vol. I, p. 2.

de maternelles institutrices »¹⁰⁸. Dans les archives des Soeurs Grises, certains documents nous laissent également percevoir l'appréciation de cette institution

Des enfants bien élevés, des parents satisfaits [...] Les enfants de deux à sept ans s'y forment insensiblement à toutes les relations sociales [...] contractent sans effort les habitudes les plus propres à régulariser la vie, à former le coeur à redresser les mauvais penchants; ils apprennent comme à leur insu à aimer l'ordre et à rechercher ce qui est pur et honnête¹⁰⁹.

En plus de vouloir aider les familles de la classe ouvrière, la Salle d'Asile servait à former de bons chrétiens, bien disciplinés. Ainsi, deux heures de classe par jour étaient dispensées à ces enfants qui apprenaient, selon leur âge, certaines matières comme le catéchisme, la lecture, l'écriture, l'arithmétique, la grammaire, la géographie, la géométrie, l'histoire naturelle avec plusieurs intermèdes de jeux et d'exercices gymnastiques¹¹⁰. L'enseignement religieux, tout particulièrement les récits tirés d'histoires saintes et les célébrations des fêtes religieuses, occupait une place importante dans la journée des enfants de la Salle d'Asile¹¹¹. De plus, un prêtre venait régulièrement confesser les enfants. Le fondateur de l'institution croyait que la Salle d'Asile devait donner aux enfants des habitudes honnêtes pour l'avenir. Il s'agissait pour lui : « [...] de profiter de ces premières années encore vierges des mauvaises impressions pour développer tout ce qui est bien dans les instincts de l'enfance, et empêcher le mal de prendre place dans son coeur et dans son esprit »¹¹².

Le *Journal* de la Sœur Julie Gaudry nous a permis de constater qu'à certains moments où l'institution était populaire, plus de 300 enfants y étaient reçus au quotidien. Elle dit de la fréquentation : « Si nous pouvions recevoir tous les enfants qui se présentent chaque

¹⁰⁸ *Id.*

¹⁰⁹ A.S.G.M. L10 N1 5, Sœur Julie Gaudry, *Salle d'Asile St Joseph*, 1900, p. 2-3.

¹¹⁰ A.S.G.M., L10 N1 6, *Faubourg St-Antoine*, non daté, p. 2.

¹¹¹ Micheline Dumont, « Des garderies au 19^e siècle : les salles d'asile des sœurs grises à Montréal », *op. cit.*, p. 271.

¹¹² A.S.G.M., L10 G3 7, Sœur Julie Gaudry, *Brouillon du journal de la Salle d'Asile Saint-Joseph, Montréal, 1859 à 1902* [copie dactylographiée faite par Sœur Gabrielle Caron], 1972, p. 12.

jour, nous en aurions plus de 400, mais ce serait impossible de le faire avec le peu d'aide que nous avons, de leur donner les soins nécessaires »¹¹³. Étant donné le nombre considérable d'enfants, un mot en particulier s'imposait à la Salle d'Asile : discipline. Une organisation particulière où tout était calculé s'imposait pour aider les Soeurs à accomplir leur travail¹¹⁴. Elles utilisaient par exemple le claquoir et la clochette pour attirer l'attention et maintenir le silence, lorsque nécessaire. L'indocilité des enfants a toutefois été mentionnée à plusieurs reprises dans le *Journal* de Soeur Gaudry. Le fort roulement des enfants qui fréquentaient ce service n'a évidemment pas été étranger à ce comportement. Ainsi, le personnel religieux, qui lui aussi était changeant, a souvent dû pratiquer avec les enfants ces exercices nécessaires au respect des règles de fonctionnement de l'institution¹¹⁵. Cette discipline était également nécessaire lors des rares sorties à caractère religieux que faisaient les Soeurs avec les enfants ou, encore, dans les cas beaucoup plus fréquents où les enfants devaient exécuter des « séances » devant des visiteurs religieux ou des bourgeois susceptibles de faire des dons à l'institution.

2.3.4.3 Les garçons du Jardin de l'Enfance

Pour une courte durée, les Soeurs ont également offert le service du Jardin de l'Enfance. En 1894, elles ont ouvert cette classe pour les petits garçons de sept à douze ans dans le même bâtiment que la Salle d'Asile. Ils y suivaient les cours élémentaires et moyens en préparation des cours supérieurs¹¹⁶. La plupart de ces élèves allaient par la suite au

¹¹³ A.S.G.M., L10 G3 7, Soeur Julie Gaudry, *Brouillon du journal de la Salle d'Asile Saint-Joseph, Montréal, 1859 à 1902* [copie dactylographiée faite par Soeur Gabrielle Caron], 1972, p. 47.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 191.

¹¹⁵ A.S.G.M., L10 G3 7, Soeur Julie Gaudry, *Brouillon du journal de la Salle d'Asile Saint-Joseph, Montréal, 1859 à 1902* [copie dactylographiée faite par Soeur Gabrielle Caron], 1972, p. 31.

¹¹⁶ A.S.G.M. L10 N1 5, Soeur Julie Gaudry, *Salle d'Asile St Joseph*, 1900, p. 4.

Collège Sainte-Marie ou au Collège de Montréal, des institutions dirigées respectivement par les Sulpiciens et les Jésuites¹¹⁷.

2.3.4.4 Les pauvres et les malades

Au milieu du XIX^e siècle à Montréal, les institutions surpeuplées ont mis sur pied des services externes en vue de rejoindre les populations indigentes dans leur quartier. Trois services, que les Sœurs Grises de l'Hospice Saint-Joseph ont offerts conjointement avec les Sulpiciens, les Dames de la Charité et la Société-Saint-Vincent-de-Paul, ont été créés afin de porter secours à ces clientèles : la visite aux pauvres à domicile¹¹⁸, afin de cerner les besoins des pauvres, de leur fournir un appui moral et parfois de faire la veille de malades, le Dépôt des pauvres, pour répondre aux besoins matériels dépistés lors des visites à domicile et l'Oeuvre de la soupe, pour desservir les personnes incapables de se préparer un repas¹¹⁹. Les Sœurs de l'Hospice Saint-Joseph ont également tenu un

¹¹⁷ En 1900, il y avait 45 élèves et au total, 350 élèves y ont été inscrits de la fondation en 1894 à 1900. *Le diocèse de Montréal à la fin du dix-neuvième siècle*, publié avec l'approbation de Mgr Paul Bruchési, Montréal, Eusèbe, Sénécal et cie, imprimeurs-éditeurs, 1900, p. 115. Les registres d'entrées et de sorties de l'Hospice Saint-Joseph nous ont permis de constater que certains garçons du Jardin de l'Enfance ont été des pensionnaires dans l'institution entre 1900 et 1904. La plupart d'entre eux arrivaient au début de l'année scolaire, soit vers le début du mois de septembre et repartaient à la fin du mois de juin. Selon les registres de l'institution, leur nombre s'élève à 42 au 31 décembre de l'année 1900, à 66 en 1901, à 62 en 1903 et à 66 en 1904. Données compilées à partir de : A.S.G.M. F116 11 C2 [Registres d'entrée de l'Hospice Saint-Joseph], 1894-1900.

¹¹⁸ Les Sœurs distribuent principalement les aumônes du Séminaire ou des bons aux nécessiteux en échange desquels ces derniers obtiennent des biens comme de la nourriture, des vêtements, des articles ménagers ou du bois de chauffage lorsqu'ils se présentent au Dépôt des pauvres. Huguette Lapointe-Roy, *op. cit.*, p. 227. Entre 1872 et 1900, 105 855 visites de charité ont été faites et 8 298 pauvres ont été assistés. *Le diocèse de Montréal à la fin du dix-neuvième siècle*, *op. cit.*, p. 115. À une plus petite échelle, les rapports institutionnels de l'Hospice Saint-Joseph nous révèlent pour la période 1907-1910 qu'en moyenne, chaque année, 540 visites de pauvres et de malades à domicile ont été faites et 29 veilles à domicile ont été effectuées. A.S.G.M. L10 RAPPORTS 1 67, *Personnel et Oeuvre de la maison de l'Hospice Saint-Joseph, Montréal*, 1^{er} septembre 1907 au 1^{er} septembre 1910.

¹¹⁹ Vu les minces revenus de l'institution, les Sœurs se contentaient de fournir pour l'œuvre de la soupe la main-d'œuvre et les locaux, alors que certaines conférences de la Société Saint-Vincent-de-Paul s'occupaient de fournir les fonds nécessaires à la distribution de la soupe. Les Sœurs en

dispensaire pour les malades sans le sou qui désiraient des remèdes. En 1872, elles ont pris le relais de ce service auparavant centralisé à la Maison mère¹²⁰.

Ces diverses tâches de secours aux pauvres et aux malades s'inscrivaient dans la mission que les religieuses de l'Hospice Saint-Joseph devaient réaliser en tant que Sœur de la Charité. Ainsi, dans les *Constitutions* de la Communauté, il était mentionné qu'elles devaient

[...] consoler les affligés, instruire les ignorants, donner de bons conseils, mettre le bon accord dans les familles désunies, soigner les malades, assister les mourants, ensevelir les morts, etc. [et qu'elles] exhorteront souvent les pauvres à remplir leurs devoirs religieux, et travailleront à leur procurer les moyens nécessaires [...]¹²¹.

Conclusion

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle à Montréal, la place laissée vacante par un État encore timide dans le réseau d'assistance a été comblée par la société civile. Du côté des protestants, c'est l'élite philanthropique qui a principalement pris en charge la pauvreté, alors que chez les catholiques, l'Église a occupé ce rôle. Du côté catholique, l'élite s'est impliquée davantage au niveau de la fondation des institutions, alors que ce sont les communautés religieuses, sous l'autorité de la hiérarchie masculine, qui géraient des institutions comme l'Hospice Saint-Joseph. Bien qu'elles se retrouvaient au bas de la

plus d'y servir les adultes indigents, en profitaient pour nourrir les enfants plus pauvres qui fréquentaient la Salle d'Asile Saint-Joseph. Huguette Lapointe-Roy, *op. cit.*, p. 282-283. Les rapports institutionnels de 1907 à 1910 nous permettent de constater que pendant cette période, en moyenne 3 760 repas ont été servis dans leurs services externes par année. A.S.G.M. L10 RAPPORTS 1 67, *Personnel et Oeuvre de la maison de l'Hospice Saint-Joseph, Montréal*, 1^{er} septembre 1907 au 1^{er} septembre 1910.

¹²⁰ Il a fourni 327 484 prescriptions aux malades entre 1872 et 1900. *Le diocèse de Montréal à la fin du dix-neuvième siècle*, *op. cit.*, p. 115. Les brefs et sporadiques rapports annuels qui traitent de ce service nous révèlent qu'en 1877, 4 435 prescriptions ont été faites, 26 790 en 1887, 40 364 en 1892 et 55 295 en 1897, démontrant la popularité importante et croissante de ce service. A.S.G.M., L10 E1 2, *Asile Saint-Joseph (adjacent à l'Hospice) et Hospice. Rapport. 1877-1897*.

¹²¹ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, MIC B524 13837 GEN, *Constitutions des Soeurs de la Charité, administratrices de l'Hôpital-Général de Montréal dites vulgairement Soeurs Grises*, non daté, Montréal, Imprimerie de l'Hôpital Général, p. 315-318.

hiérarchie catholique dirigée par un pouvoir masculin, les Sœurs ont eu une relative liberté d'action dans leur institution. Après leur prise de possession de l'Hospice, elles ont en fait une institution qui répondait à leurs exigences. Elles y ont établi les règles et la discipline qui reflétaient l'*habitus* de leur communauté. Elles ont tenu les services de refuge pour les femmes âgées, de la Salle d'Asile, des visites à domicile, du dépôt des pauvres, de l'œuvre de la soupe et du dispensaire. Elles s'occupaient également des orphelines, la clientèle principale de l'institution, sur laquelle nous nous pencherons dans le prochain chapitre.

CHAPITRE III

LES ORPHELINES

Dans ce troisième chapitre, nous souhaitons nous concentrer sur la situation des orphelines qui ont séjourné à l'Hospice Saint-Joseph. Nous tenterons plus précisément de dresser un portrait général de cette clientèle composée distinctement d'enfants légitimes et illégitimes, dont la majorité avait toujours au moins un parent vivant. Nous verrons comment l'Hospice Saint-Joseph s'est inséré parmi les stratégies des familles en contexte d'industrialisation et d'urbanisation. Si la pauvreté a rejoint l'ensemble de ces familles, notons qu'elle n'a pas toujours été la cause du placement de l'enfant. En effet, alors que pour certaines familles l'institution a servi de refuge temporaire pour leur enfant le temps d'une impasse financière ou non, pour d'autres, nous verrons qu'elle a permis de lui assurer un avenir meilleur grâce à la formation qui y était dispensée. En raison de ces causes et motivations diversifiées, nous pourrions expliquer pourquoi la durée des séjours a varié d'un enfant à l'autre.

Nous nous attarderons par la suite au fonctionnement interne de l'institution afin de saisir dans quel contexte ces jeunes filles ont été reçues. Nous étudierons la nature de la formation qui leur a été dispensée pour vérifier dans quelle mesure elle a été influencée par la conception de l'ordre social et de la hiérarchie des sexes véhiculée à l'époque. L'étude de la nature de cette formation devrait également nous permettre de comprendre les raisons qui ont poussé certains parents à envoyer leur enfant à l'Hospice Saint-Joseph pour des raisons éducatives. Nous verrons finalement que l'Hospice, à l'encontre des autres institutions d'enfermement, a promu le contact entre les parents et leurs enfants et a favorisé les contacts avec l'extérieur. Nous constaterons alors finalement que les administratrices et leur personnel ne visaient pas à couper les liens entre l'enfant et sa famille, mais bien à les maintenir intacts.

3.1 Portrait général de la clientèle

Plusieurs stratégies se sont imposées pour répondre aux besoins des familles ouvrières fragilisées par l'industrialisation et l'urbanisation. La parenté est toujours demeurée centrale pour les familles qui recherchaient une aide financière ou un refuge temporaire pour leurs enfants. Cette solution n'était pas toujours suffisante et les familles devaient recourir à une ou à plusieurs autres stratégies de survie. Parmi celles-ci, les familles ont parfois eu recours, pendant des parties de leur vie, à l'hébergement de membres de leur famille élargie ou de pensionnaires inconnus, afin de réduire les coûts de location ou de chauffage de leur logement¹. Certaines ont également dû recourir au travail des enfants, particulièrement de leurs garçons, afin qu'ils contribuent à l'économie familiale². Certaines autres, dont les enfants étaient trop jeunes pour contribuer à l'économie familiale, ont plutôt choisi de les envoyer à l'école qui, souvent, faisait pour eux figure de garderie. Bien qu'il ait été plus difficile pour certaines familles d'envoyer leurs enfants dans les écoles ni gratuites, ni obligatoires, plusieurs enfants de la classe ouvrière y sont néanmoins passés de façon sporadique et pour de courts laps de temps jusqu'à l'âge d'environ treize ans³.

¹ Bettina Bradbury, « L'économie familiale et le travail dans une ville en voie d'industrialisation : Montréal dans les années 1870 », In *Maîtresses de maison, maîtresses d'école : Femme, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, sous la dir. de Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid, Montréal, Boréal Express, 1983, p.306. Notons qu'à la fin du XIX^e siècle à Montréal, on estime que 80 % des chefs de ménage louaient un logement, qui dans le cas des familles les plus pauvres, étaient de moindre qualité et insalubre. Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain, Tome 1, De la Confédération à la crise*. Montréal, Boréal compact, 1989 (1979), p. 213.

² Il en a résulté qu'à partir des années 1860, le nombre d'enfants qui ont contribué à payer le loyer est allé en augmentant. Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal : Âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 1995, p. 151. Le recours au travail des enfants pour subvenir à l'économie familiale est demeuré populaire, selon Viviana Zelizer, jusqu'à ce que les enfants perdent de leur valeur économique (par le travail) au tournant du XX^e siècle. À partir de ce moment, où de nouvelles normes culturelles de respect de l'enfance se sont imposées — à différentes vitesses selon les classes sociales —, l'enfant s'est vu réserver un meilleur traitement en société et à l'intérieur de sa famille. Viviana A. Zelizer, *Pricing the Priceless Child: The Changing Social Value of Children*, New York, 1985, 296 p.

³ Kathy C. Provost, « Blunted Lives: Working Children in East-End Montreal, 1880-1890 », Mémoire de maîtrise, Montréal, Concordia University, 2006, p. 63.

À l'occasion, des familles ont dû opter pour la stratégie du placement de leur enfant en institution. Il semble que le recours à l'institution, malgré ce qu'on en a souvent dit, n'a pas nécessairement été une solution « de dernier recours ». En effet, les conditions de vie plus saines qu'à la maison et la possibilité d'un avenir meilleur, en raison notamment de l'éducation qui y était dispensée, ont poussé plusieurs parents à y recourir⁴.

3.1.1 Le nombre d'orphelines à l'Hospice Saint-Joseph

Les orphelines qui ont fréquenté l'Hospice Saint-Joseph étaient majoritairement d'origine canadienne-française, bien que quelques orphelines immigrantes, principalement d'origine irlandaise, y ont également été admises⁵. C'est avec un bémol, en raison du nombre trop faible de données sur le sujet, que nous affirmons que la plupart des orphelines provenaient de quartiers ouvriers francophones de Montréal et, dans une plus faible proportion, des régions rurales éloignées. Dans l'ensemble, ces jeunes filles étaient âgées de deux à dix-huit ans. Entre 1854 et 1873, elles ont été en moyenne 107 par année à demeurer dans l'institution⁶, alors que pendant la période de 1874 à 1911, 91 en moyenne y sont demeurées chaque année (voir la figure 3.1). Soeur Allaire des Soeurs Grises s'est exprimée au sujet du nombre d'enfants dans les

⁴ Judith Ann Dulberger, « Refuge or Repression: The Role of the Orphan Asylum in the Lives of Poor Children and Their Families in Late Nineteenth-Century America », Thèse de doctorat, Pittsburg, Carnegie-Mellon University, 1988, p. 229-231.

⁵ Vu les vagues successives d'immigration irlandaise (protestants et catholiques), il ne faut pas s'en étonner. En 1861, 16 % des habitants de Montréal sont nés en Irlande selon Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal : Âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 1995, p. 48.

⁶ Le nombre annuel d'orphelines est présenté de façon sporadique dans les rapports annuels des Soeurs Grises. Ces rapports nous ont éclairés quant à la présence des orphelines entre les années 1854 et 1876, mais nous avons dû compléter en comptant le nombre d'orphelines qui restaient dans l'institution au 31 décembre de chaque année jusqu'en 1911. Étant donné que les données reliées aux rapports annuels (A.S.G.M. L10 E1 1, *Hospice St-Joseph de Montréal fondé en l'année 1854. État du personnel, etc., etc. du dit Hospice, 1854-1876*) ne sont pas issues de la même source que celles que nous avons comptabilisées à partir des registres (A.S.G.M. F116 11 C2, [Registres d'entrée de l'Hospice Saint-Joseph], non daté, p. 1-645), nous avons préféré les traiter de façon distincte, séparant ainsi les périodes de 1854 à 1873 et de 1874 à 1911.

orphelinats lors de la *Conférence des oeuvres sociales et charitables* en octobre 1929. Elle mentionne à ce moment que « [...]le grand nombre d'enfants qui réclame [d]es soins fait qu'elle ne peut les satisfaire tous. Heureuse est-elle lorsqu'elle réussit à donner à vingt-cinq ou trente petits enfants qui l'entourent les soins d'hygiène qu'exige leur bas âge, et quelques notions premières de savoir-vivre »⁷.

Les registres d'entrées de l'institution nous ont permis de constater que pendant la période 1874-1911, sur les 91 orphelines qui séjournaient dans l'institution en moyenne par année, 56 étaient déjà présentes depuis au moins un an, alors que 35 étaient nouvellement arrivées. L'historienne Huguette Lapointe-Roy nous rappelle à cet effet que la grande mobilité des orphelines dans les institutions a contribué à alourdir le travail des Soeurs qui devaient continuellement préparer l'arrivée de l'une et le départ de l'autre⁸.

L'Hospice Saint-Joseph a également temporairement accueilli des filles illégitimes⁹. Ces enfants étaient baptisés comme étant nés de parents inconnus. Elles étaient abandonnées et délaissées, souvent en bas âge, par des parents, ou une mère célibataire, qui ne

⁷ Soeur Allaire, « L'entrée à l'orphelinat » [Travail présenté à la Conférence des Oeuvres sociales et charitables tenue à Montréal du 7 au 10 octobre 1929], *École sociale populaire*, no 193 (février 1930), p. 3. Il est à noter que certains articles tirés de ce numéro de la revue *École sociale populaire* ont été présentés ici en raison des liens étroits qu'ils ont avec la thématique des orphelinats dirigés par les communautés de Soeurs et de la pertinence des témoignages qui y sont liés, et ce malgré les quelques années qui séparent leur rédaction de celle de la présente étude.

⁸ Huguette Lapointe-Roy, *Charité bien ordonnée : Le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au 19^e siècle*, Montréal, Boréal, 1987, p. 169.

⁹ La présence d'un nombre important de filles non mariées fait monter le nombre d'enfants illégitimes à Montréal et aux alentours. L'une des hypothèses de l'historien Peter Gossage relativement à ce nombre élevé est que ces femmes ont été confrontées à la persistance des attitudes traditionnelles sur la formation de la famille qui les a poussées à abandonner leur enfant. L'abandon était la réaction privilégiée pour la femme qui accouchait d'un enfant né hors mariage. En effet, 85 % des enfants illégitimes qui ont été baptisés par les catholiques entre 1828 et 1870 ont été placés à la Crèche. Peter Gossage, *Abandoned Children in 19th Century Montreal*, Mémoire de Maîtrise, Montréal, McGill University, 1984, p. 67, p. 156 et p. 186. Chantale Quesney dresse également un portrait fort intéressant de la situation des enfants illégitimes de la Province aux XIX^e et XX^e siècles dans le chapitre 1 de sa thèse de doctorat : Chantale Quesney, « De la charité au bonheur familial : une histoire de la société d'adoption et de la protection de l'enfance à Montréal, 1937-1972 », Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2010.

pouvaient ou ne voulaient les élever¹⁰. Bien qu'elles aient normalement été dirigées vers la Crèche pour y demeurer jusqu'à leur placement¹¹, des filles illégitimes ont en effet été de passage dans l'institution pendant la construction de la nouvelle Maison mère, à partir d'octobre 1857¹². En raison de leur statut social, ces 24 filles en moyenne par année, ont été comptabilisées distinctement des orphelines dans les registres d'entrée de l'institution. Nous les voyons apparaître dans ces registres jusqu'en 1890, année de leur transfert à la Maison mère. Certaines d'entre elles y avaient déjà été transférées en 1875 et en 1877, mais la plupart l'ont été le 28 septembre 1890¹³, comme nous pouvons le constater à la figure 3.2. Ce transfert des illégitimes à la Maison mère a eu pour conséquence, comme nous pouvons le voir à la figure 3.1, de faire augmenter rapidement le nombre d'orphelines dans l'institution dans les années 1890 puisque l'Hospice a reçu en échange de celles-ci des « orphelines de sept à quatorze ans (enfants légitimes) »¹⁴.

L'étude de Micheline Dumont sur les salles d'asile à Montréal nous pousse également à considérer l'idée que la hausse du nombre d'orphelines au tournant du siècle est attribuable à la baisse du nombre d'enfants confiés à la Salle d'Asile Saint-Joseph¹⁵. En effet, plusieurs des enfants pauvres qui y prenaient place chaque jour auraient été confiés

¹⁰ Peter Gossage, « Les enfants abandonnés à Montréal au 19^e siècle : la Crèche d'Youville des Sœurs Grises, 1820-1871 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, no 4 (printemps 1987), p. 541.

¹¹ Afin de secourir les enfants illégitimes, les Sœurs Grises ont fondé en 1754 le premier refuge en Amérique du Nord, *L'Oeuvre des enfants trouvés*. Ce refuge, qui est devenu la *Crèche d'Youville*, a pris graduellement une place centrale entre les années 1820 et 1871. Il avait pour mission de prévenir l'infanticide, de donner les soins nécessaires, de trouver un foyer nourricier et de baptiser les enfants illégitimes. Micheline D'Allaire, *Les communautés religieuses de Montréal, Tome 1*, Montréal, Éditions du Méridien, 1997, p.190.

¹² A.S.G.M., L10 CI 14, Soeur Jean de la Croix, *Prise de possession de l'Hospice St Joseph*, p.3. Il est à noter que la Maison mère payait une pension de 3,00 \$ par mois par enfant illégitime logé à l'Hospice Saint-Joseph. A.S.G.M. L10 A1 16, *Procès verbal d'une assemblée*, le 12 avril 1907, p. 2.

¹³ A.S.G.M., *Annales*, 1888-1892, p. 452.

¹⁴ A.S.G.M., L10 C1 14 6, Soeur St-Jean-de-la-Croix [copie dactylographiée] *Hospice Saint-Joseph, Montréal*, non daté, p. 6.

¹⁵ Micheline Dumont, « Des garderies au XIX^e siècle : les salles d'asile des Sœurs Grises de Montréal », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 34, no 1 (juin), p. 45-55.

pour de plus longues durées à l'orphelinat. L'impact des épidémies de variole et de petite vérole, qui ont débuté respectivement en 1885 et 1886, n'est certainement pas étranger à ces hausses non plus.

Figure 3.1¹⁶

Les orphelines à l'Hospice Saint-Joseph (1874-1909)

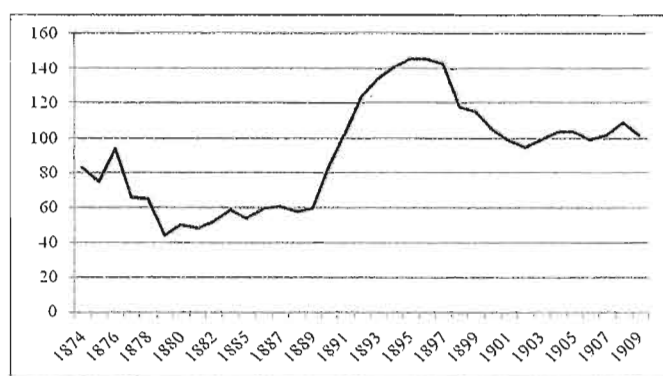
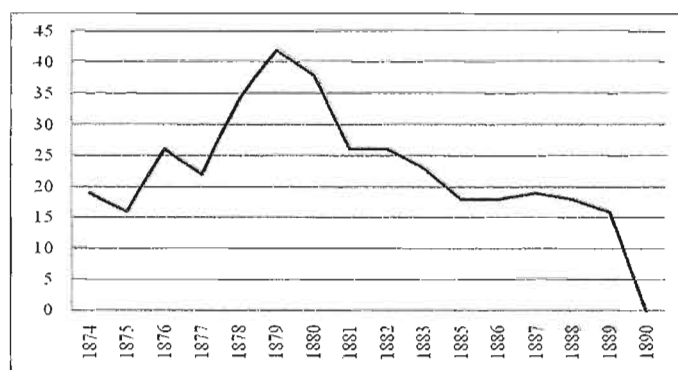


Figure 3.2¹⁷

Les filles illégitimes à l'Hospice Saint-Joseph (1874-1890)



¹⁶ Figure produite à partir des données tirées de : A.S.G.M. F116 11 C2, [Registres d'entrée de l'Hospice Saint-Joseph], 1874-1911.

¹⁷ Figure produite à partir des données tirées de : A.S.G.M. F116 11 C2, [Registres d'entrée de l'Hospice Saint-Joseph], 1874-1911.

3.1.2 La sélection des orphelines admises à l'Hospice Saint-Joseph

Différents facteurs ont fait monter le nombre d'orphelines à l'Hospice Saint-Joseph. La croissance rapide de la population montréalaise et les différentes épidémies qui constituaient à l'époque l'une des causes les plus notables de la montée du nombre d'enfants délaissés à Montréal y ont sans doute contribué¹⁸. Bien qu'on en retrouve peu de traces dans les sources, tout porte à croire que l'institution ait été rapidement dans l'obligation de refuser des enfants puisqu'elle était débordée. Dans cette foulée, les Sœurs ont dû privilégier certains critères de sélection pour discriminer entre toutes celles qui cognaient à leur porte.

Ainsi, à plusieurs occasions, l'admission d'un enfant à l'Hospice Saint-Joseph a nécessité une recommandation. Il est fréquemment arrivé dans ce contexte que des personnes issues du milieu religieux aient référé l'enfant à la Supérieure de l'institution. Notre échantillon nous a révélé plus d'une dizaine de cas d'orphelines qui ont été clairement recommandées par un homme ou une femme appartenant à l'Église. Des familles bien intégrées au milieu paroissial, comme des membres de la Société Saint-Vincent-de-Paul ou des bourgeois qui entretenaient des liens directs ou indirects avec le personnel de l'institution, y ont également référé des enfants.

En 1907¹⁹, par exemple, quatre petits orphelins, dont trois filles et un enfant de deux ans, arrivent à l'Hospice Saint-Joseph, conduits par la fille de la présidente des Dames de la Charité de l'institution. La mère, une amie de cette dernière, venait d'être conduite à l'hôpital, puis est décédée. Les Sœurs ont accepté de prendre les trois filles sous leur aile, mais elles ont été bien embêtées par le plus jeune enfant, d'autant plus qu'il était un garçon. Ce dernier, gravement malade, a néanmoins été gardé dans l'institution pour quelque temps, sous les soins d'une laïque qui s'en occupait seule dans une petite chambre de couture. Le petit « protégé » a finalement été transféré à la Crèche de la Maison mère deux mois plus tard, alors que ses sœurs sont restées à l'Hospice. Cet

¹⁸ Huguette Lapointe-Roy, *op. cit.*, p. 154.

¹⁹ A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, [copie dactylographiée] *Chroniques manuscrites (Octobre 1892 à octobre 1912)*, 6 avril au 1^{er} juin 1907, p. 372-384.

exemple témoigne bien du fait qu'une clientèle plus large que les seules familles ouvrières s'adressait à l'Hospice, de même qu'il exprime la nature profondément genrée de la mission de son orphelinat.

Comme l'ont souligné les historiens Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey, la possibilité d'avoir une place en institution pour un enfant a souvent nécessité que les familles qui en faisaient la demande soient intégrées à la sociabilité urbaine paroissiale et qu'elles y jouissent d'une bonne réputation. Une fois intégrées à ce réseau, ces familles pouvaient mobiliser leurs relations sociales, religieuses ou laïques, afin d'user des services d'institutions charitables bondées²⁰. Ce jeu des « contacts » semble avoir été pleinement assumé par les Sœurs qui ont mentionné, par exemple, dans un document administratif concernant l'accueil de deux enfants en 1886, que cette action s'est fait : [...] en considérant des services rendus par ledit bienfaiteur [le père des enfants] au dit Hospice »²¹. Cela était bien naturel considérant que la vocation charitable de l'Hospice impliquait que l'action de secourir soit libre, ce qui laissait place à une sélection, parfois arbitraire, de la clientèle. Les familles n'avaient évidemment aucun « droit » d'exiger l'admission de leur enfant à l'Hospice.

La capacité de payer une partie des dépenses d'entretien de l'orpheline a sans doute joué un rôle crucial dans la sélection de la clientèle. Ainsi, plusieurs familles pauvres, mal intégrées dans la communauté, se sont vues bloquer l'accès à l'institution. Dans un numéro de *La Patrie* en 1882, par exemple, on présente le cas de deux jeunes enfants que le chef de police a voulu confier aux Soeurs Grises ou aux Soeurs du Bon-Pasteur, « qui n'[ont] pas voulu les recevoir dans [leurs] institutions sans promesse qu'une pension serait payée »²². Ainsi, le paiement d'une pension a sans doute pu favoriser l'ouverture

²⁰ Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey, « Chapitre 17 : Le réseau de régulation sociale montréalais », In *Histoire de la région montréalaise*, sous la dir. de Dany Fougères, Normand Perron *et al.*, Québec : Éditions PUL/IQRC, – à paraître.

²¹ A.S.G.M., L10 A1 10, *Résolution de recevoir deux orphelines à St Joseph à perpétuité au nom de Mr Rodier*, 21 mars 1886, p. 1. En 1868, le bienfaiteur Charles-Séraphin Rodier avait permis la construction de l'Asile Bethléem des Sœurs Grises sur sa propriété, un acte de générosité dont la communauté s'est souvenue des années plus tard.

²² « Enfants abandonnés », *La Patrie*, 31 octobre 1882, p. 3.

des portes de l'Hospice à certaines familles²³. En effet, les sources nous ont révélé qu'à partir du milieu de la décennie 1880, cette pratique s'est installée dans l'institution et s'est rapidement répandue pour être exigée à plus de la moitié des orphelines qui y entraient. Parfois s'y ajoutait une exigence relativement à certains besoins de l'enfant. À plusieurs reprises, nous avons constaté, par exemple, que les parents devaient fournir à leur jeune fille des vêtements, des chaussures, des livres et même s'occuper de la laver pendant son séjour. Ce minimum, tout comme les pensions, sauvait des frais et du temps aux Sœurs et à leur personnel débordé. Comme nous le verrons plus loin, cette question économique explique en partie le passage progressif de l'Hospice à l'école ménagère que l'on constate au début du XX^e siècle.

Kathy C. Provost a démontré dans son mémoire de maîtrise que le métier du père a clairement influencé la fréquentation scolaire des enfants et leur présence sur le marché du travail²⁴. L'état des sources, en ce qui concerne l'Hospice Saint-Joseph, ne nous permet pas d'être catégoriques sur ce point. Nous avons tout de même constaté (voir le tableau 3.1) que l'Hospice n'était pas fermé aux enfants de travailleurs non-qualifiés, comme les journaliers, peu susceptibles de verser une pension. Ces familles étaient évidemment les plus enclines à connaître des crises familiales lors d'un cycle économique défavorable²⁵. Nous avons également constaté que plusieurs enfants avaient un père qui exerçait un métier qualifié, voire même qui appartenait à la petite-bourgeoisie ou à la classe moyenne. Cela confirme que la pauvreté n'a pas toujours été l'unique raison pour le placement de l'enfant. En effet, nous avons pu constater que des raisons familiales, et principalement le décès ou la maladie de la mère, ont poussé

²³ Notons que les pensions versées à l'institution pour l'hébergement des orphelines étaient le plus souvent payées par le ou les parents ou encore un membre de la famille élargie. Toutefois, nous avons également pu constater que des personnes qui ont recommandé l'entrée d'enfants dans l'institution (un Abbé ou une dame bourgeoise par exemple), ont également versé mensuellement des pensions pour subvenir aux besoins d'un enfant.

²⁴ Kathy C. Provost, *op. cit.*, p. 78

²⁵ Marta Danylewycz, « Sexe et classes sociales dans l'enseignement : le cas de Montréal à la fin du 19^e siècle », In *Maîtresses de maison, maîtresses d'école : femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, sous la dir. de Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 99.

plusieurs pères à envoyer temporairement leur enfant en institution. Nous avons également pu observer que des familles plus aisées financièrement ont placé leurs jeunes filles à l'Hospice pour leur offrir une formation ménagère.

Tableau 3.1 ²⁶

Métiers des pères des orphelines de l'Hospice Saint-Joseph à l'échantillon (1874-1911)

-Agent : 1	-Cultivateur : 6	-Menuisier : 3
-Barbier : 1	-Forgeron : 2	-Modelleur : 1
-Carrier : 1	-Gérant : 1	-Navigateur : 1
-Charpentier : 1	-Ingénieur mécanicien : 1	-Orfèvre : 1
-Charretier : 4	-Journalier : 16	-Peintre : 3
-Commis de vente : 1	-Logeur : 1	-Plâtrier : 1
-Conducteur de char urbain : 2	-Machiniste : 3	-Plombier : 2
-Contre-maître de chantier : 1	-Marchand : 4	-Relieur : 1
-Cordonnier : 3	-Mécanicien : 1	-Tailleur de pierre : 4
Total : 67		
Inconnus : 83		

Finalement, nous avons constaté que les Sœurs appréciaient la stabilité dans leur institution et que, par conséquent, elles ont souvent privilégié l'admission des enfants dont la durée de séjour était déterminée. Dans ce contexte, la personne responsable de l'orpheline convenait avec la Supérieure de la durée d'hébergement sans frais en échange de quoi l'orpheline s'engageait à remplir certaines tâches en fonction de son âge. En août 1899, par exemple, lorsque le père et le frère d'une orpheline récemment sortie suppliaient l'Hospice de la reprendre pour la soustraire au mauvais comportement de sa belle-mère, elle acceptait, mais sous la « condition expresse de signer un papier pour

²⁶ Ces données ont été compilées principalement à partir des recensements canadiens de 1881, 1891, 1901 et 1911 et des données tirées de A.S.G.M. F116 11 C2, [Registres d'entrée de l'Hospice Saint-Joseph], 1874-1911.

5 ans »²⁷. Cette stratégie permettait de former les orphelines et, ainsi, de pouvoir compter sur une main-d'oeuvre stable qui pourrait servir aux différents offices, dont l'Ouvroir où leurs compétences de couturières permettaient de rapporter des revenus supplémentaires.

3.1.3 Les différents types d'orphelines, les motifs de leur entrée et la durée de leur séjour à l'Hospice Saint-Joseph²⁸

Nous avons distingué quatre types d'orphelines qui ont fréquenté l'Hospice Saint-Joseph : les orphelines de père, les orphelines de mère, les « vraies » orphelines dont les deux parents étaient décédés et les orphelines dont les deux parents étaient toujours vivants. Parmi les 221 orphelines de notre échantillon, 51 n'avaient plus de père (23 %), 64 n'avaient plus de mère (29 %), 20 étaient de « vraies orphelines » (9 %) et les 86 autres avaient toujours leurs deux parents (39 %), des proportions qui sont demeurées somme toute similaires au fil des années. Notre échantillon comprend également 25 filles illégitimes qui ont séjourné à l'Hospice entre 1874 et 1890.

L'Hospice Saint-Joseph a desservi différents types de clientèles orphelines, ce qui s'est traduit par des durées de séjours variables. Les enfants qui n'avaient qu'un seul parent, principalement pour cause de décès, de désertion ou de séparation, étaient très nombreux à Montréal dans la seconde moitié du XIX^e siècle²⁹. Le plus souvent, l'enfant qui n'avait qu'un seul parent ne vivait pas avec lui, il était adopté, envoyé dans sa famille élargie,

²⁷ A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, [copie dactylographiée] *Chroniques manuscrites (Octobre 1892 à octobre 1912)*, 3 août 1899, p.191.

²⁸ Notons que les données de l'ensemble des cas cités dans cette portion proviennent de : A.S.G.M. F116 11 C2, [Registres d'entrée de l'Hospice Saint-Joseph], 1874-1911.

²⁹ Le recensement canadien de 1901 a révélé que 180 000 enfants de 19 ans et moins vivaient avec un seul parent (dont 100 000 avaient moins de 15 ans). En outre, les familles dirigées par un seul parent représentaient 12 % de toutes les familles canadiennes. Bettina Bradbury, «Canadian Children Who Lived with One Parent in 1901», In *Household Counts: Canadian Households and Families in 1901, Tome 1*, sous la dir. de Eric W. Sager et Peter Baskerville, Toronto: University of Toronto Press, p. 247-248. Rappelons toutefois que la majorité des enfants de moins de 19 ans vivaient avec leurs deux parents en 1901 au Canada (86 %). *Ibid.*, p. 259.

lancé sur le marché du travail ou placé en institution³⁰. La division sexuelle des tâches entre le pourvoyeur et la ménagère explique le choix de plusieurs veufs ou veuves qui se sont tournés vers les institutions charitables³¹. Ce placement, qu'il ait été fait par un veuf ou une veuve, durait dans la majorité des cas moins de deux ans, comme nous pouvons le constater au tableau 3.2.

L'historienne Nurith Zmora a démontré à partir d'une analyse de trois orphelinats de Baltimore que des raisons d'éducation ont souvent motivé le placement temporaire d'enfants³². Les historiens Roderick MacLeod et Mary Anne Poutanen nous ont également démontré que l'instruction en institution charitable, tout comme l'instruction dans les écoles, a en effet fait partie des stratégies éducatives des familles de la classe ouvrière³³. Ainsi, nous croyons que la formation religieuse et ménagère qui était dispensée à l'Hospice Saint-Joseph a poussé plusieurs familles à y placer leur fille pour quelques années.

À partir du milieu des années 1880, des orphelines ont été admises sous contrat à l'Hospice. Au contraire des orphelines « traditionnellement » admises dans l'institution, ces orphelines y entraient pour une durée fixe, tel que stipulé dans un contrat. L'entente entre leurs parents et la Supérieure de l'institution mentionnait que ces jeunes filles devaient demeurer dans l'institution pendant une période déterminée pendant laquelle elles seraient formées à devenir des ménagères. Ces contrats touchaient en moyenne cinq nouvelles arrivantes par année. En échange de cette formation, ces orphelines devaient travailler à certains offices dans l'institution. En général, le contrat stipulait que l'orpheline devait

³⁰ *Ibid.*, p. 248.

³¹ Joy Parr, *Childhood and Family in Canadian History*. Toronto, McClelland & Stewart, 1982, p. 64-65.

³² Pour en savoir davantage, voir: Nurith Zmora, *Orphanages Reconsidered: Child Care Institutions in Progressive Era Baltimore*, Philadelphie, Temple University Press, 1994.

³³ Roderick Macleod et Mary Anne Poutanen, « 'Proper Objects of This Institution': Working Families, Children, and the British & Canadian School in Nineteenth-Century Montreal », *Revue d'histoire de l'éducation*, vol. 20, no 2 (printemps 2008), p. 22-54.

[...] apprendre de son mieux tout ce qui lui sera montré [...] faire les travaux susdits le mieux qu'il lui sera possible pour le bénéfice exclusif de ladite Communauté; de se conformer aux règlements et usages suivis dans ledit Hospice, et enfin, de ne point s'absenter ni aller travailler ou demeurer ailleurs pendant les [...] années susdites de son apprentissage³⁴.

La Communauté, pour sa part, devait lui enseigner : « à faire la couture, la cuisine et autres travaux manuels habituellement faits dans ledit Hospice » et s'engager à la loger, la nourrir et veiller à ce qu'elle ne manque de rien.

Pour certains parents de la classe ouvrière, la formation dispensée à l'Hospice Saint-Joseph, à l'opposé de celle de la *British & Canadian School* étudiée par Macleod et Poutanen³⁵, permettait probablement à leurs jeunes filles d'apprendre le métier de domestique. La recherche de meilleures conditions de vie pour leur enfant a souvent amené les parents à privilégier le placement en institution, qui en plus de leur enlever une bouche à nourrir, leur fournirait éventuellement un revenu complémentaire³⁶. Malgré les dangers associés au travail domestique, il n'en demeure pas moins que plusieurs parents ont préféré voir leur jeune fille travailler dans des maisons privées, plutôt qu'à l'usine³⁷. De plus, on considérait généralement que le travail de domestique pour les jeunes filles reproduisait le cadre familial duquel elles sortaient et les forçait à développer des aptitudes qui allaient leur être nécessaires une fois mariées³⁸. D'ailleurs, les familles bourgeoises, de leur côté, avaient l'habitude de recruter sous la

³⁴ A.S.G.M., L10 M1 31, [Document manuscrit sans titre, contrats de mise en apprentissage], non daté, p. 1 à 110.

³⁵ Roderick Macleod et Mary Anne Poutanen, *loc. cit.*, p. 45.

³⁶ Claudette Lacelle, *Les domestiques en milieu urbain canadien au XIXe siècle*, Coll. « Études en archéologie, architecture et histoire », Ottawa, Lieu et parcs historiques nationaux, Environnement Canada-Parcs, 1987, p. 166.

³⁷ Magda Fahrni, « 'Ruffled' Mistresses and 'Discontented' Maids: Respectability and the Case of Domestic Service, 1880-1914 », *Le Travail*, vol 39 (printemps 1997), p. 73.

³⁸ Catherine Charron, « La question du travail domestique au début du XX^e siècle au Québec : Un enjeu à la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, 1900-1927 », Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 2007, p. 70.

recommandation des communautés religieuses responsables d'orphelines³⁹, puisqu'elles y avaient reçu une formation et qu'elles y avaient appris les vertus de la discipline⁴⁰.

Plusieurs orphelines, comme nous l'avons souligné, ont connu des passages de plus courtes durées. Notre échantillon nous a permis d'associer ces courts séjours aux enfants qui sont entrés à l'Hospice pour des raisons de crise financière passagère dans leur famille. Le salaire « à bon marché » des journaliers était si faible qu'il ne permettait effectivement aucune flexibilité dans le budget familial⁴¹. Par conséquent, les parents sans le sou ou sans aide ont parfois cherché quelques mois, voire quelques semaines ou quelques jours, de répit pour leurs enfants chez les Soeurs⁴². Remarquons au tableau 3.2 que 141 des 245 séjours d'orphelines comptabilisés, soit près de 58 % d'entre eux, ont eu une durée de moins d'un an. Dans cette optique, la plupart des familles recouraient à l'Hospice pour simplement traverser une période difficile. Bien que le séjour unique ait été la norme à l'Hospice Saint-Joseph, nous avons remarqué qu'un certain nombre d'enfants, environ 1 sur 5, y sont allés plus d'une fois (mais rarement plus que deux). Ces enfants ont ainsi contribué au mouvement de va-et-vient qui s'opérait entre les maisons familiales et les institutions au XIX^e siècle⁴³.

³⁹ Raphaëlle de Groot et Élizabeth Ouellet, *Plus que parfaites : Les aides familiales à Montréal 1850-2000*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2001, p. 23.

⁴⁰ Geneviève Leslie, « Domestic Service in Canada, 1880-1920 », In *Women at Work, Ontario, 1850-1930*, sous la dir. de Janice Acton *et al.*, Toronto, Women's Educational Press, 1974, p. 82.

⁴¹ Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal : Âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, *op. cit.*, p. 106.

⁴² *Ibid.*, p. 121.

⁴³ Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey, « Chapitre 17 : Le réseau de régulation sociale montréalais », *op. cit.* - à paraître.

Tableau 3.2⁴⁴

**Durée des séjours des orphelines de l'Hospice Saint-Joseph de l'échantillon selon leur type
(1874-1911)**

Durée du séjour (année)	Orpheline de père	Orpheline de mère	Orpheline avec deux parents	Vraies orphelines	Total
0 à 1	20	35	76	10	141
1 à 2	11	5	5	4	25
2 à 3	5	7	5	3	20
3 à 4	3	9	4	0	16
4 à 5	2	2	3	1	8
5 et +	9	9	4	8	30
Inconnus	2	0	2	1	5
Total	52	67	99	27	245

En conformité avec les principes de leur communauté qui mettait de l'avant une politique d'« open door » pour les enfants non délinquants⁴⁵, les Soeurs de l'Hospice Saint-Joseph ont accepté de recevoir des enfants qui vivaient dans diverses conditions. Nous constatons donc que l'orphelinat de l'Hospice Saint-Joseph était un lieu ouvert dans lequel on portait secours aux familles qui connaissaient des situations diverses. Ainsi, l'institution s'est montrée ouverte tant aux familles qui recherchaient un refuge temporaire pour leur enfant, le temps que la situation de crise qu'elle vivait se résorbe, qu'à des familles plus à l'aise qui visaient à leur assurer un avenir meilleur en leur offrant une formation à l'Hospice Saint-Joseph. Dans les deux cas, l'Hospice a offert aux orphelines une vie plus ordonnée qui visait à faire d'elles, dans le respect des normes de genre en vigueur, de bonnes chrétiennes, de bonnes mères, de bonnes domestiques ou de bonnes religieuses. La routine, la nourriture adéquate et l'hygiène acceptable, complémentées d'une formation domestique et d'une instruction morale et religieuse, ont motivé plus d'un parent à envoyer leur enfant à l'Hospice Saint-Joseph.

⁴⁴ Tableau produit à partir des données tirées de : A.S.G.M. F116 11 C2, [Registres d'entrée de l'Hospice Saint-Joseph], 1874-1911. Rappelons que ce tableau présente les données sur les séjours des orphelines (245) et non sur le nombre d'orphelines (221).

⁴⁵ Dorothy M. Brown et Elizabeth Mc Keown, *The Poor Belong to Us : Catholic Charities and American Welfare*. Cambridge, Harvard University Press, 1997, p. 98.

3.1.3.1 Les orphelines de père

Afin d'illustrer le cas d'une orpheline de père, voici le portrait d'une famille de quatre enfants. Cette famille de cultivateur, originaire de Saint-Hyppolyte est arrivée à l'Hospice Saint-Joseph en 1889. La mère espérait à ce moment placer ses enfants. Elle s'est adressée à la Supérieure de l'institution qui a accepté d'accueillir ses deux plus jeunes filles, alors âgées de cinq et de huit ans. Son autre fille devait aller chez ses grands-parents et son fils être placé dans une institution pour garçons⁴⁶. La mère est demeurée à l'Hospice au moins jusqu'en 1913, agissant comme « aide ». L'une des deux jeunes filles admises et sa sœur sont entrées quelques années plus tard au Noviciat de la Communauté, alors que leur frère est devenu Prêtre.

Bettina Bradbury a souligné que l'enfant d'une mère seule était plus sujet à connaître la pauvreté. Les veuves pauvres étaient considérées comme l'une des principales catégories de nécessiteux desservies par l'assistance charitable externe⁴⁷. En ce sens, le placement en institution n'était pas la seule solution possible en cas de pauvreté. Si l'on compare avec leur nombre dans la société en général, les orphelines de père étaient sous-représentées à l'Hospice. En effet, elles représentent 23 % de notre échantillon (contre 29 % chez les orphelines de mère), alors que selon Bradbury, plus des deux tiers des enfants canadiens de familles monoparentales en 1901 vivaient en ménage avec leur mère, en raison notamment du fait que la mort précoce du père expliquait le plus souvent

⁴⁶ Le cas du quatrième enfant est plus particulier. Étant donné qu'il s'agit d'un garçon, la Supérieure n'a d'autre choix que d'aller chercher de l'aide en dehors des murs de son institution. Elle s'est adressée par conséquent à M. Froideveau, un « charitable citoyen reconnu comme le fondateur d'un établissement des Pères de Montfort qui [...] ouvrirent un orphelinat agricole ». Par l'entremise de M. Froideveau et de Victor Rousselot P.S.S., Eustache, alors âgé de huit ans, a obtenu une place à l'orphelinat agricole. En attendant son départ, il a été envoyé à l'Asile Nazareth, car un jeune homme ne pouvait séjourner entre les murs de l'Hospice. Après cinq ans chez les Pères de Montfort, Eustache est revenu vivre à l'Hospice, alors qu'il était entre les mains du Père Gaudin, chargé spirituel de l'Hospice, qui voulait en faire un Prêtre. Le Père Gaudin lui a donc obtenu une place comme externe au Collège Sainte-Marie pendant 4 ans, puis comme pensionnaire pendant 2 ans, avant d'atteindre son but d'en faire un Prêtre. A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, « Notice biographique », [copie dactylographiée] *Chroniques manuscrites (Octobre 1892 à octobre 1912)*, 26 septembre 1903, p. 213-214.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 250.

l'état de monoparentalité⁴⁸. Chez les parents moins de 55 ans, par exemple, l'étude de Bradbury a révélé que 52 % des enfants vivaient avec une veuve contre 20 % seulement avec un veuf⁴⁹.

Notons, de plus, que 20 des 35 orphelines de père entrées à l'Hospice après 1890, soit 57 % d'entre elles (une proportion plus élevée que chez les autres types d'orphelines), avaient une pension mensuelle payée d'une moyenne de 3,00 \$. Cette demande fréquente de pension chez les orphelines de père de notre échantillon, si mince soit-il, nous porte à émettre l'hypothèse que les Sœurs ont pu se montrer plus exigeantes envers les mères qui cherchaient à placer leur enfant à l'Hospice. Peut-être les mères monoparentales étaient-elles davantage dirigées vers la Salle d'Asile qui facilitait la conciliation entre les besoins des veuves et les exigences sociales à l'égard du rôle maternel attribué aux femmes? En effet, les attentes traditionnelles à l'égard de la femme, plus cohérentes avec les finalités de la Salle d'Asile, auraient pu les pousser à défavoriser la clientèle des orphelines de mère.

Les veuves, si elles pouvaient généralement compter sur la charité à domicile, étaient tout de même dans une situation très délicate puisqu'elles avaient plus de difficultés que les veufs à se remarier, à trouver un emploi salarié et peut-être même, comme nous l'avons vu, à trouver une institution pour placer leur enfant. Dans une société où la famille devait normalement avoir un homme à sa tête, rares étaient les mères monoparentales qui pouvaient gagner un salaire suffisant pour remplacer celui de leur mari⁵⁰. Bien que des statistiques fiables ne soient pas disponibles, on sait que plusieurs milliers de mères de la classe ouvrière montréalaises travaillaient à domicile pour parvenir à joindre les deux bouts⁵¹. Elles pouvaient ainsi coudre tout en surveillant leurs

⁴⁸ *Ibid.*, p.247 et 260.

⁴⁹ *Ibid.*, p.260.

⁵⁰ Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal : Âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, op. cit., p. 242.

⁵¹ Bettina Bradbury, « L'économie familiale et le travail dans une ville en voie d'industrialisation : Montréal dans les années 1870 », In *Maitresses de maison, maitresses*

jeunes enfants. Plusieurs d'entre elles ont probablement eu recours à la Salle d'Asile, ce qui leur permettait de se libérer de certaines tâches maternelles pour effectuer ce travail à domicile exigeant. Bien sûr, certaines ont quand même eu recours au placement de leur jeune fille à plus long terme à l'Hospice Saint-Joseph.

Notre échantillon des registres d'entrées de l'Hospice Saint-Joseph nous a permis de constater que les jeunes filles séparées temporairement de leur mère étaient âgées en moyenne de neuf ans et quatre mois à leur entrée et qu'elles ont été accueillies pour une durée moyenne de séjour de deux ans et neuf mois⁵². Notons que le calcul de la médiane de durée de leur séjour, qui permet de neutraliser les cas extrêmes, a révélé que la moitié des orphelines de père ont séjourné 12 mois ou moins dans l'institution. Le séjour de certaines (20 orphelines) a été en dessous d'une année, alors que 30 d'entre elles ont égalé ou dépassé cette durée. L'amélioration des conditions de vie de la mère, et son remariage pouvaient mettre fin au séjour des orphelines de père.

3.1.3.2 Les orphelines de mère

Aurore, originaire du quartier de Saint-Henri, est entrée à l'Hospice Saint-Joseph en 1906, à l'âge de six ans. Son père, veuf, était barbier. La pension de 5,00 \$ par mois qu'il a payée pour sa fille, en plus de se charger de son habillement, nous laisse croire qu'il était aisé financièrement. C'est sa situation de monoparentalité qui semble être, ici, le facteur principal du placement. Ainsi, en trois mois, il est parvenu à se remarier et à récupérer sa fille. Pour d'autres veufs moins fortunés, aux prises avec la nouvelle condition de monoparentalité en même temps qu'une condition économique difficile, le séjour de leurs enfants en institution semble avoir été plus long. C'est le cas d'Ida, fille

d'école : femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec, sous la dir. de Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 306-307.

⁵² Afin de faire ressortir les durées de séjours approximatives pour chacun des types d'orphelines, nous nous sommes référés à l'écart (en nombre de mois) entre leur date d'entrée et leur date de sortie. Ce calcul de l'écart en mois entre la date d'entrée et la date de sortie nous apparaissait comme étant le plus précis pour établir la durée de séjour des orphelines puisque l'âge des orphelines à leur sortie de l'institution n'avait pas été noté aux registres d'admission de l'Hospice.

d'un journalier veuf, entrée dans l'institution en 1896 à l'âge de six ans. Elle y restera un peu plus de deux ans, après quoi elle a pu quitter l'institution pour retrouver son père remarié⁵³.

Bettina Bradbury a souligné que ce sont les enfants de pères seuls qui étaient les plus susceptibles d'être placés dans une institution charitable, en raison de la difficulté pour ceux-ci de prendre soin de leurs enfants en bas âge sans l'aide d'une femme⁵⁴. De plus, les emplois salariés des pères ne leur permettaient pas d'être auprès de leurs enfants dans le foyer familial. En effet, ils étaient soumis à des horaires de plus de soixante heures par semaine, avec le dimanche pour seul jour de repos⁵⁵. L'historienne Judith Ann Dulberger a également souligné dans sa thèse de doctorat que tout comme la mère, le père veuf qui travaillait devait concilier à la fois les fonctions de pourvoyeur et de maître de maison, ce qui lui était pratiquement impossible⁵⁶. Ainsi, nous avons pu constater dans notre échantillon que des pères qui occupaient une profession plus prestigieuse, telle que navigateur, orfèvre ou relieur, ont été également contraints de laisser temporairement leur enfant en institution vu leur situation monoparentale. L'éducation domestique dispensée par des femmes au sein de l'institution a sans doute également motivé leur choix.

Les orphelines de mère étaient à peine plus âgées que les orphelines de père lors de leur entrée à l'Hospice, soit à l'âge moyen d'environ neuf ans et dix mois. La durée de séjour des orphelines de mère a été en moyenne de deux ans. Tout comme chez les orphelines de père, le calcul de la médiane, plus représentatif des cas les plus typiques, nous a révélé que la moitié des orphelines de mère aurait séjourné dans l'Hospice pendant 12 mois ou moins. Toutefois, les pères des orphelines de cet échantillon ont eu tendance

⁵³ Il est à noter que lorsque la mention « remise à ses parents » était indiquée dans la rubrique « condition de sortie » des registres pour parent qui était veuf à l'origine du placement, nous avons considéré qu'il y avait eu remariage.

⁵⁴ Bettina Bradbury, « Canadian Children Who Lived with One Parent in 1901 », *loc. cit.*, p. 260.

⁵⁵ Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *op. cit.*, p.221.

⁵⁶ Judith Ann Dulberger, « Refuge or Repression: The Role of the Orphan Asylum in the Lives of Poor Children and Their Families in Late Nineteenth-Century America », Thèse de doctorat, Pittsburgh, Carnegie-Mellon University, 1988, p. 165.

à les laisser dans l'institution pendant moins d'un an dans 35 des 67 cas, ce qui est une fréquence plus élevée que pour les orphelines de père (voir le tableau 3.2). Cette durée de séjour habituellement plus courte pourrait s'expliquer par le fait que les veufs se remariaient plus rapidement après le décès de leur conjointe⁵⁷. On peut aussi penser que le père monoparental qui ne se remariait pas avait davantage besoin du travail domestique de sa fille, suscitant ainsi un retrait plus rapide de l'Hospice.

Notons également que le père de 21 des 48 orphelines de mère entrées après 1890, soit près de 44 %, devait payer une pension pour que son enfant séjourne dans l'Hospice. Le montant de ces pensions était en moyenne de 3,38 \$, un montant plus élevé que celui observé chez les orphelines de père. En raison du rôle de pourvoyeur attribué au père dans la société de l'époque, nous nous attendions à ce qu'un nombre plus important de pensions, dont les montants auraient été d'autant plus élevés, aient été demandées aux pères de ces orphelines. Cela dit, il n'est pas impossible que les Soeurs aient considéré que l'Hospice devait principalement servir les besoins des familles monoparentales de père, en conformité avec les prescriptions relatives aux rôles traditionnels des hommes et des femmes. Les sources, malgré leur silence à cet égard, nous portent ainsi à croire que les Soeurs de l'Hospice se sont montrées plus accueillantes envers les pères laissés seuls pour diriger un ménage. En ce sens, elles auraient privilégié l'accueil de ces jeunes filles laissées sans modèle féminin, exigeant par le fait même moins souvent des pensions pour leur porter secours. Mais d'autres recherches seraient nécessaires pour confirmer cette hypothèse.

3.1.3.3 Les « vraies orphelines »

Notre échantillon nous a laissé voir que le séjour des « vraies orphelines », nettement moins nombreuses que les autres (9 %), était d'en moyenne trois ans et deux mois, donc significativement plus long que celui des autres types d'orphelines. Notons également que la médiane des durées de séjour de ces orphelines était de 27 mois. Leur âge moyen

⁵⁷ Bettina Bradbury, « Canadian Children Who Lived with One Parent in 1901 », *loc. cit.*, p. 261.

d'entrée dans l'institution était de onze ans et deux mois, ce qui est plus tardif que chez les autres types d'orphelines. À la fin de leur séjour à l'Hospice, et lorsqu'elles étaient sans ressources familiales, ces orphelines étaient généralement transférées vers d'autres institutions de la Communauté ou bien placées dans des familles d'accueil. Dans le cas où elles étaient toujours liées à des membres de leur parenté, comme à une sœur ou à une tante, elles étaient remises à ces personnes, souvent après un court séjour. Le cas de Dinas, originaire de Sainte-Cécile, qui est entrée dans l'institution en 1882 à l'âge de cinq ans en est un exemple. Elle en est sortie environ six mois plus tard pour être remise à sa sœur.

La durée de séjour moyenne de ces orphelines a certainement été gonflée par celles qui y étaient admises pour des durées déterminées, selon les clauses d'un contrat d'apprentissage. Cette option était en effet souvent imposée à l'orpheline ou à sa parenté qui ne pouvait la garder chez elle, en raison de la complexité de sa situation familiale. Aurélia, par exemple, est entrée à l'Hospice Saint-Joseph en 1903 à l'âge de treize ans après le décès de son père, qui était déjà veuf de sa mère. Elle était à la charge de sa tante qui a accepté de l'habiller, de la laver et de la chausser pendant les cinq années de son placement.

3.1.3.4 Les orphelines dont les deux parents étaient vivants

Les orphelines dont les deux parents étaient toujours vivants sont celles qui sont restées le moins longtemps à l'Hospice Saint-Joseph. Ces orphelines, chez qui le facteur économique semble avoir été le plus influent dans le placement de l'enfant, ont été placées dans 77 % des cas pour une durée de moins d'un an, ce qui est une proportion nettement plus élevée que chez les autres types d'orphelines. La durée moyenne de leur séjour était d'environ un an et deux mois, ce qui est également beaucoup plus court que chez les autres types d'orphelines. Le calcul de la médiane nous révèle que la moitié de ces orphelines ont séjourné 8 mois ou moins dans l'institution. Nous avons également

constaté à partir de notre échantillon que ces orphelines dont les deux parents étaient toujours vivants entraient à l'Hospice à un âge moyen de dix ans et un mois.

Quelques cas illustrent bien les motivations des familles « complètes » qui ont eu recours au placement d'un de leurs enfants pour une brève période de temps. Eulodie, par exemple, native de Saint-Bruno, est entrée à l'Hospice en 1877 à l'âge de cinq ans. Sa mère et son père journalier l'ont placée pendant environ un mois, probablement le temps nécessaire pour qu'une situation économique délicate se résorbe. Plus court encore a été le séjour de Philomène, originaire de Montréal, qui est entrée dans l'institution en 1906 à l'âge de quatorze ans. Ses parents qui demeuraient dans le quartier Delorimier de Maisonneuve, avec ses quatre autres frères et sœurs, l'ont placée pour la très courte durée de six jours. En plus des aléas de la vie économique, plusieurs familles ont eu à placer pour de courtes durées leurs enfants à l'Hospice Saint-Joseph lorsque la mère était trop malade pour accomplir les tâches domestiques. Notons que pour ce type d'orphelines, tout comme pour les autres, la très courte durée du séjour n'empêchait pas d'exiger une pension aux familles moins pauvres. 40 % des familles « complètes » ont dû, ainsi, verser une pension à l'Hospice⁵⁸.

Les durées de séjour n'étaient toutefois pas toutes aussi courtes chez ces orphelines puisque la raison d'une crise familiale (financière ou non) n'a pas toujours motivé le placement de l'enfant. Notre échantillon nous a en effet permis de constater que des parents capables de subvenir financièrement aux besoins de leur enfant ont choisi d'envoyer leur fille en institution afin, il semblerait, de leur offrir une éducation ménagère ou religieuse. Marie Anne, par exemple, a passé un séjour de trois ans dans l'institution avant d'entrer au Noviciat de la Communauté des Soeurs Grises. Son père, un cocher qui vivait dans Maisonneuve avec sa mère, a payé 3,00 \$ par mois pour qu'elle

⁵⁸ Parmi les 68 orphelines de l'échantillon dont les deux parents étaient toujours vivants, 27 sont entrées après 1890 en versant une pension, soit près de 40 % d'entre elles et le montant de cette pension s'élevait en moyenne à 3,69 \$, soit un montant un peu plus élevé que celui exigé aux orphelines de familles monoparentales.

y vive et y reçoive cette éducation religieuse⁵⁹. Le cas de Marianne, une jeune fille de Richmond, qui est entrée à l'Hospice à l'âge de 11 ans pour n'en ressortir qu'à l'âge de 17 ans illustre également cette situation. Bien que le métier de son père nous soit demeuré inconnu, nous savons qu'il était en mesure de verser une pension de 4,00 \$ par mois durant son séjour. Ces cas, bien qu'ils soient loin d'être majoritaires, nous permettent néanmoins de constater les disparités de clientèles rencontrées dans l'Hospice Saint-Joseph, une institution qui desservait à la fois de jeunes filles de milieux pauvres ou plus aisés, durant quelques jours, quelques mois ou même quelques années.

3.1.4 Sortir de l'institution

Rares étaient les orphelines placées dans des familles d'accueil ou transférées dans d'autres institutions charitables après leur admission à l'Hospice Saint-Joseph. Tout comme l'a constaté l'historienne Janice Harvey pour le cas de deux institutions protestantes pour enfants, il semblerait que les administratrices de l'Hospice Saint-Joseph, dans leur vision traditionnelle de la charité, n'ont pas privilégié le système de placement dans des familles d'accueil. Lorsqu'elles le faisaient, leurs *Constitutions* leur dictaient la prudence avec laquelle elles devaient agir

Quand il s'agira d'en placer quelqu'une encore jeune, elles prendront toutes les précautions que la prudence et la charité leur recommandent, pour s'assurer que l'enfant sera bien traité et ne courra aucun danger, soit pour le corps, soit pour l'âme. Elles se procureront, à cette fin, des renseignements certains et favorables sur les personnes qui voudraient se charger de cette enfant : et après avoir communiqué ce renseignement à leur Supérieure, elles se conduiront selon ses ordres. Elles ne laisseront point partir les enfants, sans leur donner tous les avis qui

⁵⁹ En ce qui concerne les filles illégitimes, les données sont plus rares et ne nous permettent que peu de déductions. Nous pouvons néanmoins avancer que la durée de séjour des filles illégitimes dans l'institution a été assez courte en raison du nombre élevé de décès chez ces enfants. Le cas de Marie-Agnès est typique de la situation. Cette jeune fille a été retirée de la Crèche pour être envoyée à l'Hospice Saint-Joseph en mai 1876 et elle est décédée en juillet 1876. L'échantillon des filles illégitimes a révélé que sur leurs 28 séjours, 19 ont duré moins d'un an, alors que neuf ont duré plus d'un an.

pourront leur être nécessaires, et les exhorteront à venir les voir de temps en temps, si elles en ont la facilité⁶⁰.

Les administratrices de l'Hospice Saint-Joseph ont préféré garder les orphelines entre les murs de leur institution, en exigeant d'elles une contribution aux tâches d'entretien et de financement, avant de les remettre à leur famille naturelle. Ainsi, mis à part les quelques cas de placement (dans 5,2 % des cas), de décès (dans 4,7 % des cas) ou de désertion (dans 1 % des cas), les jeunes filles ont normalement été remises à un membre de leur famille lors de leur sortie (dans 81,7 % des cas). Également, 23 d'entre elles (1,6 % des cas) sont entrées au Noviciat de la communauté après leur séjour à l'Hospice. Certaines mentions sont faites aux *Chroniques* au sujet de cette option jugée positive par les Soeurs :

« [...] six de nos enfants ont eu le même bonheur [d'entrer au Noviciat], elles choisissent la meilleure part, puissent-elles persévérer »⁶¹, « Deux de nos orphelines font leur entrée au Noviciat [...] Nul doute que plusieurs [orphelines] enviaient le bonheur de ces deux élues »⁶², « [...] une de nos élèves à la Salle Ste-Marie [...] a le bonheur d'entrer à notre Noviciat »⁶³.

Les jeunes filles qui sont demeurées dans l'institution jusqu'à leur majorité (ou jusqu'à un âge où les Soeurs les jugeaient assez « matures »⁶⁴), pour leur part, ont souvent été envoyées sur le marché du travail à leur sortie. Dans ce contexte, les Soeurs tentaient habituellement de les diriger vers des maisons privées pour qu'elles deviennent

⁶⁰ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, MIC B524 13837 GEN, *Constitutions des Soeurs de la Charité, administratrices de l'Hôpital-Général de Montréal dites vulgairement Soeurs Grises*, non daté, Montréal, Imprimerie de l'Hôpital Général, p. 314.

⁶¹ A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, [copie dactylographiée] *Chroniques manuscrites (Octobre 1892 à octobre 1912)*, 1^{er} mars 1907, p. 367.

⁶² *Ibid.*, 6 septembre 1906, p. 346.

⁶³ *Ibid.*, 15 juillet 1909, p. 441.

⁶⁴ Nous faisons ici référence aux *Constitutions* de la communauté dans lesquelles il est mentionné que : « [...] Les Soeurs, autant que leurs moyens le permettent, s'efforceront de garder sous leurs soins les petites filles orphelines qu'elles élèvent, tant qu'elles ne les verront point, à raison de leur âge ou de leur caractère, suffisamment prémunies contre les dangers du monde. » Bibliothèque et Archives nationales du Québec, MIC B524 13837 GEN, *op.cit.*, p. 314.

domestiques⁶⁵. Comme nous avons pu le constater à quelques reprises dans les recensements, certaines orphelines devenues domestiques après leur séjour à l'Hospice demeuraient le plus souvent avec la famille pour laquelle elles travaillaient⁶⁶.

Les *Chroniques* nous révèlent que les Soeurs, constatant la place qu'occupaient leurs anciennes orphelines dans la société, semblaient satisfaites du travail accompli. En 1902, elles disaient :

On trouve aujourd'hui un grand nombre d'entr'elles au milieu du monde. Elles y conservent les fruits d'une bonne et pieuse éducation. Parmi les différentes élèves [...] plusieurs ont embrassé la vie religieuse. Plusieurs sont devenues de bonnes mères chrétiennes qui sont l'édification de la société [...]⁶⁷

Chez les filles illégitimes, les conditions de sortie mentionnées aux registres de l'institution sont bien différentes. La plupart, lorsqu'elles ne mourraient pas dans l'institution (dans 37 % des cas), étaient placées (dans 44 % des cas). Quelques-unes ont aussi été transférées dans d'autres institutions charitables (dans 14 % des cas) ou encore ont été redonnées à leur mère d'origine ou à leur mère adoptive (dans 4 % des cas). Selon l'historien Peter Gossage, les Soeurs Grises élevaient, dans leurs institutions, les enfants illégitimes de leur retour de nourrice jusqu'à l'âge où ils pouvaient être engagés, soit vers un âge entre sept et dix ans. Par la suite, la plupart de ces enfants étaient placés en ville comme domestiques ou comme apprentis⁶⁸. À cet effet, nous avons constaté que plusieurs filles illégitimes de l'Hospice Saint-Joseph ont été envoyées notamment chez des cultivateurs, des marchands, des ouvriers spécialisés ou des membres des professions libérales chez qui elles agissaient à titre de domestiques.

⁶⁵ J. Germano, « Histoire de la charité à Montréal », *La Revue canadienne*, vol. 32, 1896, p. 435.

⁶⁶ Nous faisons ici référence aux recensements canadiens de 1881, 1891, 1901 et 1911 qui ont été consultés à partir des informations relatives à l'échantillon des orphelines tiré de A.S.G.M. F116 11 C2, [Registres d'entrée de l'Hospice Saint-Joseph], 1874-1911.

⁶⁷ A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, « Notice sur le Révérent M.J.A. Gauthier », [copie dactylographiée] *Chroniques manuscrites (Octobre 1892 à octobre 1912)*, 25 mai 1902, p. 198-199.

⁶⁸ Peter Gossage, « Les enfants abandonnés à Montréal au 19e siècle: la Crèche d'Youville des Soeurs Grises, 1820-1871 », *loc.cit.*, p.548.

Quant au nombre élevé de décès chez ces enfants illégitimes, il était dû, selon l'historienne Marie-Aimée Cliche, à un besoin quasi vital pour les filles-mères de garder secrète la naissance de leur enfant⁶⁹. Dans cette optique, les jeunes filles célibataires qui accouchaient s'empressaient de déposer leur enfant à la Crèche des institutions religieuses, mettant ainsi en péril la survie à court terme du nourrisson.

3.2 La vie en institution

Le bon fonctionnement de l'institution devait être assuré par un horaire régulier et rigoureux. Ainsi, les orphelines, tout comme les personnes qui vivaient à l'Hospice Saint-Joseph, étaient soumises à cet horaire :

À quatre heures et demie le lever. [...] À cinq heures moins dix minutes, la Prière et l'Oraison en commun [...] À cinq heures et demie, les Soeurs iront faire les lits des pauvres [...] À six heures, on ira en silence entendre la Sainte Messe [...] À sept heures, les Soeurs iront au Réfectoire, pour prendre le Déjeuner en commun [...] À sept heures et demie, le Travail [...] À neuf heures, l'on récitera les Prières d'usage en l'honneur de la divine providence et l'on fera la lecture spirituelle en commun [...] À dix heures et demie, le Dîner des Pauvres [...] À onze heures et quart, l'Examen particulier en commun [...] À onze heures et demie, le Dîner, pendant lequel on fera la lecture de table [...] Après le Dîner on se rendra à l'Église [...] Récréation jusqu'à une heure [...] À une heure on se mettra au Travail comme le matin [...] À une heure et demie, l'on récitera les Prières et aspirations [...] À trois heures, la Collation [...] À cinq heures, le Service des Pauvres [...] À cinq heures et demie, l'on récitera le Chapelet et les autres prières d'usage [...] À six heures et demie, le Souper, et la Récréation, jusqu'à huit heures. À huit heures, se fera la Prière du soir [...] On se retirera à neuf heures et un quart : toutes devront être couchées au plus tard à neuf heures et demie [...].

Une telle rigueur dans l'horaire permettait de faire fonctionner l'institution malgré ses débordements de clientèle. En ce sens, la rigidité de cet horaire était inévitable aux yeux des Soeurs qui cherchaient d'autant plus à protéger les jeunes filles qu'elles accueillaient en leur offrant un mode de vie stable et axé sur la religion. L'éducation qui leur était dispensée, complémentée de ces habitudes de vie, visait à en faire de bonnes mères chrétiennes. Cela est visible dans la formation qui était offerte aux orphelines.

⁶⁹ Marie-Aimée Cliche, « Les filles-mères devant les tribunaux de Québec, 1850-1969 », *Recherches sociographiques*, vol. 32, no 1 (1991), p. 38.

3.2.1 La formation

*L'orphelinat est encore le meilleur milieu d'éducation [...] beaucoup de foyers sont impropres à la formation des enfants*⁷⁰.

Une large place a été consacrée à l'éducation des orphelines à l'Hospice Saint-Joseph⁷¹. L'ensemble des jeunes filles, qu'elles aient été légitimes ou illégitimes, recevait apparemment la même éducation. La vie rythmée par les activités religieuses en institution visait à faire de ces enfants de bonnes chrétiennes. L'évaluation fréquente de leurs connaissances religieuses que nous ont révélées les *Chroniques* en fait la preuve. Ces récits du quotidien nous démontrent en effet que la recherche de l'excellence dans ces apprentissages était encouragée, notamment, par la distribution de prix de nature religieuse par le Chapelain, le Curé ou les Sœurs, afin de « récompenser leur application au travail »⁷².

Au-delà des obligations religieuses, l'éducation des orphelines devait correspondre aux rôles sociaux d'épouse et de mère qui étaient attribués à la femme, tout en respectant l'idée que ces enfants de la classe ouvrière ne devaient pas espérer autre chose qu'un travail manuel. Les Soeurs Grises de l'Hospice Saint-Joseph devaient donc former les jeunes filles selon les normes et les savoirs-faire nécessaires à la maternité et à la

⁷⁰ Soeur Allaire, « L'entrée à l'orphelinat » [Travail présenté à la Conférence des Oeuvres sociales et charitables tenue à Montréal du 7 au 10 octobre 1929], *École sociale populaire*, no 193 (février 1930), p. 9.

⁷¹ Les orphelines âgées de moins de sept ans ont bénéficié de l'instruction à la salle d'Asile attenante à l'Hospice, alors que celles âgées de plus de sept ans recevaient leur instruction directement dans l'Hospice. Huguette Lapointe-Roy, *op. cit.*, p. 149.

⁷² A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, [copie dactylographiée] *Chroniques manuscrites (Octobre 1892 à octobre 1912)*, 21 juin 1896, p. 94.

domesticité⁷³ afin qu'elles deviennent de bonnes épouses et de bonnes mères, mais aussi des femmes assez robustes et travailleuses pour gérer leur ménage⁷⁴.

Avant même la prise de possession de l'Hospice par les Soeurs Grises, les orphelines qui y demeuraient recevaient une instruction « propres à leur condition ». Le bienfaiteur de l'institution, Olivier Berthelet, a d'ailleurs mentionné à cet effet que « le but principal était de recevoir de jeunes orphelines pour les former à la vertu et aux travaux manuels »⁷⁵. La petite équipe de trois femmes laïques offrait donc aux pensionnaires une éducation religieuse et leur enseignait principalement la couture⁷⁶.

L'éducation que les Sœurs Grises ont offerte aux orphelines était également fondée sur la religion et sur une division de la société en fonction de la classe sociale et du sexe. À cet effet, les *Constitutions* de la Communauté étaient claires au sujet de l'éducation que les Sœurs devaient dispenser

4. [...] Elles tiendront toutes leurs Orphelines proprement et décemment vêtues, et elles s'appliqueront à leur donner l'amour et l'habitude de la modestie, qu'elles leur feront envisager comme le plus bel ornement de leur sexe. [...] 5. Elles travailleront à former les enfants, de bonne heure, à la piété, mais à une piété simple et solide. Prenant garde de les surcharger des pratiques trop onéreuses pour leur âge, elles s'appliqueront, avant tout, à bien les instruire et à les faire s'acquitter d'une manière exacte de leurs devoirs essentiels; elles chercheront surtout à leur donner une grande horreur du péché. [...] 7. Les Soeurs donneront à leurs Orphelines l'instruction qui convient à leur âge et à leur condition. Elles les instruiront selon la méthode utilisée dans l'Institut, et elles s'efforceront d'exciter parmi elles une sage émulation. 8. Une partie essentielle de l'éducation qu'elles leur doivent est de leur apprendre les ouvrages propres à leur sexe, et de les exercer dans les soins du ménage, selon

⁷³ Denise Lemieux, « La socialisation des filles dans la famille », In *Maîtresses de maison, maîtresses d'école : Femme, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, sous la dir. de Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 240.

⁷⁴ Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal : Âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, op. cit., p. 201.

⁷⁵ A.S.G.M., L10 M1 2, *École Ménagère Professionnelle de l'Hospice Saint-Joseph*, Montréal, non daté, p. 1

⁷⁶ *Le diocèse de Montréal à la fin du dix-neuvième siècle*, publié avec l'approbation de Mgr Paul Bruchési, Montréal, Eusèbe, Sénécal et cie, imprimeurs-éditeurs, 1900, p. 112.

que les enfants en sont capables. Elles formeront aussi à la politesse selon leur âge et leur condition.⁷⁷

Bien que les communautés religieuses ajoutaient quelques variantes dans leur « programme maison », elles présentaient majoritairement le contenu proposé par le département de l'Instruction Publique et s'inspiraient des degrés de scolarité proposés⁷⁸. Ainsi, en plus de veiller à l'instruction morale et religieuse des orphelines, les Sœurs leur enseignaient l'écriture, la lecture, le calcul, la géographie et l'histoire⁷⁹. Ces jeunes filles devaient aussi apprendre à faire la cuisine, à tenir en ordre une maison, à être aimables en société, à tenir des comptes de ménagère, à écrire des lettres et surtout à coudre⁸⁰. Les Soeurs Grises éduquaient ces enfants pour en faire de jeunes filles disciplinées en fondant leur instruction sur les valeurs d'ordre, d'obéissance et de respect de l'autorité. Conformément à leur conception de leur propre rôle « maternel » auprès des orphelines, les Soeurs exerçaient toutefois cette discipline avec discernement et compassion. En effet, elles devaient à la fois représenter une figure d'autorité et de confiance auprès des orphelines. Ainsi, il était spécifié aux *Constitutions*

[...] En reprenant et en corrigeant leurs Orphelines quand il sera nécessaire, elles [les Sœurs] prendront garde de faire des réprimandes avec humeur et impatience; ce qui serait plutôt nuisible que profitable aux enfants. Elles seront aussi d'une très grande discrétion dans le choix des pénitences, qu'elles pourront être obligées quelquefois de leur infliger. Quoiqu'elles doivent toujours se montrer fermes et se faire un peu craindre des enfants, elles chercheront par-dessus tout à se faire aimer d'elles et à leur inspirer une grande confiance⁸¹.

⁷⁷ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, MIC B524 13837 GEN, *Constitutions des Soeurs de la Charité, administratrices de l'Hôpital-Général de Montréal dites vulgairement Soeurs Grises*, non daté, Montréal, Imprimerie de l'Hôpital Général, p. 310-335.

⁷⁸ Marie-Paule Malouin et Micheline Dumont, « L'évolution des programmes d'étude (1850-1960), In *Les couventines : L'éducation des filles au Québec dans les congrégations religieuses enseignantes 1840-1960*, sous la dir. de Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid, Montréal, Boréal Express, 1986, p. 83.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 85.

⁸⁰ Émilie Maconnet, « Enseignement de la couture dans les écoles primaires », *Journal de l'Instruction Publique*, vol. 1, no 2, 1880, p. 22.

⁸¹ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, MIC B524 13837 GEN, *op. cit.*, p. 312.

Les bouleversements sociaux du XIX^e siècle ont suscité de nombreuses interrogations sur le rôle des femmes dans la société industrielle. « Où est la place de la femme? Où se passe sa vie? Dans l'intérieur domestique » disait-on dans le *Journal de l'Instruction Publique* en 1875⁸². De là venait l'importance pour les jeunes filles d'apprendre la « science domestique » qu'elles pourraient appliquer plus tard dans leur propre ménage. L'Église catholique soulignait également l'importance de l'éducation de la femme en fonction de ses rôles d'épouse et de mère dans le *Manuel des parents chrétiens*. Dans ce manuel destiné aux mères, l'Église donnait à la femme un rôle primordial : « Les femmes sauvent ou perdent le monde, suivant qu'elles sont bonnes ou mauvaises ». Leur formation nécessitait par conséquent qu'on leur inculque des qualités telles que la pudeur, la franchise, l'honnêteté, l'esprit de dévouement et de sacrifices et le mépris pour le luxe, perçues comme étant nécessaires aux fonctions d'épouse et de mère⁸³.

Bien que la présence d'orphelins⁸⁴ à l'Hospice Saint-Joseph ait été rare et sporadique, elle nous permet de constater que les visées éducatives n'étaient pas les mêmes pour les filles et les garçons. En effet, alors que l'éducation préparait les filles à remplir leur rôle maternel, elle visait plutôt à préparer les garçons à la vie religieuse ou aux professions libérales. La contribution des Soeurs de l'Hospice à la formation des orphelins était surtout de subvenir à leurs besoins dans leur institution alors qu'ils fréquentaient le Collège de Montréal des Sulpiciens ou le Collège Sainte-Marie des Jésuites. Dans le cas où ils n'allaient pas encore au Collège, ces orphelins vivaient à l'Hospice, mais se rendaient chez les Frères des Écoles Chrétiennes afin d'y recevoir une éducation au

⁸² Paul Janet, « Difficulté de l'éducation des filles » *Journal de l'Instruction Publique*, vol. 19, no 5, 1875, p. 68.

⁸³ *Le Manuel des parents chrétiens*, présenté dans : Denise Lemieux, « La socialisation des filles dans la famille », In *Maîtresses de maison, maîtresses d'école : femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, sous la dir. de Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 257-258.

⁸⁴ Les orphelins sont souvent présentés sous la mention d'écoliers dans la section soit des « orphelins », des « hommes pauvres » ou des « écoliers », dans les registres d'entrées de l'institution. Ils fréquentaient l'institution au nombre d'un, deux et rarement trois par année. Nous avons peu de détails à leur sujet étant donné qu'ils ne figurent pas dans la portion du brouillard des registres. Néanmoins, nous avons tenté d'en connaître davantage sur certains cas présents dans notre échantillon. La durée de leur séjour pouvait s'étendre entre quelques mois et quelques années, selon la durée des études qu'ils entreprenaient au collège.

quotidien⁸⁵. Ce cheminement propre aux orphelins, comme l'a mentionné Soeur Bernardine des Soeurs de la Providence à la *Conférence des Oeuvres sociales et charitables* en 1929, leur était indispensable, car : « [...] sans cette protection [ils] n'auraient pas [eu] l'avantage de faire un cours classique. Un bon nombre ont pu réaliser ainsi le rêve de leur vie, en voyant s'ouvrir devant eux les avenues du sacerdoce, de la vie religieuse ou des professions libérales »⁸⁶.

« [...] Il faut bien se garder d'élever l'enfant pour une autre condition que celle dans laquelle il est appelé à vivre. Le propre de la vraie éducation ne doit pas être de déplacer socialement l'élève [...] », a-t-on dit dans le Journal le *Nouveau Monde* en 1868. Aux yeux des élites, l'éducation religieuse apparaissait comme un instrument privilégié pour maintenir l'intégrité des frontières sociales. Ainsi, à leurs yeux, les membres des « classes inférieures » devaient accepter de se conformer aux exigences de leur destinée sociale et l'accepter comme une volonté providentielle. Dans cette optique, l'éducation religieuse qui était dispensée aux orphelines ne devait pas viser la mobilité sociale de celles-ci, mais devait plutôt respecter scrupuleusement les attentes sociales à l'égard de la classe ouvrière. Les Sœurs devaient ainsi rendre un enseignement conforme au milieu social de leurs orphelines, en évitant une instruction trop avancée comme celle dispensée dans les pensionnats pour les jeunes filles bourgeoises⁸⁷.

Les Sœurs devaient, comme Sylvie Côté l'a également constaté dans son étude sur l'Hospice du Sacré-Coeur de Sherbrooke, inculquer très tôt aux orphelines le goût du travail, une valeur qu'elles jugeaient essentielle⁸⁸. Les jeunes filles étaient par conséquent rapidement mises au travail, selon les capacités que permettait leur âge. En

⁸⁵ Huguette Lapointe-Roy, *op. cit.*, p. 149.

⁸⁶ Soeur Bernardine, « Le séjour à l'orphelinat » [Travail présenté lors de la Conférence sur les Oeuvres sociales et charitables tenue à Montréal du 7 au 10 octobre 1929], *École sociale populaire*, no 193 (février 1930), p. 20.

⁸⁷ Marie-Paule Malouin, *Ma sœur, à quelle école alliez-vous? Deux écoles de filles à la fin du XIX^e siècle*, Montréal, Fides, 1985, p. 146.

⁸⁸ Sylvie Côté, « L'oeuvre des orphelins à l'Hospice du Sacré-Coeur de Sherbrooke (1875-1965) », *Journal of Eastern Townshippis Studies*, vol. 16 (printemps 2000), p. 6 [En ligne] consultée le 25 juillet 2010.

plus de leur permettre de contribuer aux frais de l'institution, leur participation aux travaux des Sœurs les formait à devenir de bonnes « maîtresses de maison »⁸⁹. « L'Ouvroir » de l'Hospice Saint-Joseph les formait à la couture et les mettait « en état de gagner leur vie »⁹⁰. Très tôt, les fillettes devaient donc apprendre à coudre et à tricoter⁹¹. Dans un article qui porte sur les orphelines des Soeurs Grises dans la *Revue canadienne* en 1896, on dit que les orphelines étaient instruites : « [...] dans l'établissement qu'elles ne quitt[ai]ent jamais et où elles apprenn[ai]ent en dehors des connaissances scolaires habituelles, la couture, le repassage, le raccommodage du linge [...] et les soins du ménage »⁹². Cette importance d'apprendre la couture aux orphelines à l'Hospice Saint-Joseph allait de concert avec les attentes envers la femme qui ont été présentées dans le *Journal de l'Instruction publique* en 1876

N'est-ce pas elle qui est principalement chargée de veiller à l'ordre et à l'arrangement du ménage, à l'ameublement, à la confection du linge et des vêtements? N'est-ce pas elle qui mesurera, qui taillera, qui découpera, qui façonnera le plus souvent de ses propres mains ses vêtements et ceux de ses enfants, le linge de corps, de lit, de table, et de ménage, les rideaux des fenêtres et du lit, les tapisseries [...] ⁹³

Alors que dans les pensionnats cela constituait un loisir, l'apprentissage de la couture dans les hospices n'était pas étranger à la volonté de transmettre aux jeunes filles une éducation en rapport avec leur rôle maternel et leur position sociale. En ce sens, la valorisation du travail (de couture ou non), tout comme l'historienne Pascale Quincy-Lefebvre l'a démontré pour les institutions françaises, assurait la survie future de l'enfant et était porteuse de valeurs, notamment pour les jeunes filles provenant de la classe ouvrière. Elle se faisait dans l'optique où les qualités qui étaient exigées de l'enfant en institution anticipaient celles qui allaient être exigées d'elles, que ce soit dans le marché

⁸⁹ Nicole Thivierge, *Histoire de l'enseignement ménager-familial au Québec 1882-1970*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, p. 50.

⁹⁰ *Le Diocèse de Montréal à la fin du dix-neuvième siècle*, Montréal, SÉNÉCAL et Cie imprimeur-éditeurs, 1900, p. 186.

⁹¹ Denise Lemieux, «La socialisation des filles dans la famille», *op. cit.*, p. 254.

⁹² J. Germano, *loc. cit.*, p. 434.

⁹³ «De l'éducation des filles», *Journal d'éducation de Bordeaux*, présentée dans : *Journal de l'Instruction publique*, vol. 20, no 1 (janvier 1876), p. 2.

du travail ou dans le foyer familial⁹⁴. Au Québec, le *Journal de l'Instruction publique* a laissé entrevoir des positions similaires. En 1876, on y disait des jeunes filles de la classe ouvrière qu'elles : « deviendront plus tard des femmes d'ouvriers, de paysans, d'employés de commerce, etc. [et qu'elles] doivent recevoir une éducation en rapport avec leur position future »⁹⁵. Cela a également été mentionné chez les Sœurs Grises, dans *L'École sociale populaire* en 1930, alors que Sœur Allaire écrivait que l'éducation des orphelins

[...] doit être en rapport avec ses obligations futures : [que] ses possibilités d'action alors dépendent, en grande partie, de sa culture physique, de son tempérament moral, et de l'éducation qu'il reçoit aujourd'hui [...] [que] l'éducation qu'il aura aujourd'hui aura sa répercussion dans la vie sociale de demain...⁹⁶

Tout indique que c'est dans cette perspective qu'on entrevoyait l'éducation à l'Hospice Saint-Joseph.

3.2.2 Les loisirs et les visites

Les *Chroniques* de l'institution nous révèlent que pendant plusieurs années, les jeunes filles allaient en catéchisme à l'église Notre-Dame quotidiennement, en pèlerinage ou en retraite préparatoire lorsque le moment de leur première ou de leur seconde communion était venu. Elles allaient également fréquemment chanter la messe dans la chapelle de l'institution ou dans d'autres églises. Les différentes chroniqueuses de l'Hospice ont accordé beaucoup d'importance à ces actions et ont glorifié sans cesse le travail des jeunes chanteuses dans leurs écrits.

⁹⁴ Pascale Quincy-Lefebvre, *Familles, institutions et déviances. Une histoire de l'enfance difficile : 1880 – fin des années trente*, « Coll. Économies et sociétés contemporaines », Paris, Économica, 1997, p. 369.

⁹⁵ Émilie Marconnet, « Enseignement de la couture dans les écoles primaires », *Journal de l'Instruction publique*, vol.20, no 1 (janvier 1876), p.22.

⁹⁶ Sœur Allaire, *loc. cit.*, p. 9.

Les *Chroniques* nous éclairent également sur les sorties des orphelines et sur les visites reçues en institution. On y apprend que les orphelines passaient principalement leurs jours de congé en campagne, surtout au Mont Carmel, l'une des terres des Soeurs Grises, ou à d'autres endroits, dont les frais étaient assumés par différents bienfaiteurs. Le 8 juillet 1898, par exemple, il est raconté dans les *Chroniques* que

M. Bougeault, employé de la « Presse » vient proposer un congé au bout de l'Isle pour nos orphelines, sous les auspices de la « Presse ». Ma Soeur Supérieure accepte l'offre, elle loue 2 cars urbains pour se rendre avec les enfants jusqu'à la rue LaSalle le 11 courant. Là, les agents de la « Presse » se chargent de conduire nos enfants au parc, de leur donner à dîner, etc., puis de les reconduire le soir à la rue LaSalle où les 2 chars de louage doivent les attendre pour le retour. On a chargé \$ 5.00 pour ces 2 chars. »⁹⁷

Les Sulpiciens, près des Soeurs de l'institution, conviaient également parfois les jeunes orphelines à des activités extérieures ou à des fêtes. Ces sorties, en plus de permettre aux orphelines de passer quelques heures en dehors des murs de l'institution, offraient possiblement à l'Hospice une visibilité aux yeux des citoyens et des organismes charitables qui pouvaient par la suite lui verser un aide financière⁹⁸.

Les orphelines étaient également parfois conviées à des funérailles à l'extérieur de la maison. Dans ces circonstances, elles accompagnaient des membres du personnel religieux de l'Hospice afin de démontrer la sympathie de leur institution envers des personnes dévouées ou de souligner la solidarité de la Communauté envers des consoeurs décédées. Notons toutefois que si les Sœurs voyaient d'un bon oeil ces sorties, elles devaient tout de même respecter certaines consignes afin de préserver la moralité de leurs orphelines. Leurs *Constitutions* leur rappelaient qu'elles « ne laisseront jamais les

⁹⁷ A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, « Notice sur le Révérent M.J.A. Gauthier », [copie dactylographiée] *Chroniques manuscrites (Octobre 1892 à octobre 1912)*, 8 juillet 1898, p. 157-158.

⁹⁸ C'est du moins ce qu'a constaté Sylvie Ménard dans son étude sur l'Institut Saint-Antoine. Sylvie Ménard, *Des enfants sous surveillance: La rééducation des jeunes délinquants au Québec (1840-1950)*, Montréal, VLB Éditeur, 2003, p. 155.

Orphelines sortir seules de la Maison, sous quelque prétexte que ce soit; mais elles leur donneront toujours une compagne sage et discrète, et déjà un peu âgée »⁹⁹.

La vie en institution était également ponctuée de quelques visites, principalement d'ordre religieux. Les principales visites étaient celles du Curé et du Chapelain (et confesseur) qui venaient voir les orphelines en prenant soin de visiter chacune des salles. La Mère Vicaire venait également faire sa visite de l'institution quelques fois par année, en suivant, comme on le mentionne aux *Chroniques*, « en tout point ce qui est dans le Coûtumier » afin de s'assurer que l'Hospice était conforme aux exigences de la Communauté¹⁰⁰. Les Soeurs recevaient également à de rares moments des Messeigneurs qui venaient visiter l'institution dans son ensemble. Après la messe, en 1896, l'Archevêque de Montréal Édouard-Charles Fabre fait une visite à l'Hospice

[Il] commence par les plus jeunes [...] visite ensuite l'infirmerie et la salle des orphelines où toutes les enfants sont réunies. Sa Grandeur se rend à la Salle d'Asile où il reçoit les compliments et les chants utilisés en de semblables circonstances et tels qu'on avait fait dans la salle des orphelines. En descendant, Monseigneur s'arrête à la Pharmacie et se rend au Parloir [...].¹⁰¹

Quelques anciennes pensionnaires, qui gardaient contact avec l'institution, rendaient aussi parfois visite aux Soeurs et aux jeunes filles. L'ensemble de ces visites, comme l'a dit la chroniqueuse : « quoique courtes, romp[aient] la monotonie dans la communauté et f[aisaient] du bien »¹⁰².

Les contacts entre les parents et les enfants étaient également privilégiés à l'Hospice Saint-Joseph. Ainsi, dans les *Chroniques*, nous avons constaté à quelques reprises que des parents ont pu assister à certains événements de la vie de leur enfant, comme à leur

⁹⁹ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, MIC B524 13837 GEN, *Constitutions des Soeurs de la Charité, administratrices de l'Hôpital-Général de Montréal dites vulgairement Soeurs Grises*, *Op. cit.*, p. 311.

¹⁰⁰ A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, *op.cit.*, 8 novembre 1897, p. 133.

¹⁰¹ *Ibid.*, 25 février 1896, p. 85.

¹⁰² *Ibid.*, 24 mai 1907, p. 378.

première communion¹⁰³. Dans cette optique, comme le souligne Judith Ann Dulberger, dans son étude sur *l'Albany Orphan Asylum*, l'orphelinat n'agissait pas comme lieu de séparation pour briser la « ligne du paupérisme » ou le cycle de pauvreté, mais bien comme un refuge pour permettre aux familles de demeurer intactes¹⁰⁴. Ainsi, l'Hospice, tout comme les *Orphan Homes*, ne cherchait pas à séparer les orphelines de leurs familles, mais leur offrait plutôt un refuge lors d'une situation précaire¹⁰⁵.

L'Hospice Saint-Joseph remplaçait ainsi de façon temporaire les parents dans une optique *protective* selon la classification de l'historien Timothy Hasci¹⁰⁶. Conformément à cette catégorie la plus courante chez les institutions catholiques, les Soeurs exerçaient un contrôle qui se voulait protecteur sur les enfants en leur dispensant une éducation axée sur la religion catholique et en privilégiant, quoique de façon encadrée, les contacts avec le monde extérieur. Dans le même sens, comme nous l'avons vu précédemment, les orphelines accueillies à l'Hospice retournaient généralement dans leur famille après un séjour d'une ou deux années.

Bien qu'elles se soient montrées ouvertes, les Soeurs exerçaient néanmoins un contrôle sur les contacts entre parents et enfants. Leurs *Constitutions* stipulaient que « les personnes du dehors ne pourront ordinairement visiter les Pauvres et les enfants qu'à certains jours et heures fixés : ces jours et ces heures seront déterminés par la Supérieure générale pour chaque Maison, selon les circonstances des lieux et des saisons¹⁰⁷ ».

¹⁰³ *Ibid.*, 21 mai 1896, p. 91.

¹⁰⁴ Judith Ann Dulberger, *op. cit.*, p. 3.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 3.

¹⁰⁶ Timothy Hasci, *Second Home : Orphan Asylums and Poor Families in America*, Cambridge, Harvard University Press, 1997, p. 1.

¹⁰⁷ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, MIC B524 13837 GEN, *Constitutions des Soeurs de la Charité, administratrices de l'Hôpital-Général de Montréal dites vulgairement Soeurs Grises*, non daté, Montréal, Imprimerie de l'Hôpital Général, p. 153.

Conclusion

Le contexte d'industrialisation et d'urbanisation de la seconde moitié du XIX^e siècle n'a pas été étranger au débordement de clientèle orpheline qu'a connu l'Hospice Saint-Joseph de Montréal. Dans ce contexte, l'institution s'est montrée ouverte (quoique de façon sélective) aux familles, qu'elles aient été dans des conditions de pauvreté extrême, dans une impasse familiale ou à la recherche d'un lieu de formation pour leur enfant. Ainsi, la plupart des orphelines y sont restées pour moins de deux ans, bien que certaines y sont demeurées pendant plusieurs années. Dans les deux cas, l'Hospice a offert aux orphelines une vie plus ordonnée qui visait à faire d'elles de bonnes chrétiennes et de bonnes ménagères.

Les sorties des orphelines et les contacts qu'elles ont pu entretenir, notamment avec leurs parents, ont démontré que l'institution ne visait pas à couper les liens entre les enfants et ce que les Sœurs appelaient « le monde ». De plus, à l'encontre des institutions d'enfermement, les administratrices de l'Hospice Saint-Joseph n'avaient pas pour objectif de séparer les enfants de leur famille, et offraient à plusieurs d'entre elles un refuge temporaire. La volonté manifeste de plusieurs parents d'y envoyer leur enfant pour qu'elle y soit logée, nourrie et formée, doublé de cette possibilité de contacts, nous porte à croire que l'Hospice Saint-Joseph n'a pas été qu'une institution disciplinaire, et qu'il a été dirigé par des Sœurs qui avaient leur propre conception des rapports qui devaient caractériser la vie à l'intérieur de l'institution.

Ces rapports n'étaient bien sûr pas exempts d'une dimension disciplinaire. En communauté, les orphelines ont dû se soumettre à une vie monotone et un horaire strict, vie et horaire que respectaient d'ailleurs les Sœurs elles-mêmes. La formation était principalement fondée sur la religion et certaines normes rigides de genres et de classes. Ces normes étaient en effet perçues par les Sœurs comme étant nécessaires pour faire de ces jeunes filles des femmes capables de tenir un foyer et d'élever des enfants dans des conditions précaires. Le prochain chapitre nous permettra d'observer quelles ont été les ressources matérielles et humaines qui étaient à la disposition des Sœurs pour remplir cette mission de protection de l'enfance. Nous verrons également qu'au fil des années,

les difficultés financières de l'Hospice ont poussé ses administratrices à changer profondément sa mission.

CHAPITRE IV

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET HUMAINES

Dans ce quatrième et dernier chapitre, nous souhaitons nous pencher sur le financement et les ressources humaines de l'institution. Ces aspects matériels et humains ont eu des conséquences sur l'éducation dispensée aux orphelines et, à plus grande échelle, sur la vocation charitable de l'institution. Nous verrons que les conditions financières précaires de l'institution ont poussé ses administratrices à faire preuve d'imagination pour diversifier les sources de financement et assurer ainsi sa survie au fil des années. En plus de s'assurer de la survie de leur institution, les Sœurs devaient veiller jour et nuit sur les orphelines qui étaient au centre de leurs préoccupations. Le travail qu'elles menaient auprès d'elles, en plus de l'entretien des lieux et des tâches ménagères, leur demandait du temps. Ainsi, nous constaterons qu'elles ont également fait appel à du personnel laïque, à gages ou non, pour remplir leurs nombreuses obligations.

Le personnel restreint et, plus encore, la situation financière précaire ont graduellement mené au changement de la vocation de l'institution. D'une institution charitable, ouverte à une clientèle diversifiée, l'Hospice est passé à un lieu de formation où surtout les jeunes filles mieux nanties étaient reçues. Nous constaterons que la recherche continuelle de fonds, épuisante pour les administratrices et parfois difficilement conciliable avec la mission charitable de l'institution, va dicter ce changement. Ainsi, au tournant du siècle, nous verrons dans quelles circonstances les Sœurs décideront d'abandonner la vocation charitable de l'Hospice pour fonder l'École ménagère Saint-Joseph.

4.1 Les ressources matérielles

*« L'éducation de l'orphelin est
plus dispendieuse que celle des autres enfants,
parce qu'il est orphelin, pauvre et souvent abandonné »¹*

L'éducation des orphelines était coûteuse pour les Sœurs de l'Hospice Saint-Joseph. Tout comme les autres orphelinats canadiens, l'Hospice manquait de ressources. Ainsi, Sœur Allaire disait, en 1929, que les fonds manquaient pour « donner à l'orphelin l'éducation reconnue nécessaire à son complet développement ». Elle ajoutait : « [...] et nous admettons volontiers que nous aurions plus d'une amélioration à apporter dans notre manière de soigner et d'instruire les orphelins; à la condition, bien entendu, que les finances en permettent la réalisation »².

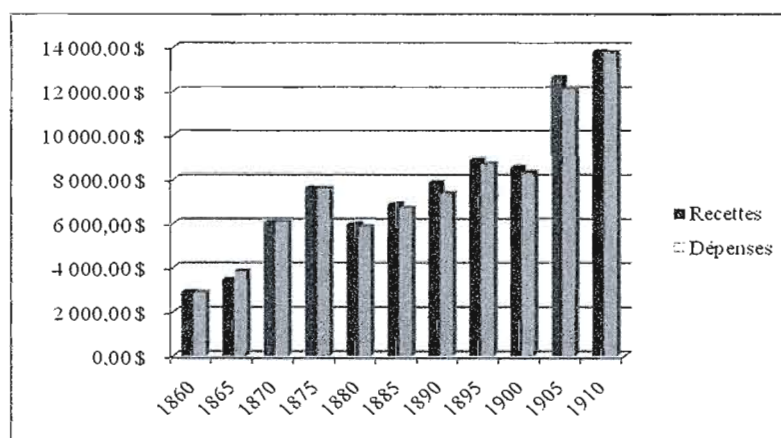
Les administratrices de l'Hospice Saint-Joseph ont dû faire des pieds et des mains pour assurer la survie financière de leur institution au fil des années. Comme c'était le cas pour la plupart des institutions charitables, les administratrices de l'Hospice n'avaient pas le pouvoir de s'endetter, mais seulement celui d'ajuster les dépenses de leur institution aux dons reçus et aux revenus qu'il générerait. On comprend ainsi pourquoi les dépenses et les revenus de l'Hospice Saint-Joseph sont demeurés équilibrés au fil des années (Figure 4.1). Les administratrices de l'Hospice ont d'abord reçu de l'aide financière de la Maison mère, puis elles ont rapidement multiplié leurs sources de revenus afin d'être en mesure de répondre à des besoins de plus en plus importants.

¹ Soeur Allaire, « L'entrée à l'orphelinat » [Travail présenté à la Conférence des Oeuvres sociales et charitables tenue à Montréal du 7 au 10 octobre 1929], *École sociale populaire*, no 193 (février 1930), p. 9.

² *Ibid.*, p. 1 et p. 10.

Figure 4.1³

Recettes et dépenses totales de l'Hospice Saint-Joseph (1860-1910)



La principale dépense de l'institution était la nourriture périssable avec une proportion de plus de 41 % des dépenses totales. À de plus faibles proportions, ses autres dépenses étaient consacrées au chauffage, aux marchandises sèches, à l'eau, à l'entretien des animaux, au matériel religieux, à l'embauche de personnel, au matériel pour le bureau, la classe ou l'entretien ménager, aux frais de déplacement et aux assurances. Les registres financiers de l'institution révèlent également que l'entretien du bâtiment préoccupait les Soeurs. En effet, nous avons constaté qu'environ 11 % des dépenses annuelles étaient consacrées à la rénovation de la bâtisse. Rares étaient les années où rien ne brisait à l'Hospice Saint-Joseph. À l'Ouvroir, aux réfectoires, dans les corniches, les jalousies, à la buanderie, à la chapelle, etc., il y avait sans cesse des réparations à faire.

Les administratrices de l'Hospice Saint-Joseph⁴, tout comme celles des autres institutions charitables à l'époque, ont dû diversifier leurs sources de financement⁵. En effet, étant

³ Données compilées à partir de : A.S.G.M., L10 D3 1, *Hospice Saint-Joseph de Montréal, comptes rendus à la Maison Mère*, 1854-1886 et de : A.S.G.M., L10 D3 2, *Hospice Saint-Joseph de Montréal, comptes rendus*, 1886-1915.

⁴ Notons qu'au plan financier, l'Hospice Saint-Joseph et la Salle d'Asile Saint-Joseph étaient traités distinctement jusqu'à la mort de Victor Rousselot, en 1889. Notons également qu'avant et

donné qu'aucun moyen ne pouvait assurer à lui seul la pérennité de l'institution, elles ont dû, avec certaines alliées, faire preuve d'imagination. Les Dames de la Charité et les Soeurs de l'Hospice se sont donc entraînées pour assurer la subsistance de l'Hospice.

Les administratrices de l'Hospice accordaient une place primordiale aux ouvrages que les Sœurs réalisaient en compagnie des orphelines. « Cette maison, on le sait, ne subsiste que d'aumônes et des ouvrages faits par les grandes orphelines qui sont admirables de courage, de bonne volonté et surtout de dextérité [...] »⁶ disait la chroniqueuse de l'Hospice au sujet de cette source principale de revenus. Ces « industries » comportaient principalement des travaux de couture et, à de plus faibles proportions, la conception de certains objets comme des cierges et des tricots.

Avant 1856, les travaux de couture étaient exécutés à la main par les Sœurs et les orphelines. Mais en 1856, le Sulpicien Victor Rousselot, a fait don d'une machine à coudre à l'Hospice. Dans l'institution, l'émoi était considérable :

Aujourd'hui, grande excitation à l'Hospice. Une machine à coudre vient d'arriver, c'est une invention des temps modernes [...] notre bonne Soeur Versaille maîtresse des ouvrages, ne se possède pas de joie, maintenant dit-elle : nous ne refuserons plus d'ouvrage, cette machine tiendra lieu de plusieurs couturières. Ainsi voyons-nous que depuis cette époque, le produit de l'ouvrage a augmenté de moitié⁷.

En effet, les Sœurs voyaient dans l'arrivée de cette machine à coudre un nouveau moyen d'accroître leurs revenus et de demeurer « compétitives » dans le domaine de la couture.

après cette période, la Salle d'Asile est parvenue à se financer par le biais des faibles subventions gouvernementales en fonction du nombre d'enfants (normalement 0,25 \$ par mois par enfant) et des « séances » que présentaient les enfants à des visiteurs. Micheline Dumont, « Des garderies au 19^e siècle : les salles d'asile des sœurs grises à Montréal », In *Maîtresses de maison, maîtresses d'école : femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, sous la dir. de Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 277.

⁵ Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey, « Chapitre 17 : Le réseau de régulation sociale montréalais », In *Histoire de la région montréalaise*, Coll. « Les régions du Québec », sous la dir. de Dany Fougères, Normand Perron et al., Québec, Éditions PUL/IQRC, -à paraître.

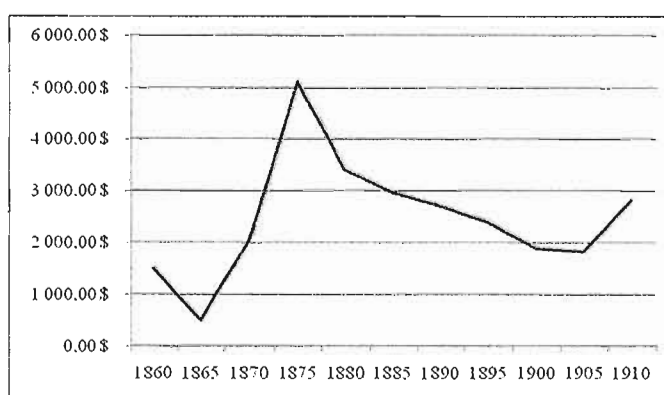
⁶ A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, [copie dactylographiée] *Chroniques manuscrites (Octobre 1892 à octobre 1912)*, 17 septembre 1893, p. 29.

⁷ A.S.G.M. L10 C1 7, *L'Hospice St Joseph 1854-1904*, non daté, p. 13.

Ainsi, la proportion moyenne des revenus reliés aux divers ouvrages a souvent dépassé la barre des 30 % de l'ensemble des recettes annuelles totales de l'institution entre les années 1860 et 1910. À leur sommet, que nous pouvons observer vers 1875 (figure 4.2), ces revenus ont représenté plus de 65 % des revenus totaux de l'institution. Bien intégré dans l'économie industrielle, l'Ouvroir a été durement touché par la crise économique des années 1870 et la baisse des prix qui en a résulté.

Figure 4.2⁸

Recettes des « industries » de l'Hospice Saint-Joseph (1860-1910)



L'arrivée de cette première machine à coudre constituait la prémisse de travaux, qui plusieurs années plus tard, allaient faire de l'Hospice une institution qui se rapprocherait drôlement d'une manufacture. En 1906, 20 jeunes filles étaient employées aux machines à coudre à l'électricité qui étaient prêtées « gratis » à l'institution par le propriétaire d'une manufacture. Ce propriétaire, disait la chroniqueuse de l'institution à ce moment,

⁸ Données compilées à partir de : A.S.G.M., L10 D3 1, *Hospice Saint-Joseph de Montréal, comptes rendus à la Maison Mère, 1854-1886* et A.S.G.M., L10 D3 2, *Hospice Saint-Joseph de Montréal, comptes rendus, 1886-1915*.

« s'engage à nous fournir autant d'ouvrage que nous pourrons en faire »⁹. Cette entente explique sans doute la légère remontée des revenus reliés aux « industries » qu'a connue l'Hospice après 1905 (voir la figure 4.2). Au tournant des années 1910, l'Hospice était littéralement au service d'un propriétaire de manufacture qui s'engageait à lui laisser les moulins aussi longtemps que les orphelines travailleraient pour lui. Les administratrices de l'institution s'en réjouissaient puisque cette entente leur « procur[ait] de l'ouvrage »¹⁰ et, par le fait même, des ressources financières.

Ainsi, la transformation du travail de couture, devenu quasi manufacturier au fil des années, nous porte à croire que le besoin incessant de fonds a progressivement éloigné l'Hospice Saint-Joseph de sa mission qui se voulait au départ charitable en faisant littéralement travailler les orphelines pour assurer sa subsistance. Tout comme c'est le cas dans d'autres institutions¹¹, c'est en dépit de leur mission de protection l'enfance que les Sœurs ont dû soumettre les orphelines à un travail constant, pour répondre à des besoins matériels essentiels.

En raison des revenus qu'il générait, l'Ouvroir a occupé de plus en plus d'espace au sein de l'institution au fil des années, empiétant constamment sur les espaces consacrés aux orphelines. En 1894, par exemple, on jetait les fondations de la galerie couverte « dans le but d'agrandir l'Ouvroir des orphelines qui [était] devenu trop étroit pour le nombre d'ouvrières et la quantité d'ouvrage qu'on y [faisait] »¹². En 1908, c'est le dortoir que l'on réaménageait afin d'en employer une partie pour les travaux de couture¹³.

⁹ A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, *op.cit.*, 8 janvier 1906, p. 318.

¹⁰ *Ibid.*, 26 février 1909, p. 433.

¹¹ Dale Gilbert a notamment constaté ce phénomène dans son étude de l'Hospice Saint-Charles de Québec, une école de réforme et d'industrie des Sœurs du Bon-Pasteur qui agissait également à titre d'orphelinat dans la ville de Québec entre les années 1870 et 1950. Dale Gilbert, « Dynamique de l'institutionnalisation de l'enfance délinquante et en besoin de protection : le cas des écoles de réforme et d'industrie de l'Hospice Saint-Charles de Québec, 1870-1950 », Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 2006, p.89.

¹² *Ibid.*, 30 mai 1894, p. 46.

¹³ *Ibid.*, 27 mars 1908, p. 415.

Les Soeurs comptaient également sur les dons de la population pour survivre. Comme l'a démontré Louise Gagnon-Arguin pour l'Orphelinat Saint-Antoine au Saguenay, plusieurs institutions, et notamment les orphelinats, recevaient la protection de mécènes¹⁴. En ce sens, l'Hospice Saint-Joseph a souvent été aidé par son fondateur et ses descendants. Il a reçu, par exemple, un verger situé à la Côte Saint-Antoine (que les Soeurs nommaient « Mont Carmel ») comme soutien matériel et financier, de la part d'Olivier Berthelet en 1856¹⁵. Alfred Laroque, qui était Écuyer, propriétaire, et héritier d'Olivier Berthelet, a pour sa part offert à l'Hospice une « rente constituée, annuelle et perpétuelle, mais rachetable à la volonté du débiteur [...] [dont] lesdites requérantes sont les seules créancières de ladite rente constituée »¹⁶. Le Curé, souvent de passage dans l'institution, contribuait également au financement de l'Hospice en laissant des dons à ses administratrices lors de ses venues.

Dans des cas plus ponctuels, les Soeurs avaient également recours à la population pour survivre. Comme Soeur Charlebois le mentionnait dans une lettre à Monseigneur Bourget en 1869 : « [...] quand je ne puis payer un compte, je le fais porter par une enfant aux pieds de St Joseph et toujours il est payé sans faire souffrir ses débiteurs »¹⁷. Afin d'obtenir des dons, les Soeurs devaient continuellement démontrer l'utilité de leur institution aux bienfaiteurs et aux paroissiens. En tant qu'administratrices, elles devaient les convaincre qu'elles soulageaient efficacement la misère et la pauvreté de la population qui l'entourait¹⁸. Ceci étant dit, les raisons qui motivaient la population à faire

¹⁴ Louise Gagnon-Arguin, « L'orphelinat St-Antoine et ses bienfaiteurs », *Saguenayensia*, vol. 26, no 3 (juillet-septembre 1984), p. 92.

¹⁵ Non sans quelques « différences d'opinions », ce terrain d'une grande valeur financière sera remis aux mains de la Maison mère en 1907 en échange de quoi elle remettra une somme d'argent à l'Hospice. A.S.G.M., L10 A1 16, *Procès verbal d'une Assemblée*, 12 avril 1907, p. 1-2.

¹⁶ A.S.G.M., L10 A1 11, [Document dactylographié, sans titre, traitant d'une rente constituée versée aux Sœurs Grises], 9 août 1889, p.1

¹⁷ A.S.G.M., L10 C2 25, Soeur Charlebois [Document sans titre, lettre à Mgr Ignace Bourget], le 14 juillet 1869, p.1.

¹⁸ Tania Martin, « La mouvance de la culture canadienne-française vue à travers l'évolution d'une institution catholique en région », *The Canadian Historical Review*, vol. 88, no1 (mars 2007), p. 41-88.

des dons à l'Hospice Saint-Joseph variaient. En effet, ces dons étaient parfois faits en l'honneur de Saint Joseph en signe d'attachement à l'oeuvre ou pour recevoir des prières de la part des orphelines. Ces dons étaient également octroyés à la suite de veilles et de prières faites à l'endroit de certains bienfaiteurs ou de leur famille, en guise de remerciement à l'institution. Des personnes veillées laissaient également des legs aux Soeurs lorsqu'elles en avaient les moyens. En plus de ces aumônes et ces legs, les Soeurs touchaient chaque année des recettes grâce aux troncs (des boîtes destinées à recevoir des aumônes dans les lieux religieux), aux quêtes ou aux locations de bancs à la chapelle de l'Hospice. En 1907, il était écrit aux *Chroniques* : « que c'est triste d'avoir affaire aux personnes du monde pour vivre!... »¹⁹ Cette phrase était fort révélatrice de la volonté d'autonomie qui animait les Soeurs.

Bien que les institutions charitables de la seconde moitié du XIX^e siècle aient touché une partie importante de la population québécoise, les pouvoirs publics les finançaient peu. La contribution principale provenait du niveau municipal, avec les exemptions de taxes²⁰. Quant aux subventions provinciales, elles ne totalisaient pas plus de 10 % des revenus des Soeurs Grises²¹. Sans cesse à la recherche de fonds, l'Hospice lançait parfois un appel à l'aide au Lieutenant Gouverneur de la province afin de recevoir une allocation

[...] Pour le soutien de ses oeuvres diverses, l'Hospice n'a d'autres ressources que son industrie et les aumônes des fidèles, lesquelles deviennent de plus en plus insuffisantes à mesure que les besoins augmentent. [...] jusqu'à présent, les soussignées n'ont pas sollicité l'aide du gouvernement pour cette oeuvre, qui est pourtant d'une utilité publique, puisqu'on s'applique non seulement à soulager les misères et les infirmités, mais aussi à former des jeunes personnes qui plus tard pourront occuper une place convenable dans la société. C'est pourquoi les soussignées supplient humblement vos Honneurs de vouloir bien leur venir en aide par l'octroi d'une allocation en faveur de leur Établissement et leur permettre par là non seulement de continuer, mais d'étendre les oeuvres de bienfaisance dont elles sont chargées²².

¹⁹ A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, [copie dactylographiée] *Chroniques manuscrites (Octobre 1892 à octobre 1912)*, 22 janvier 1907, p. 363.

²⁰ Y compris la taxe d'eau. Huguette Lapointe-Roy, *Charité bien ordonnée : Le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au 19^e siècle*, Montréal, Boréal, 1987, p. 135-138.

²¹ *Ibid.*, p. 68.

²² A.S.G.M., L10 C2 30, [Document sans titre, pétition des Soeurs de l'Hospice St-Joseph à son Honneur le Lieutenant Gouverneur de la Province de Québec en Conseil], non daté, p. 1-3.

Les administratrices de l'Hospice Saint-Joseph s'en remettaient également au Séminaire de Saint-Sulpice pour financer leur institution. Étant donné que l'Hospice se retrouvait parmi celles qu'il privilégiait, des souscriptions lui étaient versées annuellement²³. Nous avons constaté qu'entre 1880 et 1910, ces allocations annuelles variaient de 500 \$ à 800 \$. Bien qu'appréciés, ces montants ont été de moins en moins suffisants au fil des années. Ainsi, d'une proportion de 11,3 % des revenus totaux en 1880, ces souscriptions ne représentaient plus que 3,6 % des revenus nécessaires à la survie de l'institution en 1910²⁴. La Banque d'Épargne a également assuré des revenus à l'Hospice Saint-Joseph d'année en année. Comme elle le faisait également pour d'autres institutions charitables²⁵, elle redistribuait une part de ses profits à l'Hospice Saint-Joseph. Ainsi, entre 1865 et 1910, elle a fait des dons à l'Hospice qui variaient entre 250 \$ et 775 \$.

Les Dames de la charité de l'élite montréalaise aidaient grandement les administratrices de l'institution au plan financier²⁶. En effet, elles faisaient des comptes rendus mensuels de la situation de l'institution en assemblée générale²⁷, faisaient des contributions en argent et organisaient des activités de financement auprès de la population. L'organisation d'événements au bénéfice de l'Hospice Saint-Joseph par ces Dames était

²³ Jean-Marie Fecteau et Éric Vaillancourt, « La charité en ville », In *Les Sulpiciens de Montréal : une histoire de pouvoir et de discrétion, 1657-2007*, sous la dir. de Jacques Des Roches et al., Montréal, Fides, 2007, p. 254.

²⁴ Données compilées à partir de : A.S.G.M., L10 D3 1, *Hospice Saint-Joseph de Montréal, comptes rendus à la Maison Mère*, 1854-1886 et A.S.G.M., L10 D3 2, *Hospice Saint-Joseph de Montréal, comptes rendus*, 1886-1915.

²⁵ Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey, « Chapitre 17 : Le réseau de régulation sociale montréalais », *op. cit.*, -à paraître.

²⁶ Des liens d'entraide étaient tissés entre les groupes de Soeurs et ces femmes laïques. Comme l'historienne Tania Martin a pu le constater avec l'Hospice Saint-Joseph de Beauharnois, chaque semaine, les Dames de la Charité et les Soeurs se rencontraient dans le but de confectionner et reprendre des vêtements et d'organiser des campagnes de financement. Tania Martin, « La mouvance de la culture canadienne-française vue à travers l'évolution d'une institution catholique en région », *loc. cit.*, p. 62. À l'Hospice Saint-Joseph de Montréal, ces rencontres avaient lieu tous les jeudis après-midi, où Dames et Soeurs se voyaient pour discuter et confectionner des vêtements pour les pauvres, une activité fortement encouragée par le curé. A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, [copie dactylographiée] *Chroniques manuscrites (Octobre 1892 à octobre 1912)*, 10 novembre 1904, p. 265.

²⁷ Huguette Lapointe-Roy, *op. cit.*, p. 92.

une pratique courante. Nous avons constaté aux registres financiers de l'institution que l'organisation de bazars, de loteries, de rafles ou de soirées a permis d'amasser des montants qui ont représenté jusqu'à 15 % des recettes annuelles totales de l'institution au fil des années. Le 25 janvier 1893, par exemple, un souper-bénéfice donnait 500 \$ à l'Hospice. Le 29 mars 1898²⁸, un autre souper organisé par ces Dames rapportait à l'institution la somme de 1 030 \$²⁹, une somme qui représentait plus de 12 % des revenus annuels de l'institution amassée en une soirée.

Les pensions versées à l'institution par des parents d'orphelines à partir du milieu de la décennie 1880 ont également servi à financer l'institution. À partir de ce moment, les administratrices ont souvent exigé des sommes d'argent aux parents qui voulaient placer leur enfant dans leur institution. Ainsi, nous avons observé à partir de l'échantillon étudié que l'Hospice recevait une pension pour plus de la moitié des orphelines qui entraient dans l'institution. Cette contribution financière que le parent, un membre de la famille élargie ou un bienfaiteur apportait à l'institution oscillait entre 1,00 \$ et 6,00 \$ par mois. En tout, l'Hospice recevait des pensions pour environ 40 % des orphelines en 1900. Même en supposant que les pensions étaient d'une moyenne d'un peu plus de 3,00 \$ par mois, et donc d'environ 40 \$ par année, les revenus annuels associés à cette pratique ne pouvaient guère être de plus de 2 000 \$. Ces revenus étaient complétés par les pensions versées par les « femmes et filles » qui habitaient dans l'Hospice. C'est donc l'ensemble de ces revenus associés aux pensions que l'on retrouve dans les livres de l'Hospice.

Nous pouvons supposer que la baisse de revenus associés aux pensions, du moins en partie, a été attribuable à la baisse rapide du nombre de « femmes et filles » pensionnaires au tournant du XX^e siècle. La baisse du nombre d'orphelines au tournant du siècle a sans doute également engendré cette diminution. En effet, alors qu'elles étaient un peu plus de 140 par année en 1895, elles ne sont plus que près d'une centaine après 1900. Les sources nous révèlent à cet effet qu'après 1900, les Sœurs ont continué

²⁸ A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, *op.cit.*, 25 janvier 1893, p. 10.

²⁹ *Ibid.*, 29 mai 1898, p. 142.

de secourir les orphelines déjà admises dans l'institution, mais ont moins ouvert leur porte aux nouvelles demandes. La restriction de l'espace imposée par la location et la vente de biens immobiliers de l'Hospice pourrait expliquer cette baisse du nombre d'orphelines et par ricochet, du montant des pensions versées pour les accueillir. En ce sens, la corrélation entre le déclin des revenus associés aux pensions et la montée des revenus associés à la location et à la vente de biens immobiliers serait plus qu'une simple coïncidence.

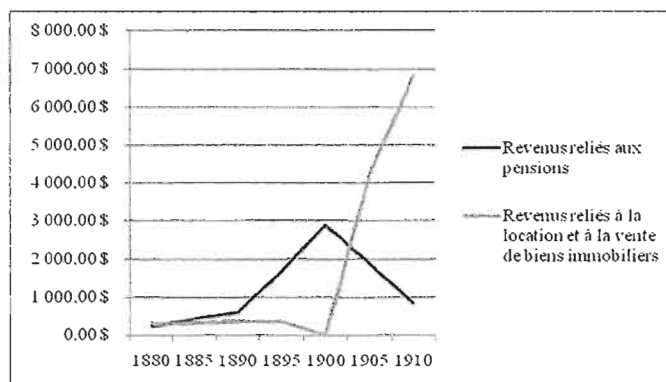
La baisse soudaine des revenus associés aux pensions est en effet compensée par la montée de ceux reliés à la location et à la vente de biens immobiliers, comme nous pouvons le constater à la figure 4.3. En effet, les Soeurs de l'Hospice Saint-Joseph possédaient des propriétés foncières à Montréal ou à Châteauguay, qui ont également contribué, par leur vente ou leur location, à la survie financière de l'institution. Les revenus étaient principalement tirés de la location d'espaces que les Soeurs possédaient dans certains de leurs édifices³⁰. Entre 1865 et 1900, ces revenus immobiliers étaient modestes et représentaient environ 5 % des revenus totaux de l'institution. Mais entre les années 1905 et 1910, ces revenus ont connu une hausse importante (voir la figure 4.3). En 1911, alors que l'Hospice devenait une école ménagère, le montant que rapportaient les biens immobiliers s'élevait à 9 485,01 \$ sur un total des recettes de 16 612,85 \$, soit une proportion de plus de 57 %³¹.

³⁰ Tout comme c'était le cas de plusieurs institutions charitables. Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey, « Chapitre 17 : Le réseau de régulation sociale montréalais », *op. cit.*, -à paraître

³¹ A.S.G.M., L10 RAPPORTS 1 67, *Personnel et Oeuvres de la maison de l'Hospice Saint-Joseph, Montréal*, 1^{er} septembre 1911 au 1^{er} septembre 1912.

Figure 4.3³²

Revenus de l'Hospice Saint-Joseph reliés aux pensions, de même qu'à la location et à la vente de biens immobiliers (1880-1910)



Dans cette situation financière précaire, les Sœurs se conformaient pleinement à l'état d'acceptation de leurs conditions de pauvreté. En reflet de leur vécu quotidien, la chroniqueuse écrivait ainsi le 20 mai 1899 : « Beau temps froid. Nous souffrons un peu. Un peu de feu nous ferait du bien, mais notre état de pauvreté nous fait souffrir cette petite mortification avec plus de résignation... »³³

4.2 Les ressources humaines

L'assurance de Salut que leur procurait l'oeuvre de charité a certainement motivé plus d'une Sœur à contribuer à l'assistance sociale dans la seconde moitié du XIX^e siècle³⁴.

³² Données compilées à partir de : A.S.G.M., L10 D3 1, *Hospice Saint-Joseph de Montréal, comptes rendus à la Maison Mère, 1854-1886* et A.S.G.M., L10 D3 2, *Hospice Saint-Joseph de Montréal, comptes rendus, 1886-1915*.

³³ A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, *op.cit.*, 20 mai 1899, p.182.

³⁴ Voir à ce sujet Dorothy M. Brown et Elizabeth Mc Keown, *The Poor Belong to Us : Catholic Charities and American Welfare*. Cambridge, Harvard University Press, 1997.

C'est sans doute ce qui explique, du moins en partie, la montée du nombre de religieuses chez les Sœurs Grises de Montréal entre les années 1850 et 1900. Toutefois, ce nombre de religieuses reste modeste par rapport à la quantité d'institutions fondées et entretenues par les Sœurs Grises³⁵. Tenir à bout de bras une institution comme l'Hospice Saint-Joseph a donc exigé un goût du travail et un esprit collectif bien aiguisés³⁶. Devant l'ampleur de la tâche, elles ont tout de même dû faire appel à du personnel laïque, même si elles n'avaient pas beaucoup de moyens.

4.2.1 Le personnel religieux

Les Soeurs avaient d'énormes responsabilités à l'égard des orphelines. Les *Constitutions* disaient

1. Les Soeurs chargées du soin et de l'éducation des Orphelines, considéreront les enfants, qui leur sont confiées, comme un dépôt sacré, que l'Église leur met entre les mains et qu'elles doivent conserver en toute intégrité. 2. Le premier objet de leur attention et de leur vigilance est la conservation de l'innocence de ces enfants : car c'est là leur bien le plus précieux : et si elles venaient à le perdre par la faute des Soeurs, celles-ci en répondraient devant Dieu [...] 9. Elles prendront de la santé de leurs Orphelines des soins qu'en prendraient de bonnes mères. Elles seront attentives particulièrement à leur faire prendre un exercice corporel suffisant, suivant leur âge et les circonstances. 12. Les Soeurs pour attirer la bénédiction du ciel sur tous les soins qu'elles donneront à leurs Orphelines, prieront souvent pour elles, et surtout pour celles qui seraient indociles et plus difficiles à porter au bien et qu'elles ne se lassent jamais de leur répéter les mêmes enseignements; car c'est à la persévérance, jointe à la prière, que le Seigneur accordera le succès de leurs soins et de leurs travaux.³⁷

³⁵ Le nombre de Soeurs Grises passe de 68 en 1850 à 75 en 1860, à 136 en 1870, à 158 en 1880 à 254 en 1890 à 327 en 1900. Micheline D'Allaire, « L'originalité de l'oeuvre sociale des Congrégations religieuses de Montréal aux XIX^e et XX^e siècles », *S.C.H.E.C. Études d'histoire religieuse*, vol. 59 (1993), p.38. La Communauté des Sœurs Grises de Montréal a même ouvert son propre Noviciat en 1858 afin de former de nouvelles Soeurs. Huguette Lapointe Roy *op. cit.*, p. 63

³⁶ Marta Danylewycz, *Profession: religieuse. Un choix pour les Québécoises (1840-1920)*, Montréal, Boréal, 1988, p. 85.

³⁷ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, MIC B524 13 837 GEN, *Constitutions des Soeurs de la Charité, administratrices de l'Hôpital-Général de Montréal dites vulgairement Soeurs Grises*, non daté, Montréal, Imprimerie de l'Hôpital Général, p. 310-335.

Les bases de l'éducation qu'elles dispensaient aux orphelines étaient puisées dans le *Coutumier*, le « manuel » employé chez les Sœurs Grises, qui préconisait une méthode d'éducation positive, fondée sur la charité, la patience et la discrétion³⁸. Dans la pratique, on retrouvait généralement une Sœur pour chaque salle de l'Hospice, parfois accompagnée d'une employée engagée, qui devait veiller à ce que les orphelines maîtrisent bien les prières, le catéchisme, la lecture, l'écriture, le calcul et surtout, la couture³⁹. Du côté de la Salle d'Asile, jamais plus de quatre Sœurs ne se sont occupées quotidiennement des 242 enfants qui y séjournaient en moyenne⁴⁰. De telles conditions demandaient certes beaucoup de travail aux Sœurs qui, de plus, veillaient sur les orphelines la nuit. À propos de ce travail auprès des orphelines, on disait dans la *Revue canadienne* en 1896: « [...] que les pensionnaires des couvents à rétribution élevée ne profit[ai]ent pas de plus grands avantages, au point de vue du bien-être et des soins, que les orphelines des Sœurs de la Charité »⁴¹.

Le nombre de Sœurs attitrées à l'Hospice Saint-Joseph a varié de huit à vingt entre les années 1874 et 1906⁴². Elles y oeuvraient principalement en tant qu'hospitalière des grandes orphelines, hospitalière des petites orphelines, « asilienne », enseignante à la classe des externes, enseignante au Jardin de l'Enfance, visitatrice des pauvres et des malades, préposée à la sacristie, au parloir ou au dispensaire, cuisinière, surveillante des

³⁸ Huguette Lapointe-Roy, *op.cit.*, p. 160.

³⁹ *Ibid.*, p. 163.

⁴⁰ Micheline Dumont, « Des garderies au 19^e siècle : les salles d'asile des soeurs Grises à Montréal », In *Maîtresses de maison, maîtresses d'école : femme famille et éducation dans l'histoire du Québec*, sous la dir. de Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 273.

⁴¹ J. Germano, « Histoire de la charité à Montréal », In *La Revue canadienne*, sous la dir. de Alphonse Leclaire, Montréal, C. O. Beauchemin et fils, no 32, 1896, p. 434.

⁴² Données compilées à partir de : A.S.G.M., L10 E, 2, Hospice St-Joseph Montréal, *Personnel religieux au 31 décembre, 1874 à 1906*.

réfectoires, aide à la pharmacie, économe ou musicienne⁴³. En moyenne, les Sœurs, au nombre de quinze par année dans l'institution, occupaient douze de ces offices.

Il n'est pas difficile d'imaginer le rythme de travail effréné au quotidien. La chroniqueuse de l'institution a parfois laissé entrevoir que les Sœurs étaient épuisées et débordées

Soeur Alphonse succombe sous le poids de sa lourde charge d'hospitalière, aussi toujours presque seule!!!⁴⁴ Soeur Valois nous est donnée pour aide. [...] elle sera chargée des malades, seconde à la pharmacie, maîtresse de classe chez nos ouvrières, puis gardienne au parloir, au besoin. Pauvre Soeur! Elle en aura suffisamment, à coup sûr. [...]⁴⁵

L'état d'épuisement des Soeurs et leur nécessité de repos forcé ont souvent été abordés dans les *Chroniques*. On y mentionne que la Supérieure de l'institution, en 1904, accablée de travail, « continue de se surmener, mais le médecin venu hier la force à prendre du repos »⁴⁶. « La fatigue a rendu notre chère Soeur Hubert malade et aujourd'hui elle est obligée de se reposer [...] », ajoute-t-on en 1906⁴⁷. La chroniqueuse nous fait également remarquer qu'à certains moments, l'épuisement est général : « [...] toutes les Soeurs sont épuisées et malades », dit-elle en février 1899⁴⁸. Quelques-unes, ne voulant pas cesser de travailler, se retrouvaient à l'infirmerie de l'institution ou, dans des cas plus lourds, à l'Hôpital Général de la Communauté. En 1893, la chroniqueuse relate, par exemple, que Soeur Casgrain, « malade [...] épuisée de charité et de dévouement au service des pauvres, nous laisse aujourd'hui pour aller chercher sa guérison à la Maison mère »⁴⁹.

⁴³ Informations tirées de : A.S.G.M., L10 E, 2, Hospice St-Joseph Montréal, *Personnel religieux au 31 décembre*, 1874 à 1906.

⁴⁴ A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, *op.cit.*, 1^{er} mars 1907, p. 367.

⁴⁵ *Ibid.*, 27 août 1907, p. 390.

⁴⁶ *Ibid.*, 16 décembre 1904, p. 271.

⁴⁷ *Ibid.*, 26 avril 1906, p. 330

⁴⁸ *Ibid.*, 12 février 1899, p. 170.

⁴⁹ *Ibid.*, 17 juin 1896, p. 93.

Sans surprise, l'Hospice connaissait un grand roulement de personnel. Cela était en partie attribuable aux conditions de travail, mais également aux pratiques internes de la Communauté. Conformément aux exigences de cette dernière, les Soeurs faisaient chaque année une retraite annuelle lors de laquelle elles devaient se présenter à la Supérieure « pour lui rendre compte de l'emploi dont elle [était] chargée, et lui demander ses avis et ses conseils »⁵⁰. C'est après cette retraite annuelle que les Sœurs, souvent, étaient changées d'office à l'intérieur de l'institution ou étaient, dans des cas plus extrêmes, envoyées dans une autre institution de la Communauté. Ces changements n'étaient pas sans déstabiliser les Sœurs qui avaient parfois peu de temps pour s'adapter à leurs nouvelles fonctions. En ce sens, nous avons pu lire aux *Chroniques*, à quelques reprises, des réactions plutôt réfractaires telles que : « Mes Soeurs retraitantes nous reviennent toutes converties [...] toutes ont échappé aux changements. *Deo Gratias!!* »⁵¹ ou encore « [...] les départs ne sont pas propres à nous réjouir »⁵².

À cet effet, les registres du personnel religieux de l'institution nous ont permis de constater que, parmi les 180 Soeurs répertoriées entre les années 1872 et 1906, 65 sont demeurées dans l'institution pendant moins d'un an, soit pour une période variant de deux semaines à onze mois. Les 115 autres Sœurs ont pour leur part été attitrées à l'Hospice pour des durées de plus d'un an, pendant lesquelles elles se sont souvent promenées d'office en office. Sans être typique, l'exemple de Sœur Julie Gaudry est très parlant. Elle a été admise chez les Sœurs Grises en 1849, avant d'être attitrée à l'Orphelinat Saint-Patrick, à l'Hôpital Général, puis à l'Hospice Saint-Joseph. À l'intérieur de ce dernier, elle a agi en tant que sacristine, comptable, économe chroniqueuse, hospitalière des grandes orphelines, visitatrice des pauvres et responsable de la Salle d'Asile⁵³. Ses séjours dans l'institution ont été entrecoupés en raison des

⁵⁰ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, MIC B524 13 837 GEN, *op.cit.*, p. 121.

⁵¹ A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, *op.cit.*, 13 août 1906, p. 340.

⁵² *Ibid.*, 7 septembre 1905, p. 300.

⁵³ Informations tirées de : A.S.G.M. F116 11 C2, [Registres d'entrée de l'Hospice Saint-Joseph], 1874-1911, de A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, [copie dactylographiée]

obligations de la Communauté qu'elle devait remplir au Massachusetts ou ailleurs au Québec, notamment pour ouvrir d'autres salles d'asile.

La plupart des Soeurs ont toutefois eu un parcours plus simple et plus court à l'Hospice Saint-Joseph. Sœur Corrine, par exemple, a été d'abord hospitalière des orphelins, puis sacristine à l'Hospice Saint-Joseph, avant d'aller dans une autre institution pour une dizaine d'années. Sœur Xaverine, quant à elle, a connu uniquement l'office de cuisinière à l'Hospice lors de ses deux séjours qui ont duré respectivement sept et dix ans. Enfin, Sœur Agalée est demeurée deux ans dans l'institution comme hospitalière des vieilles, avant d'être transférée ailleurs dans la Communauté⁵⁴. Bien que les postes aient été attitrés en fonction des capacités individuelles, il semblerait qu'une rotation entre le personnel religieux était également souhaitée afin que les Soeurs acquièrent une variété d'expériences⁵⁵. Comme le résume Tania Martin dans son étude sur la Maison mère des Soeurs Grises: « Even if some nuns rotated between missions, they remained lifelong members of the community »⁵⁶.

4.2.2 Le personnel laïque

Le travail que les Soeurs exécutaient auprès des enfants de l'orphelinat et de la Salle d'Asile était donc considérable. Elles devaient vérifier l'état des arrivants, parler aux parents, s'assurer d'une bonne hygiène chez l'enfant, procéder à l'appel, régler les déplacements collectifs, surveiller les lieux d'aisances, surveiller les récréations,

Chroniques manuscrites (Octobre 1892 à octobre 1912) et de l'article « Julie Gaudry », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol 13, p. 402-403.

⁵⁴ Les informations sur les parcours de ces Soeurs sont tirées de : A.S.G.M. F116 11 C2, [Registres d'entrée de l'Hospice Saint-Joseph], 1874-1911 et de A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, [copie dactylographiée] *Chroniques manuscrites (Octobre 1892 à octobre 1912)*.

⁵⁵ Marta Denylewycz, *op.cit.*, p. 100-108.

⁵⁶ Tania Martin, « Housing the Grey Nuns : Power, Religion, and Women in fin-de-siècle Montréal », *Perspectives in Vernacular Architecture*, no 7 (1997), p. 219.

proposer des jeux, parler individuellement à certains enfants et leur donner des leçons⁵⁷. Ces tâches, en plus de celles d'entretien ménager et de cuisine, ne pouvaient être totalement remplies par les Sœurs peu nombreuses. Les administratrices ont, par conséquent, dû faire appel à du personnel laïque. Chaque année, un nombre important de personnel non religieux venait compléter le travail des Soeurs dans l'institution. Parmi ces personnes, nous retrouvons principalement des pensionnaires qui vivaient dans l'institution ainsi que des hommes et des femmes qui étaient embauchés et vivaient à l'extérieur.

Les « femmes et filles », telles qu'on les nommait aux registres de l'institution, travaillaient à l'Hospice sans recevoir de gages. Elles étaient principalement des veuves, des femmes âgées et des filles qui avaient été « données » à l'institution. Les « filles données » entraient souvent dans l'institution en fournissant une somme en argent et en faisant la promesse d'y travailler, en échange de quoi la Supérieure s'engageait à ce que l'institution réponde à leurs besoins jusqu'à leur mort. En témoigne le cas suivant

[l'institution], acceptant la somme de trois cents piastres, argent comptant, qu'elle réclamait [...] la présente donation est ainsi cautionnée à la charge par ledit Hospice St-Joseph agissant comme su dit, de loger, nourrir, coucher ladite donatrice convenablement dans ledit hospice sa nuit durant, de la chauffer et éclairer, de l'entretenir de hardes et des linges nécessaires et de saison, de chaussures, coiffures en les lui fournissant à sa demande et en un mot de lui procurer tous les besoins de l'existence et les secours tant spirituels que temporels suivants jour étant et à son décès, de la faire enterrer d[é]cemment. Et de sa part, ladite donatrice s'oblige de travailler dans l'intérêt et pour le profit du dit Hospice, aux ouvrages qu'on pourrait lui demander, mais en autant seulement que lui permet sa santé qui est faible [...]⁵⁸

En moyenne, un peu plus d'une dizaine de ces « femmes et filles » étaient attachées à la Communauté et dévouaient leur vie au service des pauvres. Elles vivaient comme des religieuses, mais n'avaient pas prononcé leurs vœux. Elles ne devaient pas s'attendre à d'autres salaires que la nourriture quotidienne, un toit et la garantie qu'elles seraient

⁵⁷ Jean-Noël Luc, *L'invention du jeune enfant au XIX^e siècle. De la salle d'asile à l'école maternelle*, Paris, Berlin. 1997, p.349.

⁵⁸ A.S.G.M., L10 A1 12 3, *Donnation entrevifs par Delle ... à l'Hospice St-Joseph*, 6 février 1895, p. 1-3.

assistées lorsqu'elles atteindraient un âge plus avancé⁵⁹. Elles étaient donc logées et nourries en échange de leur travail. Chaque résidente qui pouvait travailler devait le faire. En plus de faire leur lit et leur « petit ménage » chaque jour, elles devaient participer à la fabrication des objets vendus pour assurer des revenus à l'institution⁶⁰.

Des hommes qualifiés d'« hommes pauvres » aux registres de l'institution semblent avoir été le pendant masculin de ces « femmes et filles ». Dans une proportion beaucoup plus faible toutefois, puisqu'ils étaient un ou deux en moyenne à séjourner dans l'institution entre les années 1874 et 1911. Selon leur état physique, ils devaient se livrer à certaines tâches dans l'institution⁶¹ en échange de nourriture et d'un lit.

Ce personnel laïc non rémunéré a diminué au fil des années, comme nous pouvons le constater à la figure 4.4. Les « femmes et filles », par exemple, étaient au nombre de 31 en 1875 alors qu'elles n'étaient plus que six en 1911. Il semblerait que ce personnel ait été évincé progressivement de l'institution en raison du fait qu'il générât peu de revenus, alors qu'il coûtait cher d'entretien et prenait de l'espace entre les murs de l'institution, un espace nécessaire pour les orphelines et l'Ouvroir toujours de plus en plus imposant.

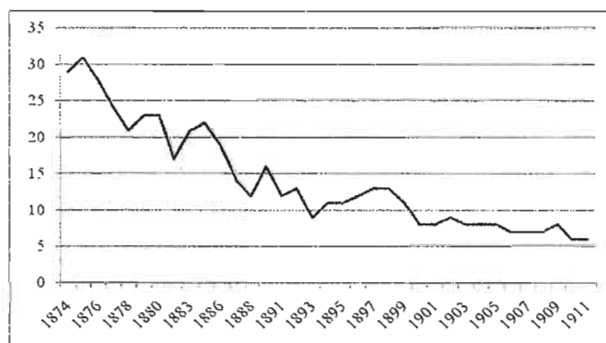
⁵⁹ Cité dans: Tania Martin, « Housing the Grey Nuns : Power, Religion, and Women in fin-de-siècle Montréal », *loc.cit.*, p. 218.

⁶⁰ Bettina Bradbury, « Mourir chrétiennement: la vie et la mort dans les établissements catholiques pour les personnes âgées à Montréal au XIX^e siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 46, no 1 (1992) p. 161.

⁶¹ *Id.*

Figure 4.4⁶²

Les « femmes et filles » et les « hommes pauvres » à l'Hospice Saint-Joseph (1874-1911)



Ces pensionnaires demeuraient souvent peu de temps dans l'institution. En ce sens, l'Hospice leur servait souvent de refuge temporaire, le temps de se remettre sur pied. Ainsi, parmi les « femmes et filles » et les « hommes pauvres » que nous avons retrouvés dans notre échantillon, quinze sont demeurés dans l'institution pendant moins d'un an, soit pour une période qui variait entre trois semaines et neuf mois, alors que les douze autres y sont restés pendant plus d'un an. Rappelons que parmi les séjours de longues durées figuraient ceux des « filles données » qui visaient à mourir chrétiennement entre les murs de l'institution catholique. Ainsi, quelques femmes y sont demeurées pendant une longue partie de leur vie, dépassant parfois les trente ans de fréquentation de l'institution.

La diminution graduelle du nombre de ces pensionnaires qui travaillaient à l'Hospice a été compensée par l'embauche de femmes et d'hommes qui recevaient un gage pour leur travail. Ce personnel était composé majoritairement de femmes, mais quelques hommes s'ajoutaient à elles chaque année pour remplir surtout les tâches de charretier et d'homme de cour. Ainsi, dix-huit femmes et deux hommes en moyenne par année

⁶² Données compilées à partir de : A.S.G.M. F116 11 C2, [Registres d'entrée de l'Hospice Saint-Joseph], 1874-1911.

oeuvraient à l'Hospice en recevant des gages. L'embauche de ce personnel engendrait des dépenses d'une moyenne de 460,24 \$ par année pour l'institution, ce qui représentait environ une proportion de 5 % à 10 % des dépenses annuelles totales. Les gages étaient dérisoires. Aux *Chroniques*, on dit d'un homme qui est resté peu de temps dans l'institution : « Notre bon Joseph [...] nous a quittés hier à son grand regret. Il aime Saint-Joseph, mais les gages que nous pouvons lui donner ne lui conviennent pas »⁶³. Il va sans dire que la durée de séjour des femmes embauchées, encore moins bien payées que les hommes comme Joseph, a rarement dépassé une année. En tout, sur les 76 cas d'hommes et de femmes à gages de l'échantillon, 58 personnes ont été au service de l'institution pendant moins d'un an, soit un peu plus de 75 % d'entre elles.

Le personnel laïque, à gage ou non, occupait différents offices dans l'institution. Il devait soutenir les Soeurs dans leur travail quotidien d'entretien qu'elles exécutaient notamment aux offices de la cuisine, des réfectoires, de la lingerie, mais aussi œuvrer aux bons soins des enfants qui fréquentaient l'institution. Ainsi, parmi les offices occupés par ces personnes au fil des années, ceux reliés à l'orphelinat, à la Salle d'Asile ou au Jardin de l'Enfance étaient en tête de liste. En effet, les offices les plus occupés par le personnel laïque entre les années 1874 et 1911 étaient ceux de la Salle Sainte-Marie (22 %), de la Salle de l'Enfant-Jésus (14 %), de la Salle d'Asile (11 %) et du Jardin de l'Enfance (11 %)⁶⁴.

Le personnel laïque est toujours demeuré plus nombreux que le personnel religieux à l'Hospice Saint-Joseph, comme nous pouvons le constater à la figure 4.5. Cela s'explique en raison du nombre modeste de Soeurs de la Communauté qui était assigné à l'Hospice Saint-Joseph. Dans un contexte où le travail ne manquait pas, les administratrices de l'Hospice n'ont eu d'autres choix que de compléter leur travail par celui de femmes et d'hommes laïques qu'elles embauchaient ou hébergeaient. Cela dit, comme on peut le constater (Figure 4.5), la main d'oeuvre laïque, tout comme la main

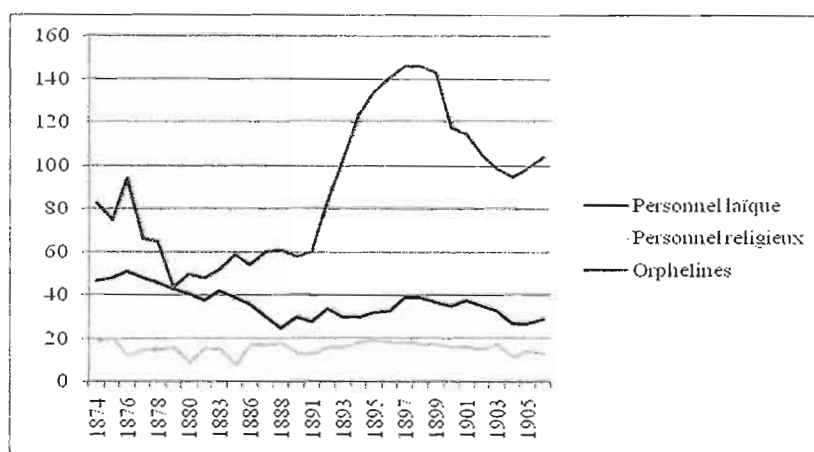
⁶³ A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, [copie dactylographiée] *Chroniques manuscrites (Octobre 1892 à octobre 1912)*, 16 mai 1899, p. 181.

⁶⁴ Données compilées à partir de : A.S.G.M. F116 11 C2, [Registres d'entrée de l'Hospice Saint-Joseph], 1874-1911.

d'oeuvre religieuse, reste stable tout au long de la période, malgré les énormes besoins suscités par la croissance importante du nombre d'orphelines à la fin du XIX^e siècle. En ce sens, la faiblesse des ressources humaines doit probablement être considérée comme un facteur important dans le changement progressif de mission de l'Hospice au début du XX^e siècle.

Figure 4.5⁶⁵

Le personnel laïque, le personnel religieux et les orphelines à l'Hospice Saint-Joseph (1874-1906)



4.3 Le changement de mission de l'institution

La situation financière précaire et le personnel restreint ont contraint l'Hospice Saint-Joseph à progressivement délaisser sa mission de charité. Au tournant du XX^e siècle, plus particulièrement, cette mission a pris une autre tangente qui a mené ses administratrices à transformer l'Hospice en école ménagère en 1911.

⁶⁵ Données compilées à partir de : A.S.G.M., L10 E, 2, Hospice St-Joseph Montréal, *Personnel religieux au 31 décembre*, 1874 à 1906, 35 p. et de : A.S.G.M. F116 11 C2, [Registres d'entrée de l'Hospice Saint-Joseph], 1874-1911.

La fermeture de plusieurs services démontre que l'Hospice abandonnait progressivement sa mission charitable au tournant XX^e siècle. En 1902, par exemple, la Salle d'Asile Saint-Joseph a été fermée⁶⁶. Selon les dires des Soeurs, « la vie des enfants [était] trop exposée, à cause du site commercial » qui s'était développé autour de l'Hospice⁶⁷. Dans le quartier, selon Soeur Gaudry, les rues étaient devenues plus commerciales, entourées d'hôtels, de restaurants et de véhicules qui mettaient en danger la vie des enfants et éloignaient les habitants du faubourg. Mais des raisons financières ont également poussé les Soeurs à fermer ce service. En effet, un an après la fermeture de la Salle d'Asile, elles prenaient entente avec les Sulpiciens pour louer les anciens locaux dédiés à la Salle d'Asile « afin de créer des revenus pour venir en aide à l'Hospice »⁶⁸. Dans l'optique où la location des salles à des commerçants était plus payante que leur utilisation, les Soeurs auraient-elles préféré fermer des services? Nous croyons que l'impasse financière aurait, en effet, pu les y mener.

⁶⁶ Certaines raisons, autres que financières, expliquent également la fermeture de la Salle d'Asile Saint-Joseph. Tout comme les autres Salles d'Asile à Montréal, sa popularité va décroître à la fin du XIX^e siècle et elle sera appelée à disparaître au début du XX^e siècle. Plusieurs hypothèses ont été soulevées pour expliquer cette fermeture. Parmi celles-ci, la mort de leur fondateur, celle de leur défenderesse, l'épuisement des religieuses, le manque de soutien financier, la transformation des quartiers montréalais, l'expansion du réseau scolaire québécois, la vision de plus en plus dominante de la mère qui doit être dans son foyer, la radicalisation de la vision de l'Église par rapport à cette pratique qu'elle verra dorénavant comme une menace aux valeurs familiales et à la stabilité de l'ordre social et finalement, la réputation minée de la Salle d'Asile qui sera de plus en plus destinée à des enfants qui deviendront orphelins, ont fait en sorte que les mères ont évité de porter atteinte à leur respectabilité en y envoyant leurs enfants. Parmi les auteurs qui ont soulevé ces hypothèses, nous retrouvons : Micheline Dumont, « Des garderies au 19^e siècle : les salles d'asile des sœurs grises à Montréal », In *Maîtresses de maison, maîtresses d'école : femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, sous la dir., de Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 281-284, Micheline Lalonde-Graton, *Des salles d'asile aux centres de la petite enfance: La petite histoire des services de garde au Québec*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2002, p. 9-10 et Denyse Baillargeon, « Les politiques familiales au Québec. Une perspective historique », *Lien Social et Politiques- RIAC*, no 36 (automne 1996), p. 23.

⁶⁷ A.S.G.M., L10 CI 14, Soeur Jean de la Croix, *Prise de possession de l'Hospice St Joseph*, p. 6.

⁶⁸ A.S.G.M., L10 F6 60, Soeur Mc Kenna, dépositaire [Document sans titre], 25 juin 1903, p.1.

En juin 1904, le service du Jardin de l'Enfance était supprimé et sa bâtisse devenait un magasin⁶⁹. La chroniqueuse écrivait : « Aujourd'hui on commençait le déménagement du Jardin de l'Enfance, cette oeuvre non plus que celle des salles d'Asile n'existera dans le quartier. La Maison mère prend possession de cette bâtisse pour la convertir en « magasin »⁷⁰. Ainsi, le premier étage de la Salle d'Asile Saint-Joseph qui était utilisé aux fins de ce service deviendra également un local commercial. Encore une fois, tout porte à croire que ce sont des raisons financières qui ont mené à la fermeture de ce service à l'Hospice Saint-Joseph, l'éloignant ainsi une fois de plus de sa vocation charitable.

En août 1904, c'est le dispensaire qui fermait ses portes⁷¹. En raison d'une nouvelle division des paroisses, les Sulpiciens cessaient leurs versements annuels destinés à ce dispensaire⁷². Les Soeurs, par conséquent, se déclaraient : « dans l'impossibilité de continuer cette oeuvre [...] au grand regret des médecins. » Néanmoins, elles ont continué d'offrir un service minimal aux malades, comme le raconte la chroniqueuse : « [...] les pauvres de cette paroisse ne seront pas délaissés. Lorsqu'ils auront obtenu une prescription d'un médecin, ils la soumettront à M. Le Curé de la cathédrale qui pourra s'il trouve bon, les envoyer la faire remplir à l'Hospice »⁷³.

Puis, les administratrices de l'institution en sont venues à recevoir uniquement les grandes orphelines, délaissant par le fait même les plus jeunes. Ainsi, la salle des petites orphelines a été fermée en prévision de l'organisation de l'enseignement ménager

⁶⁹ A.S.G.M., L10 CI 14, Soeur Jean de la Croix, *op. cit.*, p.6.

⁷⁰ A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, [copie dactylographiée] *Chroniques manuscrites (Octobre 1892 à octobre 1912)*, 13 juin 1904, p.249.

⁷¹ A.S.G.M., L10 CI 14, Soeur Jean de la Croix, *op. cit.*, p. 6.

⁷² Le dispensaire recevait de la part des Sulpiciens en moyenne 150 \$ pour son maintien par année. A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, [copie dactylographiée] *Chroniques manuscrites (Octobre 1892 à octobre 1912)*, 5 août 1904, p. 254.

⁷³ A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, *op. cit.*, 5 août 1904, p.254.

destiné aux élèves plus âgées⁷⁴. La chroniqueuse commentait ce changement en juin 1911

[...] Après de graves délibérations, et avec l'assentiment complet de nos Mères, on a décidé de donner une vacance définitive aux petites de la Salle de l'Enfant-Jésus, de convertir cette salle et les appartements attenants en dortoir et infirmerie. [...] Nous pourrions recevoir quatre-vingts grandes orphelines.⁷⁵

La mission charitable des Sœurs de l'Hospice Saint-Joseph, continuellement mise à l'épreuve, a finalement été supplantée par un projet institutionnel qui rendait leur situation financière nettement moins précaire. En ce sens, la politique d'*open door* pour les orphelines et l'accueil journalier de centaines d'enfants des quartiers ouvriers a laissé progressivement toute la place à l'éducation ménagère de jeunes filles mieux nanties⁷⁶. Par conséquent, les administratrices de l'Hospice ont converti l'Ouvroir, leur veau d'or, en une école ménagère. Elles justifiaient leur nouvelle mission par l'attribution du rôle plus strictement défini de la femme qui prévalait au début du XX^e siècle, une situation qui demandait une formation ménagère plus poussée pour les jeunes filles

[...] ces jeunes orphelines dont on a fait souvent dans le passé de bonnes mères de famille il faut songer à les mieux armer encore pour le ménage, la couture, les soins domestiques... L'ouvroir est devenu une École Ménagère sur l'organisation d'une maison, sur l'alimentation, le vêtement, les soins à donner, la cuisine à faire, la propreté à conserver, tout enseignés aux chères fillettes⁷⁷

Ce changement de mission n'a certainement pas été étranger au penchant de l'Église catholique pour les écoles ménagères. En effet, au début du XX^e siècle, le comité catholique du conseil de l'Instruction publique recommandait la création de plusieurs écoles ménagères dans la province de Québec. Ce comité catholique, composé à 50 %

⁷⁴ A.S.G.M., L10 C1 2, *Hospice Saint-Joseph Montréal, Chronologie de son histoire*, non daté, p. 2.

⁷⁵ A.S.G.M. L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, *op.cit.*, 12 juin 1911, p. 484.

⁷⁶ Si les Soeurs changent progressivement leurs clientèles de jeunes filles, notons toutefois qu'elles poursuivent après 1911 leur oeuvre auprès des pauvres dans le cadre de visites à domicile et de repas donnés en service externe. A.S.G.M., L10 E1 2, *Asile Saint-Joseph (adjacent à l'Hospice) et Hospice. Rapport. 1863-1935*.

⁷⁷ A.S.G.M., L10 C1 9, [Document sans titre, notes manuscrites sur l'Hospice], non daté, p. 1.

d'Évêques, dispensait lui-même l'aide financière de l'État aux écoles ménagères et exerçait sur elles un soutien financier, notamment pour la transformation des institutions en écoles ménagères⁷⁸. De plus, ces écoles relevaient souvent de l'inspiration d'un Curé ou d'un Évêque qui demandait toujours une aide gouvernementale pour les faire fonctionner. Grâce à cette aide financière, les Sœurs de l'Hospice Saint-Joseph pouvaient enfin poursuivre leur œuvre dans de meilleures conditions financières, quoiqu'avec une clientèle différente. Ainsi, à partir de 1911, 70 jeunes filles de 14 ans et plus étaient accueillies à l'École ménagère Saint-Joseph chaque année⁷⁹.

L'aspect financier a-t-il à lui seul engendré la transformation de l'Hospice en une école ménagère? Bien que de nouvelles valeurs insistant sur l'importance du foyer familial comme lieu d'éducation pour les enfants aient commencé à se répandre au tournant du XX^e siècle⁸⁰, nous croyons que ce sont davantage des aspects financiers qui ont mené à la fin de la mission charitable de l'Hospice Saint-Joseph. Le courant idéologique qui visait à ne pas séparer les enfants de leurs parents pour des raisons de pauvreté s'est installé bien lentement au Québec et n'a vraisemblablement eu que peu d'impact sur la fermeture de l'Hospice Saint-Joseph. Certes, des sujets tels que l'aide aux familles pauvres et la désinstitutionnalisation des enfants⁸¹ ont été abordés lors de l'Exposition pour le Bien-être de l'enfance, tenue à Montréal en 1912, mais ces idées étaient toujours contestées, ce qui explique qu'il faudra attendre le milieu des années 1930 pour qu'un programme de pensions aux mères nécessiteuses soit adopté. L'adoption, en 1921, de l'importante loi sur l'assistance publique témoignera des ratés du modèle libéral d'assistance, appuyé lourdement sur l'initiative privée religieuse et la prise en charge institutionnelle.

⁷⁸ Nicole Thivierge, *Histoire de l'enseignement ménager-familial au Québec 1882-1970*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, p. 149.

⁷⁹ A.S.G.M., L10 C2 15, [Document manuscrit sans titre], non daté, p. 1.

⁸⁰ Notamment aux États-Unis lors de la *White House Conference on Children* en 1909.

⁸¹ Jean-Marie Fecteau, *La liberté du pauvre : Crime et pauvreté au XIX^e siècle québécois*, coll. « Études québécoises », Montréal, VLB Éditeur, 2004, p.199.

Conclusion

Les ressources matérielles de l'Hospice pour répondre aux besoins de la clientèle principale, les orphelines, et pour remplir l'ensemble des tâches quotidiennes, étaient modestes. Ainsi, les administratrices ont dû rapidement apprendre à diversifier les sources de financement qui demeuraient néanmoins instables au fil des années. Les petites « industries » réalisées majoritairement par les Sœurs et les orphelines, complétées des dons et des activités-bénéfices, ont constitué pendant plusieurs années une source appréciable de revenus. Ces derniers étaient toutefois insuffisants et ont poussé les Sœurs à trouver de nouvelles façons de financer leur institution. Le travail de couture, les pensions chargées pour l'entrée des orphelines en institution et la location et la vente de biens immobiliers, autrefois nécessaires à la tenue de ses nombreux services, se sont donc imposés, écartant progressivement l'Hospice de sa mission charitable.

L'Hospice pouvait compter sur un personnel dévoué, mais limité. Les Sœurs devaient s'occuper de l'éducation d'un nombre élevé d'orphelines, d'enfants à la Salle d'Asile et au Jardin de l'Enfance, tout en ne négligeant pas les travaux quotidiens qu'elles avaient à accomplir. Dans ce contexte, l'éducation des orphelines, une éducation traditionnelle, s'est faite au meilleur des ressources disponibles. Si les orphelines demeuraient au centre des préoccupations à l'Hospice Saint-Joseph, et qu'on leur voyait ainsi attribuer plus de personnel qu'ailleurs dans l'institution, il n'en demeure pas moins que d'autres postes, de la cuisine au parloir, devaient être comblés, souvent à toute heure du jour. Pour accomplir l'ensemble de ces tâches, les administratrices de l'institution ont fait appel à du personnel laïque. Ce personnel était composé principalement de femmes, pensionnaires ou à gages.

La question financière a poussé au fil des ans les administratrices de l'Hospice Saint-Joseph à mettre en péril leur mission afin de s'assurer de certains revenus. Ainsi, les pensions, les revenus immobiliers et les subventions gouvernementales destinées aux écoles ménagères ont dicté la nouvelle vocation de l'institution. Graduellement, elles ont donc fermé la Salle d'Asile, le Jardin de l'Enfance, le dispensaire et la salle des petites orphelines et fait de l'Hospice, en 1911, une école ménagère.

CONCLUSION

Dans ce mémoire, nous avons voulu faire une histoire de l'Hospice Saint-Joseph des Sœurs Grises de Montréal. Nous avons cherché à problématiser cette histoire de l'institution en l'étudiant à l'interne, dans les relations que les Soeurs entretenaient avec les orphelines et leurs familles et, à l'externe, dans la place que l'Hospice occupait dans le système d'assistance et les rapports sociaux de la seconde moitié du XIX^e siècle à Montréal. Nous avons pu constater que la volonté charitable de protection de l'enfance des Sœurs s'est heurtée au débordement de clientèle ainsi qu'au sous-financement chronique. Le système catholique laissait une large part d'autonomie administrative aux Soeurs, mais ces dernières avaient toutefois peu de ressources financières ou humaines.

L'Hospice Saint-Joseph n'a pas été un lieu d'enfermement destiné à briser « la ligne du paupérisme ». Il s'est plutôt avéré être un refuge où des parents pouvaient envoyer leur enfant à court ou à long terme. Ainsi, il s'est montré ouvert tant aux familles en crise du cycle de la vie ou en crise financière qu'envers celles qui recherchaient un lieu de formation pour leur enfant. À tous ceux qui y étaient admis, il offrait la nourriture, un toit et une éducation fondée sur la religion catholique qui respectait les valeurs de genres et de classes dominantes.

Avant la loi québécoise sur l'assistance publique en 1921, l'État québécois a été très peu présent dans le domaine de l'assistance, et cela même en le comparant avec d'autres États libéraux. C'est donc à la société civile qu'est revenue la tâche de secourir les indigents. Un peu partout en Amérique du Nord, c'est l'élite bourgeoise qui a joué un rôle essentiel dans le développement des systèmes d'assistance, promouvant ainsi sa propre conception de la pauvreté et de la charité. Au Québec, toutefois, la bourgeoisie canadienne-française a joué un rôle marginal face aux institutions catholiques administrées par le clergé et gérées par les Sœurs.

C'est ce qui explique en partie pourquoi les institutions catholiques d'assistance, comme l'Hospice Saint-Joseph, ont été finalement peu touchées par les courants réformistes du tournant du XX^e siècle qui tentaient de trouver des solutions non institutionnelles à l'enfance en difficulté. En fait, tout semble indiquer que les Soeurs de l'Hospice ne visaient pas à « séparer » les familles comme le proclamaient ces réformateurs du courant « anti-institutionnel ». Les Soeurs cherchaient plutôt à maintenir des contacts avec les familles et n'hésitaient pas à retourner les enfants à leurs parents dès qu'ils étaient en mesure de les recevoir.

Au sein de l'Église, la hiérarchie catholique était dirigée par un pouvoir masculin qui chapeautait le travail des communautés religieuses gérées par des femmes. Ainsi, les Sulpiciens agissaient à leur côté en tant que directeurs ecclésiastiques, confesseurs, aumôniers et financiers. Les Soeurs étaient également sous la tutelle de leur Cardinal, et plus directement, de leur Évêque. Elles ne pouvaient diriger pleinement leur institution sans l'appui de ces hommes qui dominaient dans la sphère publique. Encadrées plus directement par la Supérieure de leur communauté, les Soeurs parvenaient à œuvrer dans un monde patriarcal où la sphère publique était normalement réservée aux hommes. À l'aide de dames bourgeoises, elles exerçaient la charité avec les qualités « maternelles » qui leur étaient attribuées dans le contexte de l'époque.

Selon l'*habitus* de leur Communauté, les Sœurs Grises se sont dévouées à l'enfance en difficulté par le biais de plusieurs institutions, dont évidemment l'Hospice Saint-Joseph. Dirigé par des laïcs depuis sa fondation en 1841, l'Hospice est passé aux mains des Sœurs Grises en 1854. Les Sœurs ont vite fait de cette institution en difficulté un lieu conforme aux exigences de leur Communauté. En effet, elles ont adapté le cadre bâti de l'établissement en délimitant l'extérieur de l'intérieur, de même que les lieux destinés aux séculiers, aux réguliers, aux enfants légitimes ou non, aux différents types d'orphelines, etc. Au fil du temps, elles ont adapté l'institution pour répondre tant bien que mal aux besoins des populations environnantes, de même qu'à différentes stratégies financières. Ainsi, mise à part sa clientèle principale, les orphelines, l'Hospice Saint-Joseph a offert les services d'accueil à quelques femmes âgées, à de nombreux enfants

de deux à sept ans (Salle d'Asile) et à des garçons de sept à douze ans (Jardin de l'Enfance). Elles ont, de plus, soutenu les familles pauvres et malades dans le cadre de visites à domicile, du dépôt des pauvres, de l'œuvre de la soupe et du dispensaire.

Le placement des enfants en institution, tout comme leur « placement » à l'école ou sur le marché du travail, figurait parmi les stratégies des familles dans la seconde moitié du XIX^e siècle. À l'évidence, la « demande » des familles excédait nettement « l'offre » du réseau d'assistance institutionnelle en général, tout comme « l'offre » de l'Hospice Saint-Joseph en particulier. Rapidement, les administratrices ont dû, par conséquent, imposer des critères de sélection. Bien que les sources soient relativement muettes sur ces critères, il semble bien qu'on ait privilégié les familles bien intégrées dans le tissu communautaire, et, à partir des années 1880, les familles en mesure de verser une pension pour leur fille. Cela dit, la vocation religieuse et charitable de l'établissement empêchait visiblement que ces critères soient appliqués trop strictement.

En moyenne, l'orphelinat de l'Hospice hébergeait cent jeunes filles par année, âgées de deux à dix-huit ans, fort majoritairement d'origine canadienne-française. Les Soeurs les accueillaient lorsque leur famille connaissait diverses situations de détresse. La durée de leur séjour, de quelques jours, quelques mois ou de quelques années, était souvent influencée par les conditions économiques et familiales du ou des parents. L'analyse d'un échantillon de cas a révélé que différents types d'orphelines ont fréquenté l'Hospice Saint-Joseph. La « vraie » orpheline (enfant sans parent), tel que nous le comprenons aujourd'hui, ne représentait que 9 % de cet échantillon. Prédominaient plutôt les orphelines de père (23 %), orphelines de mère (29 %), et les enfants dont les deux parents étaient vivants (39 %).

La société patriarcale qui définissait les rôles de pourvoyeur pour l'homme et de ménagère pour la femme explique que 52 % des enfants logés à l'Hospice Saint-Joseph provenaient de familles monoparentales. Les veuves, si elles pouvaient généralement compter sur la charité à domicile, étaient tout de même dans une situation très délicate puisqu'elles avaient plus de difficultés que les veufs à se remarier, à trouver un emploi

salarié et même, peut-être, à trouver une institution pour placer leur enfant. Du moins, si on compare avec leur nombre dans la société en général, les orphelines de père étaient sous-représentées à l'Hospice. Peut-être étaient-elles davantage dirigées vers la Salle d'Asile qui permettait une conciliation plus facile entre les besoins des veuves et les exigences sociales à l'égard du rôle « naturel » des femmes.

Les veufs, quant à eux, devaient souvent travailler une soixantaine d'heures par semaine et n'avaient ni le temps ni les compétences pour gérer un ménage et s'occuper de l'éducation de leurs enfants. Les attentes sociales à l'égard du rôle de pourvoyeur des hommes ont probablement joué à l'Hospice Saint-Joseph, puisque les orphelines de mère y étaient significativement plus nombreuses que dans la société en général. La plupart de ces orphelines restaient, au plus, une année ou deux à l'Hospice, ce qui correspond probablement au temps nécessaire à la reconstitution de la plupart des familles frappées par la mort de l'un des deux parents.

Quant aux orphelines dont les deux parents étaient vivants, elles restaient en général moins longtemps que les autres orphelines, le temps que leurs parents puissent traverser une période difficile. Bien entendu, les « vraies » orphelines sont celles qui sont demeurées le plus longtemps dans l'institution. En effet, elles devaient se soumettre à des contrats « d'apprentissage » à durée fixe, ce qui explique que la plupart restaient à l'Hospice pour plus de deux ans. Pour tous les types d'orphelines, le placement de la jeune fille était plus fréquent avant qu'elle n'ait l'âge de contribuer à l'économie familiale, que ce soit en travaillant ou en participant aux tâches domestiques. Il ne faut pas oublier que des parents, peut-être plus fortunés, ont pu placer leur fille à plus long terme à l'Hospice Saint-Joseph. La formation qui était dispensée pouvait déboucher sur un travail de domestique, une entrée au Noviciat, ou, tout simplement, faciliter le « placement » de cette dernière sur le « marché conjugal ».

Pour faire fonctionner l'Hospice débordé, une discipline stricte s'imposait. Cette discipline était fondée sur un horaire régulier ponctué de rituels catholiques et sur le respect de l'ordre. Les Soeurs de l'Hospice Saint-Joseph inscrivaient leur travail

d'assistance dans un respect scrupuleux de la hiérarchie entre les sexes et les classes sociales. En classe, les jeunes filles recevaient un enseignement à caractère religieux, fondé sur le programme du département de l'Instruction Publique. Mais plus encore, elles recevaient une formation de ménagère basée sur leur futur rôle d'épouse et de mère qui ne devait en aucun cas nourrir un espoir de mobilité sociale (à l'exception d'une carrière au sein de la Communauté). Toutes les filles devaient apprendre la couture qui semblait condenser toutes les valeurs que l'on attendait d'une future mère. Bien sûr, la couture assurait également un revenu à l'institution.

En ce qui concerne le budget de l'institution, la nourriture et l'entretien de l'établissement étaient les dépenses les plus importantes. Alors que l'Hospice ne pouvait s'endetter, les administratrices ont appris rapidement à diversifier les sources de financement qui allaient assurer la survie de leur institution. Les travaux de couture qu'elles réalisaient conjointement avec les orphelines et les Dames de la Charité leur rapportaient des revenus importants, allant jusqu'à 65 % de leurs revenus totaux. Au fil des années, les Sœurs ont d'ailleurs appris à se battre pour demeurer compétitives sur le marché de la consommation, notamment en agrandissant à plusieurs reprises l'Ouvroir et en négociant avec des propriétaires de manufactures pour leur soutirer des contrats. Même si les sources sont muettes sur ce sujet, il est probable que les Sœurs aient senti que le développement de ce travail manufacturier entraînait en contradiction avec la mission charitable et éducative de l'institution.

À ce mode de financement s'ajoutaient de façon plus incertaine des dons en argent et en nature de la part de la Maison mère, des Sulpiciens, des bourgeois philanthropes ou de la population en général. Les Dames de la Charité de l'élite montréalaise aidaient également au plan financier en faisant elles-mêmes des dons et en organisant des activités de financement comme des bazars. À la fin du XIX^e siècle, l'Hospice a commencé à exiger de plus en plus des pensions aux parents qui désiraient placer leur jeune fille, ce qui entraînait partiellement en contradiction avec la mission charitable de l'institution. À cela s'ajoutaient la vente et la location de biens immobiliers, notamment à partir du début du XX^e siècle. Or, tous ces modes de financement s'avéraient

insuffisants alors que l'État résistait toujours à subventionner les institutions d'assistance et que les subventions des Sulpiciens diminuaient.

En plus des obstacles de financement, les Sœurs se sont heurtées à des limites importantes en terme de personnel. Les Soeurs, en moyenne au nombre de quinze par année, devaient occuper douze offices. Parmi leurs tâches, celles destinées aux enfants demandaient le plus de travail. Le jour, elles devaient s'occuper d'une centaine d'orphelines et des quelques centaines d'enfants qui fréquentaient la Salle d'Asile. À cette surveillance constante, s'ajoutaient les tâches ménagères, la gestion administrative et les différents services offerts aux pauvres et aux malades. Les Sœurs épuisées et débordées connaissaient de plus un mouvement de personnel important qui les touchait souvent de près. Seules, les Sœurs n'auraient pu parvenir à faire fonctionner l'Hospice. Elles ont eu recours au travail des orphelines plus grandes, de même que d'un personnel laïque principalement constitué de femmes « données » et de femmes à salaire. À mesure que le nombre des femmes pensionnaires diminuait en raison du manque de place dans l'institution, celui des femmes embauchées, que les Sœurs avaient pourtant peu les moyens de payer, augmentait.

Le problème du sous-financement récurrent a mené les administratrices à changer la mission charitable de l'Hospice. À partir du début du XX^e siècle, les Soeurs fermaient plusieurs services voués à la charité. Les locaux de la Salle d'Asile étaient clos en 1902, alors que ceux du Jardin de l'Enfance l'étaient en 1904. Tous deux allaient être loués à des fins commerciales. Le dispensaire, pour sa part, fermait en 1904. En 1911, c'était finalement la clientèle des petites orphelines que l'on délaissait pour faire place à de jeunes filles en âge de recevoir un enseignement ménager. À ce moment, essoufflées par les problèmes financiers récurrents de leur institution, les Soeurs délaissaient la mission charitable pour ouvrir une école ménagère. Cette école, comme les autres soutenues par l'Église catholique, allait recevoir une aide financière constante du comité catholique de l'Instruction publique et, ainsi, mettre fin à une expérience charitable de plus de cinquante années. Plutôt que d'y voir le résultat de la montée de nouveaux courants réformistes dans le champ de l'assistance, nous croyons que la fermeture de l'Hospice

témoigne de l'épuisement du réseau d'assistance catholique mis en place au milieu du XIX^e siècle. La Loi de l'assistance publique, adoptée en 1921, allait reconnaître ce que les Soeurs de l'Hospice Saint-Joseph avaient vécu environ un quart de siècle auparavant.

MODÈLE DE FICHE UTILISÉ AUX FINS DE LA RECHERCHE

[illegible]

BIBLIOGRAPHIE

I. SOURCES

I. ARCHIVES DES SŒURS GRISES DE MONTRÉAL (A.S.G.M.)

- Annales*, 1888-1892, p.452.
- F116 11 C2, [Registres d'entrée de l'Hospice Saint-Joseph], 1874-1911, 645 p.
- L010 G3 7 [Articles joints au journal de Soeur Gaudry] Victor Rousselot, ptre, *Requête aux Honorables Membres du Conseil Législatif réunis en Parlement*, Province du Canada, Montréal, 22 février 1859.
- L10 2H3, L'Hospice Saint-Joseph de Montréal, [copie dactylographiée] *Chroniques manuscrites (Octobre 1892 à octobre 1912)*, 1999, 550 p.
- L10 A1 10, *Résolution de recevoir deux orphelines à St Joseph à perpétuité au nom de Mr Rodier*, 21 mars 1886, p.1.
- L10 A1 11, [Document dactylographié, sans titre, traitant d'une rente constituée versée aux Sœurs Grises], 9 août 1889, 9 p.
- L10 A1 12 3, *Donnation entrevifs par Delle... à l'Hospice St-Joseph*, 6 février 1895, 3 p.
- L10 A1 16, *Procès verbal d'une assemblée*, le 12 avril 1907, 2 p.
- L10 C1 11, *Remarque*, non daté, 5 p.
- L10 C1 12, « Acceptation de l'Asile Saint-Joseph », Extrait du cahier des délibérations, *Ancien journal*, vol. II, 11 p.
- L10 C1 13, « Fondation de l'Asile (ou Hospice) Saint-Joseph, Montréal », *Ancien journal*, vol. II, 23 décembre 1853, p.6.
- L10 C1 14 6, [copie dactylographiée] Soeur St-Jean-de-la-Croix, *Hospice Saint-Joseph, Montréal*, non daté, 6 p.
- L10 C1 4, Soeur Baby, *Notice historiographique sur la fondation et de commencement de l'Hospice St Joseph de Montréal depuis 1841 à 1851*, non daté, 15 p.
- L10 C1 5, Extrait d'un mémoire anonyme conservé aux archives des Soeurs Grises de Montréal, *Hospice Saint-Joseph, fondé en 1841*, non daté, 2 p.
- L10 C1 6, *Notice historique sur la fondation et le développement de l'Hospice Saint-Joseph, fondé en 1841*, non daté, 30 p.
- L10 C1 7, *L'Hospice St Joseh*, non daté, 2 p.
- L10 CI 9, [Notes extraites d'un mémoire des Archives du Séminaire de St-Sulpice] *Note sur la Maison dite Asile St Joseph, rue du Cimetière, rue Notre Dame*, 1 p.
- L10 CI 10, *Notices abrégées sur l'Histoire de la fondation de l'Hospice St Joseph*, non daté, 25 p.
- L10 CI 14, Soeur Jean de la Croix, *Prise de possession de l'Hospice St Joseph*, 2 p.
- L10 C2 15, [Document manuscrit sans titre], non daté, 1 p.
- L10 C2 25, Soeur Charlebois, [Document sans titre, lettre à Monseigneur Bourget], Hospice St Joseph, le 14 juillet 1869, 2 p.

- L10 C2 30, *Pétition des Soeurs de l'Hospice St-Joseph à son Honneur le Lieutenant Gouverneur de la Province de Québec en Conseil*, non daté, 4 p.
- L10 C2, [Document manuscrit sans titre], 15 p.
- L10 D3 1, *Hospice Saint-Joseph de Montréal, comptes rendus à la Maison Mère*, 1854-1886.
- L10 D3 2, *Hospice Saint-Joseph de Montréal, comptes rendus*, 1886-1915.
- L10 E, 2, *Hospice St-Joseph Montréal, Personnel religieux au 31 décembre*, 1874 à 1906, 35 p.
- L10 E1 1, *Hospice St-Joseph de Montréal fondé en l'année 1854. État du personnel etc etc du dit Hospice*, 1854-1876, 8 p.
- L10 E1 2, *Asile Saint-Joseph (adjacent à l'Hospice) et Hospice. Rapport*. 1863-1935.
- L10 F6 60, Soeur Mc Kenna, dépositaire, 25 juin 1903, 1 p.
- L10 G3 7 [Articles joints au journal de Soeur Gaudry] Victor Rousselot, ptre, *Requête aux Honorables Membres du Conseil Législatif réunis en Parlement*, Province du Canada, Montréal, 22 février 1859, 3 p.
- L10 G3 7, Soeur Julie Gaudry, *Brouillon du journal de la Salle d'Asile Saint-Joseph, Montréal, 1859 à 1902* [copie dactylographiée faite par Soeur Gabrielle Caron], 1972, 194 p.
- L10 M1 2, *École Ménagère Professionnelle de l'Hospice Saint-Joseph, Montréal*, non daté, 4 p.
- L10 M1 31 1, [Document sans titre, contrats de mise en apprentissage], 110 p.
- L10 N1 2 1, « La salle d'asile Saint-Joseph », *La presse*, samedi 11 novembre 1899.
- L10 N1 2, « Les premières Salles d'Asile et les premières Crèches en Canada ». *Journal de l'Instruction publique*, 1858, présenté dans *L'Ancien Journal*, vol. I, 5 p.
- L10 N1 3, « Visite à la Salle d'Asile », *Journal de l'Instruction publique*, 1859, présenté dans *L'Ancien Journal*, vol. I, 5 p.
- L10 N1 5, Soeur Julie Gaudry, *Salle d'Asile St Joseph*, 1900, 5 p.
- L10 N1 6, *Faubourg St-Antoine*, non daté, p.2.
- L10 RAPPORTS 1 67, *Personnel et Oeuvre de la maison de l'Hospice Saint-Joseph, Montréal*, 1^{er} septembre 1907 au 1^{er} septembre 1912, 18 p.

2. ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (A.N.Q)

- MIC B524 13837 GEN, *Constitutions des Soeurs de la Charité, administratrices de l'Hôpital-Général de Montréal dites vulgairement Soeurs Grises*, non daté, Montréal, Imprimerie de l'Hôpital Général, 365 p.

3. ARTICLES DE JOURNAUX

- 1876. « De l'éducation des filles ». *Journal d'éducation de Bordeau*, présenté dans : *Journal de l'Instruction publique*, vol.20, no 1 (janvier), p.2.
- 1882. « Enfants abandonnés », *La Patrie*, 31 octobre, p. 3.
- 1930. « The Grey Nuns of Montréal; Their Work », *The Montréal Beacon*, 14 février, p.8.
- Germano, J. 1896. « Histoire de la charité à Montréal ». *La Revue canadienne*, vol. 32 p. 423-438.
- Janet, Paul, 1875. « Difficulté de l'éducation des filles », *Journal de l'Instruction Publique*, vol.19, no 5, p.68.

Marconnet, Émilie. 1876. « Enseignement de la couture dans les écoles primaires ». *Journal de l'Instruction publique*, vol. 20, no 1 (janvier), p.22.

4. PUBLICATIONS D'ÉPOQUE

- 1900. *Le diocèse de Montréal à la fin du dix-neuvième siècle*, publié avec l'approbation de Mgr Paul Bruchési, Montréal, Eusèbe, Sénécal et cie, imprimeurs-éditeurs.
- 1893. « L'Hospice Saint-Joseph », *Le Canada ecclésiastique*, Montréal, Cadieux et Delorme, p.159.

II. ARTICLES ET MONOGRAPHIES

- Allaire, Soeur. 1930. « L'entrée à l'orphelinat ». *L'école sociale populaire*, no 93, p.1-10.
- Aranguiz, Marcela. 1999. « 'A Social Refuse !': L'assistance et la perception des vagabonds à Montréal à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle », Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 120 p.
- Ariès, Philippe. 1960. *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien régime*. Paris : Librairie Plon, 316 p.
- Baillargeon, Denyse. 1996. « Les politiques familiales au Québec. Une perspective historique ». *Lien Social et Politiques- RLAC*, no 36 (automne), p.21-32.
- Bellingham, Bruce. 1983. « The 'Unspeakable Blessing': Street Children, Reform Rhetoric, and Misery in Early Industrial Capitalism [U.S. 1854-1900] ». *Politics and Society*, no 12, p. 303-330.
- Bernardine, Soeur. 1930, « Le séjour à l'orphelinat », *L'école sociale populaire*, no 93, p.11-22
- Bienvenue, Louise. 2003. « Pierres grises et mauvaises consciences. Essai historiographique sur le rôle de l'Église catholique dans l'assistance au Québec ». *Études d'histoire religieuse*, no 69, p. 9-28.
- Bourgeois, L'Abbé Charles-Edouard. 1947. *Une richesse à sauver : l'enfant sans soutien*. Trois-Rivières: Éditions du Bien public, 256 p.
- Bradbury, Bettina. 1982. « The Fragmented Family: Family Strategies in the Face of Death, Illness, and Poverty, Montreal, 1860-1885 », In *Childhood and Family in Canadian History*, sous la dir. de Joy Parr, p.109-128, Toronto: Mc Clelland and Stuart.
- Bradbury, Bettina. 1983. « L'économie familiale et le travail dans une ville en voie d'industrialisation : Montréal dans les années 1870 », In *Maîtresses de maison, maîtresses d'école : Femme famille et éducation dans l'histoire du Québec*, sous la dir. de Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid, p.287-318, Montréal : Boréal Express.
- Bradbury, Bettina. 1992. « Mourir chrétiennement : la vie et la mort dans les établissements catholiques pour les personnes âgées à Montréal au XIX^e siècle ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*. vol. 46, no 1, p. 143-175.
- Bradbury, Bettina. 1995. *Familles ouvrières à Montréal : Âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*. Montréal, Boréal, 368 p.

- Bradbury, Bettina. 2007. "Canadian Children Who Lived with One Parent in 1901", In *Household Counts: Canadian Households and Families in 1901, Tome 1*, sous la dir. de Eric W. Sager et Peter Baskerville, p.247-301, Toronto: University of Toronto Press.
- Brown, Dorothy M. et Elizabeth McKeown. 1997. *The Poor Belong to Us : Catholic Charities and American Welfare*. Cambridge: Harvard University Press. 284 p.
- Bullen, John. 1985. « Review Essay. Orphan, Idiots, Lunatics, and Historians: Recent Approches to the History of Child Welfare in Canada ». *Histoire sociale/Social History*, vol. 18, no 35 (mai), pp.133-145.
- Carp, E. Wayne. 1996. « Two Cheers for Orphanages ». *Review in American History*, vol. 24, no 2, p.1-8. [En ligne] consulté le 8 décembre 2009.
- Charron, Catherine. 2007. « La question du travail domestique au début d XXe siècle au Québec : Un enjeu à la Fédération nationale Saint-Jean Baptiste, 1900-1927 ». Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 130p.
- Cliche, Marie-Aimée. 1991. « Les filles-mères devant les tribunaux de Québec, 1850-1969 ». *Recherches sociographiques*, vol. 32, no 1, p. 9-42.
- Cmiel, Kenneth. 1995. *A Home of Another Kind: One Chicago Orphanage and the Tangle of Child Welfare*. Chicago : University of Chicago Presses, 252 p.
- Comeau, Yvan. 1994. « L'analyse des données qualitatives ». *Cahiers du CRISES*, 31 p.
- Copp, Terry. 1978. *Classe ouvrière et pauvreté : Les conditions de vie des travailleurs montréalais 1897-1929*. Montréal : Boréal Express. 213 p.
- Côté, Sylvie. 2000. « L'oeuvre des orphelins à l'Hospice du Sacré-Coeur de Sherbrooke (1875-1965) ». *Journal of Eastern Township Studies*, no 16 (printemps), [En ligne] consulté en le 12 juillet 2010), p.1-13.
- Côté, Sylvie. 1986. « Les orphelinats catholiques au Québec de 1900 à 1945 ». *Les cahiers de la femme*, vol. 7, no 4, p. 36-38.
- Cross, Suzanne. 1983. « La majorité oubliée : le rôle des femmes à Montréal au 19e siècle », In *Travailleuses et féministes : Les femmes dans la société québécoise*, sous la dir. de Marie Lavigne et Yolande Pinard, p. 61-83, Montréal : Boréal Express.
- Cumbler, John T. 1980. « The Politics of Charity: Gender and Class in Late 19th Century Charity Policy ». *Journal of Social History*, vol. 14, no 1 (automne), p.99-111.
- Daigle Johanne et Dale Gilbert. 2008. « Un modèle d'économie sociale mixte : le dynamisme des services sociaux à l'enfance dans la ville de Québec, 1850-1950 ». *Recherches sociographiques*. vol. 49, no 1 (2008), p.13-147.
- D'Allaire, Micheline. 1993. « L'originalité de l'oeuvre sociale des Congrégations religieuses de Montréal aux XIXe et XXe siècles ». *S.C.H.E.C. Études d'histoire religieuse*, no 59 p. 25-41.
- D'Allaire, Micheline. 1997. *Les communautés religieuses de Montréal*. Montréal :Éditions du Méridien,168 p.
- D'Amours, Oscar. 1986. « Survol historique de la protection à l'enfance au Québec ». *Service Social*, vol. 35, no 3, p. 386-415.
- Danylewycz, Marta. 1983. « Sexe et classes sociales dans l'enseignement : le cas de Montréal à la fin du 19^e siècle ». In *Maîtresses de maison, maîtresses d'école : Femme famille et éducation dans l'histoire du Québec*, sous la dir. de Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid, p.93-118, Montréal : Boréal Express.
- Danylewycz, Marta.1988. *Profession : religieuse. Un choix pour les Québécoises (1840-1920)*. Montréal : Boréal, 246 p.

- Daveluy, Marie-Claire. 1933. *L'Orphelinat catholique de Montréal (1832-1932)*. Montréal : Levesque, 344 p.
- De Groot Raphaëlle et Élisabeth Ouellet. 2001. *Plus que parfaites : Les aides familiales à Montréal 1850. 2000*, Montréal : Les éditions du remue-ménage, 177 p.
- Dekker, Jeroen J.H. 2005. « The Will to Change the Children et Risk : The Transformation from Philanthropy into Social Policy in 19th-century Western Europe », In *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution*, sous la dir. de Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey, p.312-327, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Deslandres, Dominique. 2007. « Les Sulpiciens et les communautés religieuses de Montréal ». In *Les Sulpiciens de Montréal : une histoire de pouvoir et de discrétion, 1657-2007*, sous la dir. de Jacques Des Roches et al., Montréal : Fides, p. 305-348.
- Dufour, Andrée. 1997. *Histoire de l'éducation au Québec*. Montréal: Boréal, 123 p.
- Dulberger, Judith Ann. 1988. « Refuge or Repressor: the Role of the Orphan Asylum in the Lives of Poor Children and their Families in Late-19th Century America ». Thèse de doctorat, Pittsburg, Carnegie-Mellon University, 1988.
- Dumont, Micheline, « Julie Gaudry », *Dictionnaire biographique du Canada*, Université de Toronto/Université Laval, vol 13, 2000, [En ligne] consulté le 16 décembre 2009.
- Dumont, Micheline et Johanne Daigle. 1986. « Les couventines », In *Les Couventines : L'éducation des filles au Québec dans les congrégations religieuses enseignantes 1840-1960*, sous la dir. de Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid, p.189-226, Montréal : Boréal Express.
- Dumont, Micheline. 1980. « Des garderies au XIX^e siècle : les salles d'asile des Sœurs Grises de Montréal ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 34, no 1 (juin), p. 27-55.
- Dumont, Micheline. 1983. « Des garderies au 19^e siècle : les salles d'asile des soeurs Grises à Montréal », In *Maîtresses de maison, maîtresses d'école : Femme famille et éducation dans l'histoire du Québec*, sous la dir. de Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid, p.261-285, Montréal : Boréal Express.
- Dumont, Micheline. 1983. « Évolution et rôle des congrégations religieuses enseignantes féminines au Québec, 1840-1960 ». *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, Sessions d'étude, vol. 50 (1ère partie), p. 201-230.
- Dumont, Micheline. 1990. *L'instruction des filles au Québec (1639-1960)*. Ottawa : La Société historique du Canada, Brochure historique no 49, 30 p.
- Dupont-Bouchat, Marie-Sylvie. 2003. « Le mouvement international en faveur de la protection à l'enfance (1880-1914) ». *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, no 5, 21 p. [En ligne] consulté le 4 décembre 2009.
- Fahmy-Eid, Nadia. 1978. « Éducation et classes sociales : analyse de l'idéologie conservatrice –cléricale et petite bourgeoisie - au Québec au milieu du 19^e siècle ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 32, no 2 (septembre), p.159-179.
- Fahmy-Eid, Nadia. 1986. « Un univers articulé à l'ensemble du système scolaire québécois », In *Les Couventines : L'éducation des filles au Québec dans les congrégations religieuses enseignantes 1840-1960*, sous la dir. de Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid, p. 27-46, Montréal : Boréal Express.
- Fahrni, Magda. « 'Ruffled' Mistresses and 'Discontented' Maids: Respectability and the Case of Domestic Service, 1880-1914 », *Le Travail*, vol 39 (printemps 1997), p. 69-97

- Fecteau, Jean-Marie et Éric Vaillancourt. 2007. « La charité en ville », In *Les Sulpiciens de Montréal : une histoire de pouvoir et de discrétion, 1657-2007*, sous la dir. de Jacques Des Roches *et al.*, Montréal : Fides, 2007, p. 241-263.
- Fecteau, Jean-Marie et Janice Harvey. -à paraître. « Chapitre 17 : Le réseau de régulation sociale montréalais », In *Histoire de la région montréalaise*, sous la dir. de Dany Fougères, Normand Perron *et al.*, Québec : Éditions PUL/IQRC.
- Fecteau, Jean-Marie. 1986. *Régulation sociale et transition au capitalisme : jalons théoriques et méthodologiques pour une analyse du 19^e siècle canadien*. Coll. PARQ. Québec, Université Laval, Département d'histoire, Projet accumulation et régulation au Québec. 74 p.
- Fecteau, Jean-Marie. 1996. « La construction d'un espace social : les rapports de l'Église et de l'État et la question de l'assistance publique au Québec dans la seconde moitié du XIX^e siècle », In *L'histoire de la culture et de l'imprimé. Hommages à Claude Galarneau*, sous la dir. de Yvan Lamonde et Gilles Galichan, p. 61-90, Québec : Presses de l'Université Laval.
- Fecteau, Jean-Marie. 1998. « Note sur les enjeux de la prise en charge de l'enfance délinquante et en danger au XIX^e siècle ». *Lien social et politiques – RLAC*, no 40 (automne), p. 129-138.
- Fecteau, Jean-Marie. 2003. « L'enfance en difficulté au 19^e siècle et dans les premières années du 20^e siècle: les implications d'un regard sur les cas-limite ». *Le temps de l'histoire*, sous la dir. de Éric Pierre et Jean Trépannier, no 5 (septembre), p. 237-248.
- Fecteau, Jean-Marie. 2004. *La liberté du pauvre : sur la régulation du crime et de la pauvreté au XIX^e siècle québécois*. Montréal, VLB Éditeur, 455 p.
- Fecteau, Jean-Marie. 1995. « Un cas de force majeure : le développement des mesures d'assistance publique à Montréal au tournant du siècle ». *Lien social et politiques-RIAC*, no 33 (printemps), p.105-112.
- Fecteau Jean-Marie et Janice Harvey (dir. de publication). 2005. « Introduction ». *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution*, p.1-15, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Ferreti, Lucia. 1999. *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*. Montréal : Boréal, 203 p.
- Foucault, Pierre. 1993. « Héberger, corriger, adopter. Une histoire des mesures de protection pour les jeunes au Québec ». *PRISME*, vol.3, no 4, p. 462-479.
- Gagnon, Robert. 1996. *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal : Le développement d'un réseau d'écoles publiques en milieu urbain*. Montréal : Boréal, 401 p.
- Gagnon-Arguin Louise. 1984. « L'orphelinat St-Antoine et ses bienfaiteurs ». *Saguenayensia*, vol. 26, no 3 (juillet-septembre), p.90-95.
- Gilbert, Dale. 2006. « Dynamique de l'institutionnalisation de l'enfance délinquante et en besoin de protection : le cas des écoles de réforme et d'industrie de l'Hospice Saint-Charles de Québec, 1870-1950 ». Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 151 p.
- Gossage, Peter 1983. « Abandoned Children in 19th Century Montreal ». Mémoire de maîtrise, Montréal, McGill University, 210 p.
- Gossage, Peter. 1987. « Les enfants abandonnés à Montréal au 19^e siècle : la Crèche d'Youville des Soeurs Grises, 1820-1871 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, no 4 (printemps), p. 537-559.

- Hareven, Tamara K. 1975. « Family Time and Industrial Time: Family and Work in a Planned Corporation Town, 1900-1924 ». *Journal of Urban History*, no 1 p. 365-389.
- Hareven, Tamara K. 1991. « The History of the Family and the Complexity of Social Change ». *The American Historical Review*, vol. 96, no 1, p. 385-394.
- Harvey, Janice. 2001. « The Protestant Orphan Asylum and the Montreal Ladies Benevolent Society : A Case Study in Protestant Child Charity in Montreal, 1822-1900 ». Thèse de doctorat, Montréal, Mc Gill University, 401 p.
- Harvey, Janice. 2003. « Le réseau charitable protestant pour les enfants à Montréal : le choix des institutions ». *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, no 5 (septembre), 12 p.[En ligne] consulté le 4 décembre 2009.
- Harvey, Janice. 2005. « Agency and Power in Child Charity : A Study of Two Montreal Child Charities, 1822-1900 », In *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution*, sous la dir. de Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey, p.328-342, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Hasci, Timothy. 1997. *Second Home : Orphan Asylums and Poor Families in America*. Cambridge (Mass.) : Harvard University Press, 297 p.
- Hubert, Olliver. « Rituelité ultramontaine et pouvoir pastoral clérical dans le Québec de la seconde moitié du XIXe siècle », In *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution*, sous la dir. de Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey, p. 435-447, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Inwood, Kris et Kevin James. 2005. « Une ressource numérique pour l'analyse historique : le recensement canadien de 1891 ». *Cahiers québécois de démographie*, vol. 34, no 2 (automne), pp. 315-328.
- Joyal, Renée. 1999. *Les enfants, la société et l'État au Québec : 1608-1989 Jalons*. Montréal : Hurtubise HMH, 319 p.
- Katz, Michael B. 1986. « History of Education Society ». *History of Education Quarterly*, vol. 26, no 3 (printemps), p.413-424.
- Katz, Michael B. 1995. *Improving Poor People : The Welfare State, The 'Underclass,' and the Urban Schools as History*. Princeton (New Jersey): Princeton University Press, 191 p.
- Katz, Michael B. 1996. *In the Shadow of the Poor House: A Social History of the Welfare in America*. New York : Basic Books, 391 p.
- Laberge, Danielle. 1985. « L'invention de l'enfance: modalités institutionnelles et support idéologique ». *Criminologie*, vol. 18, no 1, p. 73-97.
- Lacelle, Claudette. 1987. *Les domestiques en milieu urbain canadien au XIXe siècle*. Coll. « Études en archéologie, architecture et histoire », Ottawa : Lieu et parcs historiques nationaux, Environnement Canada-Parcs, 278 p.
- Lalonde-Gratton, Micheline. 2002. *Des salles d'asile aux centres de la petite enfance: La petite histoire des services de garde au Québec*. Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 386 p.
- Lapointe-Roy, Huguette. 1987. *Charité bien ordonnée : Le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au 19^e siècle*. Montréal : Boréal, 330 p.
- Lemieux, Denise et Lucie Mercier. 1989. *Les femmes au tournant du siècle-1880-1940 : Âges de la vie, maternité et quotidien*. Québec : Institut québécois de la recherche sur la culture, 1989, 389 p.

- Lemieux, Denise. 1983. « La socialisation des filles dans la famille ». In *Maîtresses de maison, maîtresses d'école : femme, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, sous la dir. de Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid, p. 237-260. Montréal: Boréal Express.
- Leslie, Geneviève. 1974. « Domestic Service in Canada, 1880-1920 », In *Women at Work, Ontario, 1850-1930*, sous la dir. de Janice Acton et al., Toronto: Women's Educational Press, p.71-125.
- Les Soeurs de la Charité de Québec. 1949. *L'Orphelinat d'Youville de Québec. 1849-1949. Le passé revit!* Québec : Tremblay et Dion, 84 p.
- Linteau, Paul-André, René Durocher et Jean-Claude Robert. 1989 (1979). *Histoire du Québec contemporain, Tome 1, De la Confédération à la crise*. Montréal : Boréal compact, 758 p.
- Luc, Jean-Noël. 1997. *L'invention du jeune enfant au XIX^e siècle. De la salle d'asile à l'école maternelle*. Paris : Berlin, 511 p.
- Macleod Roderick et Mary Anne Poutanen, « 'Proper Objects of This Institution': Working Families, Children, and the British & Canadian School in Nineteenth-Century Montreal », *Revue d'histoire de l'éducation*, vol.20, no 2 (printemps 2008), p. 22-54.
- Malouin, Marie-Paule et Micheline Dumont. 1986. « L'évolution des programmes d'étude (1850-1960) » In *Les Couventines : L'éducation des filles au Québec dans les congrégations religieuses enseignantes 1840-1960*, sous la dir., de Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid, p.83-112, Montréal : Boréal Express.
- Malouin, Marie-Paule. 1985. *Ma soeur, à quelle école alliez-vous? Deux écoles de filles à la fin du XIX^e siècle*. Montréal : Fides, 171 p.
- Malouin, Marie-Paule (dir.publ.), *L'univers des enfants en difficulté au Québec entre 1940 et 1960*. Montréal : Bellarmin, 1996, 458 p.
- Marshall, Dominique. 1998. *Aux origines sociales de l'État-Providence : Familles québécoises, obligations scolaires et allocations familiales 1940-1955*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 317 p.
- Martin, Tania. 1997. « Housing the Grey Nuns : Power, Religion, and Women in fin-de-siècle Montréal ». In *Perspectives in Vernacular Architecture*, vol. 7, sous la dir. de Annmarie Adams et Sally McMurry, Knoxville, University of Tennessee Press, p. 212-229.
- Martin, Tania. 2007. « La mouvance de la culture canadienne-française vue à travers l'évolution d'une institution catholique en région ». *The Canadian Historical Review*, vol.88, no 1 (mars), p. 41-88.
- Ménard, Sylvie et Véronique Strimelle. 2000. « Enfant sujet, enfant objet? L'enfant comme enjeu des nouvelles politiques pénales au Québec, de la seconde moitié du XIX^e siècle au début du XX^e siècle ». *Lien social et politique-RIAC*, no 44 (automne), p. 89-99.
- Ménard, Sylvie. 2003. *Des enfants sous surveillance : La rééducation des jeunes délinquants au Québec (1840-1950)*. Montréal : VLB Éditeur, 247 p. .
- Katz, Michel B. 1972. *The Irony of the Early School Reform : Educationnal Innovation in Mid-Nineteenth Century Massachussetts*. Boston : Beacon Press, 325 p.
- Myers, Tamara. 2006. *Caught. Montreal's Modern Girls and the Law, 1869-1945*, coll. « Studies in Gender and History », Toronto : University of Toronto Press, 345 p.
- Myers, Tamara. 2005. « Regulation, Agency and the Transformation of Care for 'Predelinquent' Girls », In *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution*, sous la dir. de Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey, p.343-357, Québec : Presses de l'Université du Québec.

- O'Gallagher, Soeur Mariana, 1976. « Care of the Orphan and the Aged by the Irish Community of Quebec City, 1847 and Years Following ». *Canadian Catholic Historical Association*, no 43, p.39-56.
- Parizeau, Alice. 1979. *Protection de l'enfant : échec?* Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 198 p.
- Parr, Joy. 1982. *Childhood and Family in Canadian History*. Toronto : McClelland & Stewart. 181 p.
- Provost, Kathy C. 2006. *Blunted Lives: Working Children in East-End Montreal, 1880-1890*. Mémoire de maîtrise, Montréal, Concordia University, 167 p.
- Quesney, Chantale. 2010. « De la charité au bonheur familial : une histoire de la société d'adoption et de protection de l'enfance à Montréal, 1937-1972 ». Thèse de Doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 613 p.
- Quincy-Lefebvre, Pascale. 1997. *Familles, institutions et déviances. Une histoire de l'Enfance difficile, 1880-fin des années trente*. « Coll. Économies et sociétés contemporaines », Paris : Economica, 437 p.
- Quincy-Lefebvre, Pascale. 1999. « Assistance publique et enfants difficiles vers 1900. », In *Les exclus en Europe 1830-1930*, sous la dir. de André Gueslin et Dominique Kalifa, p. 202-214, Paris : Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières.
- Rooke, Patricia et R. L. Schnell. 1983. *Discarding the Asylum: from Child Rescue to the Welfare State in English-Canada: (1800-1950)*. Lanham: University Press of America, 510 p.
- Rooke, Patricia T. et R. L. Schnell. 1982. « Childhood and Charity in 19th Century British North America ». *Histoire sociale*, vol. 15, no 29 (mai), p. 157-179.
- Schnell, R. L. 1979. « Childhood as Ideology: A Reinterpretation of the Common School ». *British Journal of Educational Studies*, vol. 27, no 1 (février), p.7-28.
- Nicole Thivierge. 1982. *Histoire de l'enseignement ménager-familial au Québec 1882-1970*. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 475 p.
- Tilly, Louise A. 1979. « Individuals Lives and Family Strategies in the French Proletaria ». *Journal of Family History*. vol. 4, no 2, (été), p.137-152.
- Tulchinsky, Gerald. 1983. « Immigration and Charity in the Montreal Jewish Community before 1890 », *Histoire sociale*, vol. 16, no 32 (novembre), p. 359-380.
- Turmel, André. 1993. « Folie, épidémie et institution; contrôle et régulation sociale de l'enfance », *Recherches sociographiques*, vol. 34, no 1, p. 111-127.
- Vaillancourt, Éric. 2003. « L'enfant et le réseau charitable catholique montréalais : le cas de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, 1848-1930 ». *Le temps de l'histoire*, sous la dir. de Éric Pierre et Jean Trépannier, no 5 (septembre), p. 173-189.
- Vaillancourt, Éric. 2005. « La Société Saint-Vincent-de-Paul de Montréal, reflet du dynamisme du laïcat catholique en matière d'assistance aux pauvres (1848-1933) ». Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 318 p.
- Zelizer Viviana A. 1985. *Pricing the Priceless Child: The Changing Social Value of Children*, New York: Princeton University Press, 296 p.
- Zmora, Nurith. 1994. *Orphanages Reconsidered: Child Care Institutions in Progressive Era Baltimore*. Philadelphia: Temple University Press, 352 p.